|  |  |
| --- | --- |
| **Groupe consultatif pour le développement  des télécommunications (GCDT)**  **31ème réunion, Genève, Suisse, 20-23 mai 2024** | A close up of a sign  Description automatically generated |
|  |  |
|  | **Document** **TDAG-2****4/2-F** |
|  | **7 mai 2024** |
|  | **Original:** **anglais** |
| Directeur du Bureau de développement des télécommunications | |
| Rapport sur la mise en œuvre du Plan d'action de Kigali | |
|  | |
| **Résumé:**  Le présent document rend compte de la mise en œuvre du Plan d'action de Kigali de **juin 2023 à avril 2024**, en mettant en avant les principales réalisations dans les régions conformément aux objectifs du Plan d'action. Il présente en outre les résultats de l'exercice entrepris par le BDT pour regrouper les indicateurs fondamentaux de performance comme l'a demandé le GCDT à sa 23ème réunion.  **Suite à donner:**  Le GCDT est invité à examiner le présent rapport et à donner les orientations qu'il jugera nécessaires.  **Références:**  Plan d'action de Kigali (CMDT-22)  Document TDAG-23/DT/3 | |

Introduction

La Conférence mondiale de développement des télécommunications tenue à Kigali (Rwanda) du 6 au 16 juin 2022 (CMDT-22) a adopté le [Plan d'action de Kigali](https://www.itu.int/fr/publications/ITU-D/Pages/publications.aspx?parent=D-TDC-WTDC-2022&media=electronic). Ce plan comprend les priorités et les catalyseurs du Secteur du développement des télécommunications (UIT-D), les résultats et produits attendus sous forme de produits et services de l'UIT-D, un ensemble d'initiatives régionales, des Résolutions nouvelles ou révisées, des Recommandations et des Questions confiées à l'UIT-D. Il est conforme aux priorités thématiques de l'Union internationale des télécommunications (UIT) ainsi qu'aux objectifs de développement durable (ODD) et aux grandes orientations du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI).

Le présent document rend compte de la mise en œuvre du Plan d'action de Kigali de juin 2023 à avril 2024. Il présente les résultats obtenus dans chaque région, conformément aux priorités et aux catalyseurs de l'UIT-D, selon les services essentiels de l'UIT-D tels que définis dans le Plan d'action de Kigali. Il rend également compte des résultats des mesures prises par le Bureau de développement des télécommunications (BDT) pour regrouper les indicateurs fondamentaux de performance, conformément à la demande formulée par le Groupe consultatif pour le développement des télécommunications en 2023 (GCDT-23).

L'Annexe 2 du présent document contient les tableaux récapitulatifs de la mise en œuvre du plan opérationnel pour 2023 selon un cadre de gestion axée sur les résultats.

Figure 1 – Planification opérationnelle pour 2023: réalisations, produits et activités



Agrégation des indicateurs fondamentaux de performance du Plan d'action de Kigali

Lors de sa dernière session, tenue du 19 au 23 juin 2023, le GCDT a examiné et approuvé les indicateurs fondamentaux de performance pour le cadre de mise en œuvre du Plan d'action de Kigali. Au total, 87 indicateurs ont été présentés au GCDT, dont 73 ont été approuvés. Le GCDT a proposé d'affiner et de rationaliser davantage ces indicateurs afin qu'ils puissent fournir une meilleure vue d'ensemble des avancées obtenues.

Cet exercice a abouti à l'adoption d'un total de 18 indicateurs de réalisation et de 27 indicateurs de produits.

Les indicateurs de réalisation permettront de suivre la contribution du BDT aux réalisations définies dans le Plan d'action de Kigali afin de répondre aux exigences de rapport de la prochaine CMDT en 2025, tandis que les indicateurs de produit permettront de suivre, sur une base annuelle, la fourniture des produits et services de l'UIT-D conformément au Plan opérationnel de l'UIT-D.

|  |  |
| --- | --- |
| **Priorités de l'UIT-D** | **Indicateurs de réalisation** |
| Connectivité financièrement abordable | Nombre de pays dotés d'un plan national pour les télécommunications d'urgence dans le cadre de leurs stratégies nationales et locales de réduction des risques de catastrophe. |
| Nombre de pays les moins avancés, de pays en développement sans littoral et de petits États insulaires en développement disposant d'un plan large bande. |
| Pourcentage de pays, pour lesquels on dispose de données, dans lesquels au moins 90% de la population est desservie par un réseau 3G ou plus. |
| Transformation numérique | Nombre de pays ayant adopté une stratégie sectorielle numérique au niveau national. |
| Nombre de pays ayant adopté des stratégies et des initiatives en faveur de l'innovation. |
| Environnement politique et réglementaire favorable | Nombre de pays disposant de stratégies pour le développement des compétences numériques au niveau national. |
| Nombre de pays progressant vers la prochaine génération de réglementations (G1 à G4) ou vers un niveau supérieur de préparation à la transformation numérique (G5). |
| Pourcentage d'États Membres ayant communiqué des données valides datant de moins de deux ans pour au moins 80% des indicateurs du questionnaire abrégé de l'UIT sur les indicateurs des télécommunications dans le monde. |
| Pourcentage d'États Membres ayant communiqué des données valides datant de moins de trois ans pour au moins 80% des indicateurs du questionnaire sur les TIC et les ménages de l'UIT. |
| Pourcentage d'États Membres ayant communiqué des données valides ventilées par sexe datant de moins de trois ans pour l'indicateur "Part de personnes utilisant l'Internet". |
| Pourcentage d'États Membres ayant communiqué des données valides ventilées par localisation (zones rurales/urbaines) datant de moins de trois ans pour l'indicateur "Part de personnes utilisant l'Internet". |
| Pourcentage d'États Membres ayant communiqué des données valides datant de moins de trois ans pour au moins cinq des compétences en matière de TIC énumérées dans le questionnaire. |
| Télécommunications/ TIC inclusives et sûres au service du développement durable | Nombre de pays ayant adopté des stratégies de cybersécurité dans le cadre de leur programme de développement national. |
| Nombre de pays disposant d'une équipe de réponse aux incidents informatiques (CIRT). |
| Nombre d'États Membres ayant renforcé leur engagement en faveur de la cybersécurité, selon l'Indice mondial de cybersécurité (GCI). |
| Nombre de pays disposant de systèmes de soutien en ligne pour les enfants (par exemple, lignes d'assistance, mécanismes d'orientation). |
| Mobilisation de ressources, partenariats et coopération internationale[[1]](#footnote-1) | Nombre d'accords de développement sur les TIC signés entre l'UIT et ses partenaires afin d'appuyer la mise en œuvre du Plan d'action de Kigali. |

|  |  |
| --- | --- |
| **Catalyseurs de l'UIT-D** | **Indicateurs (essentiellement des produits)** |
| Diversité et inclusion | Nombre de pays ayant élaboré une politique et une stratégie en faveur de l'inclusion numérique au niveau national. |
| Engagement en faveur de la durabilité environnementale | Nombre de pays ayant adopté une politique ou un cadre législatif ou réglementaire pour la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques au niveau national. |
| Une organisation reposant sur les contributions de ses membres | Nombre de nouveaux membres de l'UIT-D. |
| Excellence en matière de ressources humaines et innovation organisationnelle | Nombre d'initiatives de formation et de perfectionnement du personnel menées par le personnel du BDT. |
| Niveau moyen de performance du personnel. |
| Pourcentage d'exécution du budget du Plan opérationnel. |
| Nombre d'accords de projet signés chaque année. |
| Pourcentage de projets en bonne voie. |
| Présence régionale | Nombre d'accords sur le développement des TIC mis en œuvre en collaboration avec des entités des Nations Unies et d'autres partenaires. |

| **Indicateurs de produit (produits et services de l'UIT-D)** | |
| --- | --- |
| Élaboration de cadres politiques et de supports d'information | Nombre de manuels, de rapports techniques et de documents élaborés[[2]](#footnote-2). |
| Nombre d'États Membres ayant bénéficié d'une assistance pour l'élaboration de cadres stratégiques. |
| Nombre d'outils/cadres/ressources élaborés. |
| Nombre de lignes directrices relatives aux bonnes pratiques élaborées. |
| Renforcement des capacités | Nombre de professionnels formés et certifiés dans le domaine des télécommunications/TIC. |
| Nombre de personnes formées aux compétences numériques de base et intermédiaires. |
| Nombre d'utilisateurs de l'Académie de l'UIT. |
| Nombre de personnes participant aux activités de renforcement des capacités menées par le BDT. |
| Fourniture de données et de statistiques | Nombre de points de données disponibles dans les ensembles de données publiés. |
| Nombre d'utilisateurs hebdomadaires du Centre de données de l'UIT. |
| Pourcentage d'États Membres favorables à la nouvelle méthode de calcul de l'Indice de développement des TIC (IDI). |
| Nombre d'entreprises numériques dont l'UIT suit les émissions, la consommation d'énergie et les engagements en matière de climat. |
| Fourniture d'une assistance technique | Nombre d'États Membres ayant bénéficié d'une assistance technique. |
| Nombre de Résolutions de la CMDT mises en œuvre. |
| Nombre d'accords de projet signés chaque année. |
| Plates-formes fédératrices | Nombre de partenariats signés. |
| Pourcentage de partenariats signés avec des entités des Nations Unies en vue d'atteindre les objectifs de développement durable (ODD) liés au développement des télécommunications/TIC. |
| Nombre de participants aux forums régionaux sur le développement (RDF), aux dialogues régionaux et aux manifestations organisées sous l'égide du BDT. |

Rapport d'activité pour la période allant de juin 2023 à avril 2024

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Priorité 1 de l'UIT-D: Connectivité financièrement abordable  *Encourager le développement d'infrastructures et de services sûrs, modernes et financièrement abordables grâce aux télécommunications/TIC* | | |
| **Télécommunications d'urgence**  ***Réalisation****: renforcement de la capacité des États Membres à utiliser les télécommunications/TIC pour l'atténuation et la gestion des risques de catastrophes, pour garantir la disponibilité des télécommunications d'urgence et appuyer la coopération dans ce domaine.* | | |
| Produits | | Points clés |
| À partir du mois de juin 2023, le BDT a poursuivi le déploiement de toute une gamme de produits et de services, en aidant les États Membres à accroître la confiance et la sécurité dans l'utilisation des télécommunications/technologies de l'information et des communications (TIC). Le Bureau a ainsi élaboré des cadres stratégiques et des produits d'information, mené des activités de renforcement des capacités et fourni une assistance technique, ce qui a permis de **renforcer la capacité des États Membres à utiliser les TIC pour réduire et gérer les risques de catastrophe et garantir la disponibilité des télécommunications d'urgence**.  Le BDT a également appuyé les États Membres dans leurs actions visant à **renforcer l'utilisation des TIC pour mettre en place des systèmes d'alerte avancée efficaces et sauver des vies dans le cadre de l'initiative "Alertes précoces pour tous"**.  Le BDT a en outre contribué à **renforcer la capacité des États Membres à déployer rapidement des terminaux de communication par satellite, à coordonner les interventions nationales après une catastrophe et à déterminer la position préalable des équipements de télécommunication d'urgence par satellite** afin de réduire les délais d'intervention en cas de catastrophe. Les équipements sont actuellement positionnés dans l'entrepôt du Réseau des télécommunications d'urgence du Programme alimentaire mondial (PAM) à Dubaï pour aider la région des États arabes et les régions Afrique et Asie-Pacifique. Le Zimbabwe a été sélectionné pour servir de plate-forme desservant les pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), tandis que la Barbade jouera un rôle similaire pour la région Amériques, en cas de catastrophe. Le siège de l'UIT continuera de superviser et de gérer le déploiement des équipements dans ces régions.  En outre, dans le cadre de l'**initiative "Alertes précoces pour tous"**, en collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes (UNDRR), l'Organisation météorologique mondiale (OMM), la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'UIT a organisé une série d'ateliers dans plusieurs régions, et notamment dans les pays suivants: Antigua-et-Barbuda, Bangladesh, Barbade, Cambodge, Éthiopie, Guatemala, Népal, Ouganda, République démocratique populaire lao, Somalie et Tadjikistan. Ces ateliers ont permis aux pays de collaborer et d'échanger des idées et les meilleures pratiques sur les systèmes d'alerte avancée. En outre, lors de manifestation tenue en marge de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques 2023 (COP28) et intitulée "[Alertes précoces pour tous: L'intelligence artificielle pour libérer le potentiel des systèmes d'alerte avancée](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/AI-COP-28.aspx)", l'UIT, l'UNDRR et la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ont lancé des initiatives phares axées sur l'utilisation de l'intelligence artificielle pour améliorer ces systèmes, l'accélération des actions entreprises et le comblement des lacunes pour atteindre les objectifs de l'initiative. Ces actions collectives ont été très bien accueillies de la part des partenaires mondiaux, notamment les organismes des Nations Unies et les institutions financières internationales telles que le PNUD, l'UNDRR, l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et la Banque mondiale, et ont suscité des annonces de contribution et des engagements d'un montant de **15 millions USD**, témoignant du **renforcement des partenariats et de la reconnaissance du potentiel de transformation de l'initiative**.  • **Dans la région Afrique**, le BDT a aidé 16 États membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) à définir leurs priorités en matière d'utilisation des TIC pour la gestion des catastrophes, et notamment à élaborer des **programmes nationaux de télécommunications d'urgence**. En outre, le BDT a soutenu l'Éthiopie, Madagascar et le Mozambique dans leurs efforts visant à renforcer l'utilisation des TIC afin de pouvoir mettre en place des systèmes d'alerte avancée efficaces en élaborant des **feuilles de route dans le cadre de l'initiative "Alertes précoces pour tous"**. Avec l'appui de l'initiative **Connect2Recover**, le BDT a aidé le Rwanda à élaborer un programme national pour les télécommunications d'urgence et à se préparer à la mise en place d'un système d'alerte avancée.  • **Dans la région Amériques**, le BDT a amélioré les capacités de préparation aux catastrophes et de gestion des catastrophes à la Barbade, à la Grenade, au Guyana, à Haïti, à la Jamaïque, à Saint-Kitts-et-Nevis, à Sainte-Lucie, à Saint-Vincent-et-les Grenadines et à Trinité-et-Tobago, en collaboration avec GSMA et le Réseau des télécommunications d'urgence du PAM. Les ateliers destinés à ces pays ont attiré, entre autres, différentes parties prenantes de pays des Caraïbes, des organismes des Nations Unies de la région, des organisations non gouvernementales (ONG) et des organisations spécialisées dans la gestion des catastrophes.  • **Dans la région Asie-Pacifique**, des évaluations nationales ont été entreprises au Bhoutan, au Népal, aux Philippines et en République démocratique populaire lao afin de déterminer les lacunes concernant la résilience des infrastructures numériques nationales, la préparation des politiques et des règlements pour faire face aux perturbations, l'accessibilité financière des services de TIC et la situation en ce qui concerne l'initiative "Alertes précoces pour tous". Une enquête récente a révélé que 10 autres pays de la région ont manifesté leur intérêt pour une collaboration avec l'UIT sur ces évaluations.  • **Dans la région des États arabes et les régions Amériques et Europe**, le BDT a aidé les États Membres à élaborer des **programmes nationaux de télécommunications d'urgence**. Les programmes nationaux ont été validés par les parties prenantes au niveau national en Iraq, en Somalie et dans l'État de Palestine. Les parties prenantes se sont également réunies pour mettre en œuvre le [Common Alerting Protocol](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/Common-Alerting-Protocol-and-Call-to-Action.aspx) en Somalie, ce qui a permis de mieux faire connaître les enjeux et de renforcer la coopération des organismes publics, ONG et entités des Nations Unies de la région, en vue de la mise en place de stratégies de gestion des catastrophes plus efficaces.  • **Dans la région Asie-Pacifique**, des cadres pour la **diffusion et la communication des alertes avancées** ont été mis en place au Bangladesh, au Cambodge, aux Maldives et en République démocratique populaire lao. En outre, l'UIT s'est entretenue avec le Centre d'aide humanitaire de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) pour le déploiement d'un réseau de télécommunications d'urgence, renforçant ainsi la collaboration dans la région. En partenariat avec l'Association des télécommunications des îles du Pacifique, l'UIT a [**continué de mener des tests de préparation aux télécommunications d'urgence et de résilience des infrastructures des TIC**](https://events.pita.org.fj/PITAStrategyForum2023) pour le Pacifique. Les premiers tests ont été effectués au début de l'année 2024 lors de l'assemblée générale annuelle de l'Association en Papouasie-Nouvelle-Guinée.  • **Dans la région Europe**, une étude de faisabilité comprenant des analyses techniques, économiques et réglementaires visant à mettre en place un **système d'alerte avancée basé sur la technologie de diffusion cellulaire** a été réalisée à Moldova. En outre, des concertations ont été engagées en Géorgie sur l'élaboration d'un plan national pour les télécommunications d'urgence et d'un système d'alerte avancée. Les deux études ont été appuyées par les partenaires de Connect2Recover. | | **Plans nationaux pour les télécommunications d'urgence**  – **Afrique**: Afrique du Sud, Angola, Botswana, Comores, Eswatini, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, République démocratique du Congo, Rwanda, Seychelles, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe.  – **Amériques**: Équateur, Pérou, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines.  – **États arabes**: État de Palestine, Iraq, Somalie.  – **Asie-Pacifique**: Kiribati, Tonga.  – **Europe**: Géorgie, Moldova.  **Alertes précoces pour tous:**  – **Afrique**: Éthiopie, Madagascar, Mozambique.  – **Amériques**: Antigua‑et‑Barbuda, Barbade, Équateur, Guatemala, Guyana, Haïti (pays retenus pour la 1ère phase).  – **Asie-Pacifique**: Bangladesh, Cambodge, Fidji, Maldives, Népal, République démocratique populaire lao.  – **États arabes**: Somalie.  – **CEI**: Tadjikistan.  **Déploiement d'équipements:**  – **Afrique**: Zimbabwe (plate‑forme pour les pays de la SADC).  – **Amériques**: Barbade (en appui à la région Caraïbes).  – **États arabes**: Dubaï (en appui à la région des États arabes et aux régions Afrique et Asie‑Pacifique). |
| **Réseau et infrastructure numérique**  ***Réalisation****: amélioration de l'infrastructure et des services de télécommunication/TIC, en particulier la couverture large bande.* | | |
| Produits | | Points clés |
| À la fin de l'année 2023, le BDT a apporté des contributions importantes dans diverses régions en cartographiant et en analysant les infrastructures, ce qui a permis de **mieux faire connaître les lacunes en matière d'infrastructures des TIC dans 21 pays et d'améliorer la prise de décisions concernant la couverture large bande et la résilience**. Des recherches, des collectes et des traitements de données sur l'infrastructure des TIC ont été menés dans les **régions Afrique, Amériques, la région des États arabes, la région Asie‑Pacifique et la région de la CEI**. Une analyse de la connectivité et des infrastructures a été présentée aux États Membres et une carte des infrastructures a été réalisée pour chacun des 21 pays, renforçant ainsi les efforts déployés pour cartographier le large bande à l'échelle mondiale.  Le BDT a organisé des interventions de renforcement des capacités, notamment des ateliers de cartographie des TIC **au Brésil, au**[**Kazakhstan**](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/CIS/Pages/Events/2023/Connectivity%20Week.aspx)**, en** [**Ouzbékistan**](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/CIS/Pages/News/14062023.aspx) **et en** [**Sierra Leone**](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Africa/Pages/EVENTS/2023/workshop-sierra-leone.aspx) dans le cadre du projet conjoint entre l'UIT et le Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni, ce qui a permis de développer la capacité de ces pays à **renforcer la connectivité des zones rurales et mal desservies**. En outre, dans le cadre de ce projet, une formation à suivre à son rythme sur [la cartographie et la planification des infrastructures](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/introduction-broadband-mapping) a été lancée sur le portail de l'Académie de l'UIT et a attiré 440 professionnels des TIC.  • **Dans la région Afrique**, dans le cadre de l'initiative Connect2Recover, une évaluation de la résilience a été réalisée au Zimbabwe afin de renforcer l'infrastructure des télécommunications/TIC du pays en vue d'une reprise économique après une pandémie. Avec l'appui du Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni, une étude a été menée au Nigéria sur les coûts d'exploitation de l'infrastructure des télécommunications et de la connectivité. Au Kenya, une étude sur les modèles d'exploitation d'une connectivité Internet durable ainsi qu'une étude sur les projets de connectivité du dernier kilomètre ont été menées. En Afrique du Sud, des recherches ont été menées sur les modèles de connectivité durable et de compétences numériques pour les jeunes sans emploi et ne suivant ni études ni formation.  • **Dans la région Amériques et la région des États arabes**, la publication du [Kit pratique de l'UIT pour la planification des activités dans le domaine des infrastructures TIC – Réseaux 5G](https://www.itu.int/hub/publication/d-pref-ef-ict_struct_kit-2023/#/fr) a permis d'**améliorer les capacités des États Membres à élaborer des plans d'affaires relatifs à l'infrastructure des TIC en vue d'un écosystème durable**. Plusieurs ateliers de planification des activités dans le domaine des TIC ont en outre été organisés et plus de 60 pays y ont participé. Dans la région Amériques, dans le cadre de l'initiative Connect2Recover, une évaluation de la résilience a été réalisée à la Grenade afin de renforcer l'infrastructure des télécommunications/TIC en vue d'une reprise économique après une pandémie et les aléas naturels. Au Brésil, dans le cadre du projet conjoint entre l'UIT et le Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume‑Uni, un groupe de travail composé de membres d'Anatel, de Nic.br, du Ministère ainsi que d'autres entités a été créé en vue de proposer des améliorations relatives à l'interface de cartographie mise au point dans le cadre du projet.  • **Dans la région Asie-Pacifique**, le BDT a fourni une assistance technique à Sri Lanka pour **améliorer l'accessibilité financière des services de TIC**, en élaborant les lignes directrices nationales pour l'utilisation en partage des infrastructures actives et passives. Une assistance directe a été fournie à la Mongolie pour la réalisation d'une **évaluation de l'état de préparation du marché en vue de la mise en place de l'itinérance nationale** dans le pays. Les Tonga ont bénéficié d'une assistance pour l'élaboration de **lignes directrices nationales sur la qualité de service/qualité d'expérience**, qui accordent une place importante à la réduction des temps d'arrêt.  Une assistance directe a également été fournie aux **Fidji pour l'évaluation du modèle de télévision numérique**. En outre, une formation experte a été organisée avant le Sommet sur une série d'ateliers de formation sur le Système de gestion du spectre pour les pays en développement (SMS4DC) pour l'Inde. Elle comprenait deux sessions virtuelles et une formation d'une semaine à New Delhi. Pour donner suite à plusieurs autres demandes, une formation dédiée sur le SMS4DC a également été planifiée lors de l'Assemblée générale annuelle à Vanuatu.  • **Dans la région de la CEI**, des formations ont été dispensées en Arménie, au Tadjikistan et au Turkménistan afin de **renforcer la capacité des États Membres à déployer des réseaux 5G**. Des études portant sur l'utilisation réelle et la qualité de la connectivité dans les écoles et sur la résilience des infrastructures des réseaux locaux ont été menées dans les écoles connectées au Kazakhstan, au Kirghizistan et en Ouzbékistan et présentées lors de la semaine de la connectivité scolaire en Asie centrale à Kostanaï (Kazakhstan) en septembre 2023.  • **Dans la région Europe**, une assistance technique a été fournie en Ukraine pour la **remise en état de stations de radiodiffusion**, ce qui a permis d'ouvrir des perspectives pour 10 projets de station, preuve du renforcement des partenariats et de la collaboration pour des projets de connectivité chargés de sens.  Après coordination avec les autorités publiques ukrainiennes, le BDT a mis en place une assistance technique spéciale axée sur le **renforcement des compétences des fonctionnaires ukrainiens travaillant dans le secteur numérique**. Les sujets traités comprenaient le déploiement de la 5G, la conception des réseaux, la sécurité des réseaux et la réglementation concernant la transformation numérique.  Dans le cadre des travaux du BDT-UIT, du Groupe euro‑méditerranéen des régulateurs et du Réseau des régulateurs des communications électroniques du partenariat oriental **(UIT-EMERG-EaPeReg) sur les systèmes de cartographie**, les capacités de 18 pays ont été renforcées grâce à une série de trois ateliers du réseau de régulation numérique. Ces activités ont également abouti à l'élaboration d'un recueil d'études de cas présentant les capacités des systèmes de cartographie large bande dans les régions couvertes par EMERG et EaPeReg.  La création d'un **laboratoire IPv6** a en outre offert au Monténégro et aux pays voisins de nouvelles possibilités d'intensifier les programmes de formation. Le BDT a également aidé l'Albanie à mettre à jour ses **systèmes de cartographie du large bande**, et a organisé une formation sur la réglementation de cinquième génération en Bosnie-Herzégovine.  Une assistance technique a été fournie à l'Albanie pour l'élaboration de spécifications techniques visant à améliorer le système de cartographie large bande Atlas. L'objectif de ces spécifications est de renforcer la fonctionnalité des systèmes de cartographie large bande, afin de permettre à l'Autorité nationale de régulation et aux autres parties prenantes en Albanie d'utiliser plus efficacement les données de cartographie du large bande, ce qui permettrait en retour d'améliorer les processus décisionnels fondés sur des données factuelles et à promouvoir le développement de l'infrastructure numérique dans le pays. | | **Cartographies du large bande:**  – **Afrique**: Afrique du Sud, Bénin, Botswana, Ghana, Malawi, Namibie, Rwanda, Sierra Leone, Soudan du Sud, Zimbabwe.  – **Amériques**: Barbade, Brésil, Costa Rica, El Salvador, Grenade, Honduras, Panama, Trinité‑et-Tobago.  – **États arabes**: Soudan.  – **Asie-Pacifique**: Inde, Mongolie, Sri Lanka, Tonga.  – **CEI**: Arménie, Bélarus, Russie, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan.  – **Europe**: Albanie, Bosnie‑Herzégovine, Bulgarie, Croatie, France, Géorgie, Israël, Lettonie, Macédoine du Nord, Monténégro, Pologne, Roumanie, Slovénie, Türkiye. |
| **Contribution à la réalisation des cibles des ODD** | 1, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 11, 16, 17 | |
| **Grandes orientations du SMSI** | C1, C2, C3, C4, C5, C6, C7, C11 | |
| **Résolutions** | 136 de la PP; 34, 43, 66 de la CMDT; 646, 647 de la CMR; Questions 1/1, 3/1, 5/1, 4/2. | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Priorité 2 de l'UIT-D: Transformation numérique  *Accélérer la transformation numérique grâce à l'entrepreneuriat dans le secteur des TIC et au renforcement de l'innovation en matière de TIC dans l'écosystème des TIC* | | |
| **Écosystème de l'innovation numérique**  ***Réalisation****: renforcement des capacités humaines et institutionnelles des membres de l'UIT dans le domaine des télécommunications/TIC pour favoriser la transformation numérique.* | | |
| Produit | | Points clés |
| L'UIT a continué à appuyer les États Membres **engagés dans la transformation numérique**, en fournissant des outils pour l'élaboration de politiques, en proposant des activités de renforcement des capacités, en apportant une assistance technique et en mettant en œuvre des projets visant à promouvoir l'innovation.  L'[**Alliance de l'innovation et de l'entrepreneuriat au service du développement du numérique**](https://www.itu.int/itu-d/sites/innovation-alliance/fr/) a été créée. Les États Membres ont été invités, dans le cadre d'un appel ouvert, à manifester leur intérêt pour accueillir les centres d'accélération dans leur pays. Des critères avaient été fixés pour la sélection des entités hôtes proposées. Cet exercice a permis de sélectionner 17 centres d'accélération dans l'ensemble des régions. De plus amples informations sur ces centres sont disponibles à l'adresse suivante: [https://www.itu.int/itu-d/sites/innovation-alliance/events/news/](https://www.itu.int/itu-d/sites/innovation-alliance/fr/events/news/). En outre, un appel à manifestation d'intérêt a également été lancé aux personnes qualifiées pour faire partie du conseil d'administration de l'initiative. Vingt-trois membres du Conseil ont ainsi été choisis sur la base de leur expérience, de leurs compétences et de leurs connaissances. Les membres du Conseil siègent à titre individuel et participent à titre gracieux. Le Conseil a tenu sa première réunion les 19 et 20 mars 2024 à Genève. Pour aider les pays qui pourraient avoir besoin d'un appui particulier, un laboratoire de transformation a été créé au sein du BDT à Genève. Pour obtenir de plus amples informations sur cette initiative, voir le Document 16 du GCDT.  Le BDT a continué d'appuyer le développement des profils d'innovation numérique et de l'assistance technique partagée. Des cours et des ateliers en ligne sont actuellement proposés.  Le BDT a formé plus de 250 parties prenantes dans le monde entier, **renforçant ce faisant la capacité des décideurs, des responsables, des innovateurs et des créateurs d'écosystèmes à créer des communautés d'entrepreneurs dynamiques et à stimuler la compétitivité des secteurs des TIC**. Un nouveau cours sur la vision stratégique a été élaboré pour la plate-forme de l'Académie de l'UIT. Il a été dispensé en mars 2024.  Le BDT a également organisé de nombreux forums de haut niveau, dont la manifestation parallèle intitulée "Innovation et esprit d'entreprise au service des ODD" au Congrès indien sur la téléphonie mobile, ainsi que le Forum régional sur l'innovation pour la région Asie-Pacifique, qui visait à favoriser l'échange de données d'expérience et à mieux comprendre comment intégrer des écosystèmes durables pour stimuler la transformation numérique.  Grâce aux profils d'innovation numérique de l'UIT, les États Membres ont obtenu des évaluations précises de leur écosystème ainsi que des propositions de stratégies visant à orienter leurs politiques nationales, notamment en ce qui concerne l'économie numérique et les plans directeurs s'y rapportant. Les principales recommandations de ces évaluations mettent en évidence un environnement dynamique propice à l'innovation axée sur les TIC.  D'importants progrès ont été accomplis dans la conception et l'**élaboration de plusieurs manuels visant à accélérer la transformation numérique et à combler le fossé de l'innovation dans le secteur numérique**. Le manuel sur la vision stratégique a été présenté dans le cadre de deux ateliers sur la capacité d'étudier et d'anticiper les grandes tendances (l'atelier sur la capacité d'étudier et d'anticiper les tendances en matière de soins de santé sur le dernier kilomètre, tenu à Lucknow en juillet 2023, et l'atelier sur la vision stratégique, tenu à New Delhi en octobre 2023). En outre, le BDT a élaboré plusieurs manuels supplémentaires, qui sont actuellement au stade d'évaluation avant leur diffusion dans le réseau des centres d'accélération de l'UIT.  **Dans la région Europe**, le BDT achève actuellement la mise au point du profil d'innovation numérique de l'Albanie, conformément à l'ambitieuse stratégie de spécialisation intelligente du pays. Cette phase, appuyée par le lancement d'un comité interministériel en février 2023 animé par la Vice-Première Ministre, vise à favoriser la croissance économique par le développement innovant et durable du secteur des TIC. Le profil d'innovation numérique offrira un aperçu complet de l'environnement numérique de l'Albanie à partir de 2024 et mettra en valeur les possibilités et les défis qui permettront d'éclairer les décisions stratégiques. Cela s'inscrit dans le cadre plus large de l'engagement de l'Albanie à promouvoir des écosystèmes favorables à l'innovation numérique dans le pays, comme en témoigne sa volonté de participer à l'Alliance pour l'innovation de l'UIT en tant que membre du Conseil et d'officialiser le Centre d'innovation de l'UIT en Albanie pour la région Europe de l'Organisation.  Des progrès substantiels ont été accomplis en ce qui concerne les discussions et les possibilités pour d'autres pays européens de rejoindre l'Alliance pour l'innovation, en tirant parti des stratégies nationales en faveur de l'innovation des pays intéressés à se mettre en conformité à l'axe de travail de l'UIT sur l'innovation. Certains pays mènent actuellement des études ciblées sur l'intégration de l'innovation, en mettant particulièrement l'accent sur la cybersécurité, parallèlement aux mesures visant à fusionner les activités d'innovation et le secteur spatial. Les discussions en cours indiquent que ces initiatives continueront à être explorées. | | **Centres d'innovation de l'UIT:** |
| **Les pays suivants accueilleront des centres d'innovation**: Albanie, Argentine, Azerbaïdjan, Chine, Gabon, Kenya, Malawi, Mauritanie, Oman, Pakistan, Philippines, République dominicaine, Tanzanie, Zimbabwe.  **Stratégies nationales et profils d'innovation numérique:**  – **Afrique**: Bénin, Zimbabwe.  – **États arabes**: Bahreïn, Égypte, Oman.  – **Asie-Pacifique**: Brunéi Darussalam, Inde.  – **Europe**: Albanie. |
| **Services et applications numériques**  ***Réalisation****: renforcement de la capacité des membres de l'UIT d'accélérer la transformation numérique et le développement économique et social durable en mettant à profit et en utilisant les télécommunications/TIC et les services nouveaux et émergents.* | | |
| Le BDT a continué d'aider les États Membres à élaborer et à promouvoir des solutions numériques pour répondre aux besoins en matière de développement durable:  • **Transformation numérique de l'administration publique**: le BDT a contribué à **améliorer l'accès des États Membres aux outils et aux supports d'information de l'UIT afin d'accélérer la transformation numérique** grâce au [projet GovStack](https://www.govstack.global/), dans le cadre duquel un ensemble de [15 spécifications](https://govstack.gitbook.io/specification/) de modules du secteur public numérique (par exemple, identité, paiements, échange, consentement, registres, signature électronique, SIG, place de marché électronique, etc.) a été publié. Les États Membres ont désormais accès à une ressource ouverte, que leurs équipes numériques peuvent utiliser pour élaborer leurs propres modules, ou préparer des demandes de proposition dans le cadre d'appels d'offres. Des [instructions pour la mise en place d'un environnement test](https://govstack.gitbook.io/sandbox/) ont également été publiées afin de fournir aux utilisateurs techniques et développeurs, aux architectes de solutions et aux concepteurs de services la possibilité de reproduire un environnement test. Les services disponibles dans l'environnement test suivent les lignes directrices du [Guide](https://govstack.gitbook.io/implementation-playbook/) sur la conception des services, qui ont également été présentées. Des guides sur la [passation de marchés publics durable dans le domaine des TIC](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Pages/Priority-Areas/Green-GovStack.aspx) et les [centres de données respectueux de l'environnement](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Pages/Toolbox/Green-data-center-guide.aspx) ont également été publiés dans le cadre du volet de travail Green GovStack.  • **Technologies à code source ouvert pour les services publics**: le projet OSEE ("Open Source Ecosystem Enablement"), élaboré conjointement par l'UIT et le PNUD et financé par l'Union européenne (EU), a officiellement été lancé. L'objectif du projet est de créer un cadre global d'enseignement, de formation et d'appui aux pays souhaitant utiliser les technologies à code source ouvert pour développer des services et des produits publics numériques. Des webinaires, des ateliers et des manifestations ont été organisés sur des sujets tels que l'intelligence artificielle générative à code source ouvert pour l'éducation et les services publics, la gestion des données et la gouvernance, l'infrastructure en nuage, etc. Ces activités ont permis d'**améliorer les connaissances des parties prenantes et de renforcer l'écosystème international à code source ouvert**.  • **Santé numérique**: le BDT a activement collaboré avec l'Équipe spéciale interorganisations pour la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles pour élaborer le rapport intitulé "Sauver des vies et faire des économies grâce à la technologie: Les solutions numériques au service de la lutte contre les maladies non transmissibles". Ce rapport conjoint entre l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'UIT étudie trois grandes catégories d'interventions en matière de santé numérique et évalue l'efficacité de ces dernières. Les résultats démontrent le fort potentiel de la technologie numérique pour renforcer les systèmes de santé nationaux. Grâce à ces initiatives, le BDT a contribué à **renforcer les connaissances des États Membres sur le rapport coûts-avantages des interventions en matière de santé numérique dans la lutte mondiale contre les maladies non transmissibles**.  • **Agriculture numérique**: un nouveau projet conjoint entre l'UIT et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) financé par l'UE et intitulé "MERIAN – Renforcement des capacités de recherche, de vulgarisation et d'éducation numérique agricole" a été signé. Il vise à améliorer la formation et l'éducation formelles des professionnels de l'agriculture et à leur permettre d'utiliser efficacement la technologie dans les pratiques agricoles et les services de vulgarisation. Le projet s'appuiera sur GovStack pour mettre en place une plate-forme en ligne ainsi qu'une application pour fournir des services de vulgarisation. Le BDT a également continué d'étendre les avantages de la transformation numérique aux zones rurales et isolées de **Papouasie-Nouvelle-Guinée** dans le cadre du programme STREIT de l'UE, dirigé par la FAO en collaboration avec l'OIT, l'UIT, le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) et le PNUD. Grâce à cette initiative, quatre centres de ressources ont été créés et des formations sont organisées pour les agriculteurs sur diverses compétences numériques et le commerce électronique. Au total, 542 participants ont bénéficié de ces formations. Les compétences qu'ils ont acquises ont permis aux agriculteurs d'utiliser efficacement les technologies numériques, stimulant ainsi la croissance économique. En outre, les agriculteurs sont en mesure de répandre leurs connaissances à d'autres villages, contribuant ainsi au développement global des populations locales. La FAO et l'UIT ont amélioré le partage des connaissances sur l'agriculture numérique dans le cadre du Forum sur les solutions d'agriculture numérique pour la région Asie-Pacifique 2023.  • **Autres solutions numériques**: le BDT a par ailleurs mis au point un système amélioré de gestion de l'apprentissage, qui a été remis à l'**Université de technologie de Papouasie-Nouvelle-Guinée**. [Plusieurs solutions numériques](https://www.itu.int/itu-d/sites/digital-impact-unlocked/building-digital-skills-to-accelerate-economic-prosperity/,%20https:/www.fao.org/in-action/eu-streit-png/news/detail/sepik-agripreneurs-break-digital-barriers-expanding-market-outreach/en) continuent d'être développées en étroite coopération avec le Gouvernement de Papouasie-Nouvelle-Guinée et des partenaires de programme conformément aux stratégies de cyberagriculture élaborées précédemment.  • **GovStack** a lancé la première édition du GovStack Women in Govtech Challenge dans le cadre duquel le projet a sélectionné 139 femmes parmi 240 candidates pour les former aux spécifications techniques de GovStack, à la gestion d'équipe et à l'exercice de l'autorité. Le premier groupe comprend des contributions de 59 pays et les meilleurs projets seront présentés au SMSI 2024. Un environnement test pour les services publics numériques a été mis en place. Il sert de plate-forme aux utilisateurs souhaitant s'essayer et se former au développement de services d'administration en ligne interopérables et sécurisés. Quatre outils numériques ou modules ont été créés et déployés dans l'environnement test de GovStack: il s'agit des modules identité, paiements, médiateur de l'information et consentement. Ces modules réutilisables ont été intégrés pour fournir des exemples de services publics numériques. Les équipes numériques dans les pays étudient en permanence l'utilisation de ces plates-formes pour compléter leur pile technologique.  • **Dans la région des États arabes**, le BDT a lancé, en collaboration avec l'Autorité nationale de régulation des télécommunications d'Égypte, un projet visant à mettre en place une infrastructure de télécommunication pour le **développement de villes et de communautés intelligentes et durables en Égypte**. Le projet vise à mettre en place un environnement favorable à l'innovation en Égypte grâce à la réalisation d'une évaluation, la formulation d'un cadre réglementaire et l'élaboration d'une méthodologie visant à soutenir les actions du Gouvernement égyptien dans le domaine des villes et communautés intelligentes et durables. Plus de 250 parties prenantes ont participé à la première formation approfondie de GovStack tenue en Égypte, leur permettant ainsi d'**améliorer leur expertise technique sur les spécifications techniques et l'interface de programmation d'application (API) de GovStack**. Ces formations approfondies offrent une expérience immersive pour l'étude détaillée des fonctionnalités disponibles dans les spécifications techniques et les API de GovStack, l'architecture de l'environnement test, l'intégration de cas d'utilisation, le guide et les supports de formation disponibles dans GovStack.  **Djibouti** et la **Somalie** ont été choisis comme pays de référence pour l'implémentation de GovStack. Le BDT fournit une assistance technique pour la numérisation de quatre cas d'utilisation prioritaires, à savoir eCabinet et eConstruction Permits à Djibouti et High School Records and Services Portal en Somalie. Tout au long de l'année 2023, des séances de conception de services ont été organisées pour déterminer les composants logiciels/DPI/modules réutilisables nécessaires pour permettre la numérisation des cas d'utilisation prioritaires.  • **Dans la région Afrique**, le BDT a mis en place une collaboration avec un partenaire de connaissances GovStack pour aider le **Togo** à mettre en œuvre la plate-forme d'identification numérique conformément aux spécifications techniques de GovStack. Au **Kenya**, un système de gestion de cas est en cours d'élaboration dans le cadre de l'Initiative pour la Corne de l'Afrique. Plus de 70 participants de Djibouti, du Kenya et de la Somalie ont participé à des initiatives de renforcement des capacités organisées à Kigali (Rwanda), qui leur ont permis de tirer parti de l'expérience du **Rwanda** en matière de transformation numérique. Au **Sénégal** et au **Togo**, un atelier a réuni les écosystèmes numériques des pays pour revoir la conception de leurs infrastructures publiques numériques. **Plus de 60 parties prenantes** y ont participé, ce qui leur a permis de **mieux comprendre le fonctionnement de GovStack**. En **Gambie**, avec le soutien de Connect2Recover, un atelier approfondi sur la pile technologique GovStack a été organisé pour plus de 50 parties prenantes.  • **Dans la région Amériques**, 26 responsables de services ou d'organismes chargés des services publics numériques ont amélioré leurs connaissances de GovStack lors de la réunion annuelle du **Réseau régional pour le développement de l'administration en ligne** en novembre 2023. Des concertations ont abouti à ce que certains pays de la partie centrale des Amériques, notamment le Belize et le Guatemala, fassent part de leur intérêt. Par conséquent, le BDT a approché les États Membres de la région, notamment la Colombie, le Costa Rica et la République dominicaine, pour leur présenter de manière approfondie le projet GovStack et étudier les possibilités d'implémentation de cette initiative mondiale.  • **Dans la région Asie-Pacifique**, le BDT a appuyé et continue d'appuyer l'élaboration de politiques et de stratégies visant à accélérer la transformation numérique en **Micronésie** (stratégies de transformation numérique), dans les **Fidji, à Kiribati, à Nauru, dans les Îles Salomon** et au Vanuatu (plan directeur pour les services publics numériques). Plus de 400 parties prenantes ont participé à des initiatives de renforcement des capacités sur l'approche faisant intervenir toutes les entités publiques dans le cadre de GovStack. Des orientations stratégiques sont actuellement proposées à la **Papouasie‑Nouvelle‑Guinée** sur l'implémentation de GovStack et d'une solution pour l'identification numérique afin d'accélérer la politique et le plan du pays en faveur des services publics numériques. Un projet sur l'accélération de la transformation numérique Dans la région Asie-Pacifique, financé par le Ministère australien de l'infrastructure, des transports, du développement régional, des communications et des arts, a également été lancé en août 2023 afin d'aider les membres de l'UIT dans la région.  Le déploiement et le renforcement de l'**initiative "Villages intelligents et îles intelligentes"** se poursuivent dans 13 États Membres de l'UIT (Fidji, Indonésie, Kiribati, Îles Marshall, Micronésie, Nauru, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Samoa, Tonga, Tuvalu et Vanuatu). Cette initiative s'appuie sur des fonds propres et est par ailleurs soutenue par plusieurs partenaires, dont des organismes des Nations Unies, le Fonds commun pour les ODD, des banques de développement (la Banque asiatique de développement, la Banque islamique de développement [en discussion]), des gouvernements (Australie, Japon) et Huawei. Les Maldives et les îles Salomon ont également manifesté leur intérêt. Le BDT collabore avec des partenaires tels que l'Association des télécommunications des îles du Pacifique et le Gouvernement indonésien pour sensibiliser différentes parties prenantes à l'initiative Villages intelligents et îles intelligentes (2023, Indonésie). Ces collaborations illustrent la **grande confiance dont bénéficie l'UIT en tant que partenaire essentiel dans la mise en œuvre des initiatives de transformation numérique et du renforcement des partenariats et des collaborations en vue d'accélérer la transformation numérique**.  Dans le cadre de l'initiative Villages intelligents et îles intelligentes, le BDT a mis en place grâce des partenariats des services numériques dans le sud de Malekula (**Vanuatu**), dont des plates-formes d'apprentissage et d'enseignement à distance, des services de portefeuille mobile et une application de délivrance de certificats de police. Une salle de classe intelligente a été équipée de 40 tablettes, d'un tableau blanc numérique, d'un système de vidéoconférence et d'équipements de réseau pour servir de lieu communautaire, permettant aux étudiants, aux enseignants et aux membres de la population locale de bénéficier de cours d'apprentissage en ligne et de relier les villages isolés à Port Vila, la capitale du Vanuatu. Au **Pakistan**, quelque 2 000 patients, dont 84% de femmes, ont bénéficié des services de santé numérique du village intelligent de Gokina. En outre, 100 filles continuent de suivre l'enseignement scolaire officiel grâce à des services de téléenseignement à Gokina. Sur l'île de Tamana (**Kiribati**), dans le cadre du Programme conjoint des Nations Unies pour la transformation numérique en Micronésie, des activités sont en cours pour étendre la couverture Wi-Fi afin d'améliorer l'accès aux services de paiement numérique et de faciliter les consultations médicales en ligne. Des actions visant à renforcer la connectivité large bande et à améliorer l'accès aux services numériques ont été entreprises à plus grande échelle dans d'autres pays insulaires du Pacifique. Depuis mai 2023, environ 800 villageois issus des populations insulaires éloignées et isolées ont été dotés de compétences numériques de base dans le cadre de l'initiative Villages intelligents et îles intelligentes dans la région Asie-Pacifique. Pour la seule région Pacifique, 485 femmes, 19 personnes handicapées et 309 jeunes ont bénéficié des actions de terrain entreprises par le BDT dans le domaine.  • **Dans la région de la CEI**, le lancement de la Coopération régionale pour les services publics numériques permettra aux gouvernements, aux institutions et aux autres parties prenantes régionales de mettre en commun leurs connaissances et de travailler ensemble pour accélérer la transformation numérique, la rendre plus efficace et équitable et assurer qu'elle soit axée sur l'humain. Dans le cadre de la coopération régionale, trois réunions thématiques en ligne ont été organisées. Plus de 40 professionnels se sont retrouvés au [forum régional sur les services publics numériques](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/CIS/Pages/EVENTS/2024/GovStack.aspx) afin d'étudier en détail les possibilités offertes aux pays ainsi que les outils et services disponibles dans le cadre de l'initiative GovStack et de discuter de l'implémentation des services d'administration en ligne, des problèmes rencontrés et des éventuelles solutions offertes par la coopération et le partage de données d'expérience dans le cadre de cette initiative.  Au Bélarus, le BDT a continué à appuyer les collectivités locales en vue de renforcer leurs compétences dans le domaine des **villes et communautés intelligentes** grâce à: la formation de plus de 340 représentants des autorités municipales et régionales à la mise en œuvre de solutions intelligentes; le renforcement des habiletés numériques des agents des autorités municipales et régionales pour soutenir une transformation numérique durable; la formation des fonctionnaires locaux à l'utilisation des nouvelles technologies afin de faciliter les interactions entre les citoyens, les entreprises et les pouvoirs publics et d'améliorer les outils à la disposition des résidents.  • **Dans la région Europe**, un [recueil conjoint entre l'UIT et la FAO](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Europe/Documents/Publications/2024/ITU%20FAO%20compendium/final_Meeting%20the%20EU%27s%20digital%20agriculture%20requirements_An%20ITU-FAO%20compendium%20to%20pre-accession%20countries%20and%20territories_2024031.pdf) intitulé "**Conformité aux exigences de l'Union européenne en matière d'agriculture numérique**" a été élaboré à l'intention des pays en phase de préadhésion. Ce recueil établit une trajectoire efficace, du niveau régional au niveau national, faisant appel à une approche projetée pour renforcer les capacités nationales.  La Macédoine du Nord et le Moldova ont bénéficié d'une assistance pour élaborer leurs stratégies nationales de transformation numérique, conformément aux recommandations de l'UIT et à l'approche modulaire. Ces stratégies visent à améliorer la connectivité numérique, l'infrastructure des TIC, les compétences numériques, les services publics, l'appui aux entreprises numériques et le soutien en faveur de l'innovation dans ce domaine.  En Albanie, au Monténégro et en Serbie, l'adoption de l'approche modulaire sera encouragée grâce à des partenariats stratégiques avec des organismes des Nations Unies dans le cadre des trois projets de l'enveloppe du Fonds commun pour les ODD dédiée aux projets numériques. En Albanie, le projet **Agriculture numérique et transformation rurale** vise à révolutionner le secteur agroalimentaire, en permettant aux localités mal desservies de tirer parti des avantages de la transformation numérique. En Serbie, le projet "**Centre de conception de services numériques – Cliquer avec les citoyens**" vise à améliorer les services publics grâce à une conception centrée sur l'utilisateur et exploite les compétences du pays pour accélérer la transformation technologique. De même, les activités mises en œuvre dans le cadre du projet **Transformation numérique des collectivités locales au Monténégro** soutiennent la transformation numérique des collectivités locales et la mise en place d'une cybergouvernance locale, jetant ainsi les bases du cadre relatif à l'initiative Villes intelligentes et durables.  **En réponse aux engagements pris lors du Forum régional de développement pour l'Europe (RFD-EUR)**, le BDT a contribué à la mise en place d'une collaboration ambitieuse entre partenaires et États Membres. Cette collaboration et ces partenariats visent à rationaliser les actions liées à la transformation numérique grâce à l'échange de connaissances et de meilleures pratiques. La collaboration a vu le jour grâce aux tables rondes de mise en relation.  L'atelier "**Repenser les services publics: Stratégies pour atteindre les objectifs de la transformation numérique**", organisé en marge du Forum 2023 du SMSI, a permis d'améliorer le renforcement des capacités dans 11 pays. Organisé par le BDT dans le cadre de l'initiative régionale de l'UIT pour l'Europe sur la transformation numérique au service de la résilience, cet atelier a accompagné les discussions qui se sont tenues au SMSI sur le thème "Incidence de la GovTech 4: Retour d'expérience des cadres sur le développement du service public numérique en Europe". L'atelier a permis de mettre en valeur les compétences des pays candidats et des pays candidats potentiels à l'adhésion à l'UE et de favoriser un dialogue constructif entre les principales parties prenantes impliquées dans la transformation numérique. Les participants ont abordé les contraintes, présenté les enseignements et envisagé les stratégies pour tirer parti des possibilités offertes. L'atelier s'est penché sur les aspects frontaux (front-end), dorsaux (back-end) et d'infrastructure des services publics et a fourni aux participants des informations pratiques pour les inciter à agir.  La formation Pleins feux sur la transformation numérique centrée sur l'humain, composée de trois webinaires, a permis de mieux faire comprendre l'idée de conception plus humaine des outils numériques, ce qui a conduit à l'élaboration d'un recueil de la transformation numérique centrée sur l'humain présentant les expériences de 10 pays européens. Le recueil décrit les défis et les recommandations liés au passage au numérique des services publics, éducatifs et de la santé, et propose une liste des meilleures pratiques dans le domaine afin d'orienter les parties prenantes intéressées en Europe et ailleurs dans la prise en compte des aspects centrés sur l'humain des services numériques et l'adoption de pratiques similaires. | | **Transformation numérique de l'administration publique:**  – Publication de spécifications pour les modules de l'administration en ligne.  – Publication d'instructions pour la mise en place d'un environnement test à l'intention des utilisateurs techniques.  – Publication de guides sur la passation de marchés publics durable dans le domaine des TIC et sur les centres de données respectueux de l'environnement.  – Appui à l'élaboration de politiques et de stratégies.  **Technologies à code source ouvert pour les services publics:**  – Projet conjoint entre l'UIT, le PNUD et l'UE lancé.  – Renforcement des capacités en matière de technologies et de méthodes à code source ouvert.  – Mise en place d'installations techniques à code source ouvert.  **Villages intelligents/îles intelligentes:**  – Extension de l'initiative Villages intelligents et îles intelligentes à la région Asie-Pacifique.  – Retombées concrètes au Pakistan et au Vanuatu, avec une amélioration de la connectivité et des services numériques.  **Agriculture numérique:**  – Lancement de projets en collaboration avec la FAO.  – Formation des agriculteurs sur les compétences numériques et le commerce électronique.  **Santé numérique:**  – Rapports et manuels élaborés.  – Initiatives conjointes avec des organismes des Nations Unies (OMS) pour faire face aux maladies non transmissibles.  – **Afrique**: Gambie, Kenya, Rwanda, Sénégal, Togo.  – **États arabes**: Égypte, Djibouti, Somalie  – **Amériques**: Belize, Colombie, Costa Rica, Guatemala, République dominicaine.  – **Asie-Pacifique**: Fidji, Îles Marshall, Îles Salomon, Indonésie, Kiribati, Micronésie, Nauru, Pakistan, Papouasie‑Nouvelle‑Guinée, Philippines, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu.  – **CEI**: Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan.  – **Europe**: Albanie, Bosnie‑Herzégovine, Géorgie, Moldova, Macédoine du Nord, Monténégro, Serbie, Türkiye, Ukraine. |
| **Contribution à la réalisation des cibles des ODD** | 1, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 11, 16, 17 | |
| **Grandes orientations du SMSI** | C1, C2, C3, C4, C5, C6, C7, C11 | |
| **Résolutions** | 205 de la PP; 16, 30, 37, 85, 90 de la CMDT; Questions 2/1, 4/1, 1/2, 2/2 | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Priorité 3 de l'UIT-D: Environnement politique et réglementaire propice  *Promouvoir la mise en place d'un environnement politique et réglementaire favorable au développement durable des télécommunications/TIC* | | |
| **Renforcement des capacités**  ***Réalisation****: renforcement des capacités humaines et institutionnelles des membres de l'UIT, dans le domaine des télécommunications/TIC, à exploiter pleinement le potentiel de l'économie et de la société numériques.* | | |
| Produit | | Points clés |
| L'UIT s'est engagée à renforcer les capacités humaines et institutionnelles de ses membres, en donnant la priorité à la mise en place de programmes de formation de qualité. Des cours ont été organisés par l'intermédiaire de l'[Académie de l'UIT](https://academy.itu.int/) et des [centres de formation de l'Académie de l'UIT](https://academy.itu.int/itu-d/projects-activities/itu-academy-training-centres), dans l'objectif d'apporter une contribution significative aux défis rencontrés par les membres de l'UIT. De juin 2023 à avril 2024, l'[Académie de l'UIT](https://academy.itu.int/) a enregistré **7 800 nouveaux utilisateurs, ce qui porte à plus de 47 300 le nombre total d'apprenants de tous les États Membres**, dont plus de 70% de pays en développement. Au cours de cette période, plus de 130 cours ont été dispensés sur la plate-forme à plus de 13 500 participants inscrits, dont plus de 3 500 avaient terminé leur formation au mois d'avril 2024 (d'autres cours se déroulent encore actuellement). Par ailleurs, plus de 2 200 participants ont répondu à des enquêtes d'évaluation des cours, et 90% se sont déclarés satisfaits ou très satisfaits de leur expérience.  Au cours de leur première année de mise en œuvre, les **centres de formation ont dispensé 45 cours, qui ont attiré environ 2 900 inscriptions**. Plus de 900 cours avaient été achevés en avril 2024. Au cours du premier trimestre de 2024, le BDT a organisé plusieurs séances de formation à l'intention des formateurs des 13 centres sur la manière d'organiser des formations dynamiques et interactives. L'objectif de cette formation était d'améliorer la qualité des cours en améliorant les compétences d'animation et de présentation virtuelle et en permettant la mise en commun des meilleures pratiques entre les établissements participants. Lors de la [première réunion annuelle mondiale des centres de formation](https://academy.itu.int/itu-d/projects-activities/itu-academy-training-centres/events/atc-annual-meeting-2023), des représentants de l'ensemble des 13 centres se sont réunis pour faire part de leurs méthodes et promouvoir les meilleures pratiques afin d'offrir une expérience d'apprentissage optimale, ce qui a permis de donner plus de moyens d'action aux professionnels des TIC du monde entier.  En collaboration avec **Cisco**, l'[initiative Centres de transformation numérique](https://academy.itu.int/itu-d/projects-activities/digital-transformation-centres-initiative) a élargi ses activités, avec l'arrivée de nouveaux centres du Sénégal et de la Sierra Leone, ce qui porte à 314 910 le nombre total de participants formés aux compétences numériques de base et intermédiaires dans l'ensemble du réseau, dont 54% de femmes. En outre, en 2023, la **ST Microelectronics Foundation** a officiellement rejoint l'initiative et l'un de ses cours axés sur les compétences de base en informatique pour les malvoyants a été dispensé par le centre de transformation numérique du Ghana.  Les partenariats sont les principaux moteurs du succès des initiatives de renforcement des capacités du BDT. Au troisième trimestre de 2023, le BDT a lancé un nouveau projet intitulé "**Renforcement des capacités pour la transformation numérique**". Financé par la **Commission européenne** (CE) pour une période de quatre ans, ce projet vise à fournir aux décideurs et aux fonctionnaires du secteur des TIC une formation à travers l'Académie de l'UIT.  Dans le cadre du projet "Promouvoir les compétences numériques" de l'initiative Centres de transformation numérique, le BDT et l'**Agence norvégienne de coopération pour le développement (NORAD)** ont pris des mesures pour faciliter les activités du centre du Ghana, ce qui a permis de toucher plus de 18 000 personnes, dont 68% de femmes. À la fin de l'année 2023, l'UIT a reçu un nouveau financement de la NORAD permettant de soutenir le programme mondial des Centres de transformation numérique pour deux années supplémentaires.  Par ailleurs, la communauté des Centres de transformation numérique a été davantage renforcée grâce au partenariat avec **Indosat et Airtel**. Les partenaires de l'UIT et de l'initiative ont aidé six centres **en République dominicaine, au Ghana, en Indonésie, en Côte d'Ivoire, en Papouasie-Nouvelle-Guinée** et **aux Philippines** à renforcer leurs capacités institutionnelles grâce à des formations des formateurs qui ont touché 336 formateurs (91 femmes), et un centre en Zambie à organiser deux ateliers sur la mobilisation des parties prenantes.  Depuis 2016, le BDT continue de mener la [campagne sur les compétences numériques](https://academy.itu.int/index.php/main-activities/ilo-itu-digital-skills-campaign) dans le cadre de l'**initiative mondiale pour l'emploi décent des jeunes lancée par l'OIT**. Depuis son lancement, près de 24 millions de jeunes ont bénéficié de cette initiative. En juin 2023, l'UIT et l'OIT ont convoqué une réunion des partenaires et partenaires potentiels de la campagne afin de dégager les synergies pour renforcer les activités de développement des compétences des jeunes.  Le nouveau cycle de 4 ans du [Groupe sur les initiatives pour le renforcement des capacités (GCBI)](https://academy.itu.int/itu-d/projects-activities/gcbi/) a été lancé en 2023. Une première réunion du GCBI s'est tenue en ligne avec les nouveaux membres, dans le cadre de laquelle un programme de travail provisoire a été examiné, et la première réunion en personne a eu lieu en avril 2024.  • **Dans la région Afrique**, les centres de transformation numérique au **Ghana** et en **Zambie** ont renforcé les compétences des formateurs grâce à des formations des formateurs. Des activités de renforcement des compétences et des formations sur les technologies numériques émergentes et les lois sur le cyberespace ont été organisées à l'intention de la communauté juridique et judiciaire du **Malawi**.  Pour développer et renforcer les capacités en matière de gestion du spectre et de technologies nouvelles, 10 ateliers de formation ont été organisés à l'intention de 42 pays dans le cadre du projet PRIDA (**Afrique du Sud, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Eswatini, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Soudan du Sud, Tanzanie, Tchad, Togo, Zambie et Zimbabwe**). Ces ateliers étaient suivis de l'assistance technique correspondante. Les formations dispensées comprenaient notamment la gestion du spectre dans les pays en développement, les services de communication aéronautique et maritime, le large bande par satellite et la réglementation des réseaux locaux hertziens, la planification des activités commerciales pour le développement des réseaux large bande, les aspects du spectre à prendre en considération dans le cadre de l'Internet des objets, ainsi qu'une formation spécialisée sur la gestion du spectre pour les jeunes femmes.  Le projet conjoint entre l'UIT et le Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni a publié une évaluation des compétences numériques au Nigéria et organisé une formation en présence et en mode hybride en Afrique du Sud sur la 5G et la gestion du spectre.  • **Dans la région Amériques**, renforcement des capacités des petits entrepreneurs **de la République dominicaine, d'El Salvador, du Guatemala et du Panama** grâce à l'organisation d'ateliers sur la transformation numérique, auxquels ont participé 150 femmes et jeunes. Ces activités s'inscrivent dans le cadre de l'initiative [KIT numérique pour la transformation numérique](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Americas/Pages/ACTVTS/DTK/DTK-AMS.aspx). Cette initiative est actuellement mise en œuvre dans le cadre du **projet conjoint entre l'UIT et Huawei** visant à appuyer les initiatives régionales pour les Amériques.  Le BDT a également renforcé les **compétences des populations autochtones et des communautés rurales en matière de gestion de projets** grâce à une formation en ligne en cinq modules dispensée à travers l'Académie de l'UIT, et **amélioré les connaissances dans le domaine de l'accessibilité des TIC** grâce à la formation des cadres dispensée à l'occasion du 10ème anniversaire de la manifestation "Amériques accessibles" qui s'est tenue à Cuba en novembre 2023.  • **Dans la région des États arabes**, afin de **développer et de renforcer les compétences en matière de gestion du spectre**, une formation mixte des formateurs sur le programme de formation à la qualité de service et le programme de formation à la gestion du spectre a été dispensée en ligne sur la plate-forme de l'Académie de l'UIT et à Amman (Jordanie). La Commission de régulation des télécommunications de Jordanie a accueilli les participants de cette formation organisée de manière collaborative, qui visait à doter les participants des connaissances et des compétences nécessaires pour former efficacement à leur tour d'autres personnes.  Dans le cadre de l'appui fourni aux pays en matière de gestion du spectre, une assistance axée sur la valorisation du spectre et le dividende numérique a été fournie aux Comores au titre des activités du projet PRIDA. Une mission de cadrage a été menée dans le but de rencontrer les parties prenantes concernées, et le rapport final a été remis et validé.  • **Dans la région Asie-Pacifique**, le BDT a renforcé les compétences de 158 formateurs en Indonésie, en Papouasie‑Nouvelle‑Guinée et aux Philippines en matière de formation aux outils numériques, en utilisant les supports de connaissance disponibles dans le cadre de l'initiative Centres de transformation numérique de l'UIT. Le BDT a également renforcé sa collaboration avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et produit un rapport d'évaluation sur les compétences numériques des migrants en Thaïlande intitulé "**Réduire la fracture numérique: Évaluation des compétences numériques des travailleurs migrants et perspectives des employeurs en Thaïlande**".  La collaboration entre l'UIT, la Commission nationale de la radiodiffusion et des télécommunications de Thaïlande et l'Infocomm Media Development Authority de Singapour a été essentielle pour faire progresser le développement des compétences numériques parmi les membres des PEID, des PMA et des PDSL. En Thaïlande, la formation conjointe entre l'UIT et la Commission nationale de la radiodiffusion et des télécommunications, organisée du 2 au 5 octobre 2023, a été axée sur les technologies émergentes telles que la chaîne de blocs, l'intelligence artificielle et la 5G, en utilisant une approche faisant intervenir toutes les entités publiques par l'intermédiaire de GovStack pour améliorer le transfert de connaissances dans la région.  Les capacités des décideurs et des régulateurs ont été renforcées grâce à une série de webinaires régionaux sur les politiques et la réglementation, ce qui a permis aux participants de faire part des mesures prises et de l'expérience acquise dans le domaine de la 5G, en partenariat avec les administrations membres (mars 2024). Le Ministère des postes et des télécommunications du Cambodge et l'Autorité de contrôle des télécommunications du Cambodge ont accueilli la manifestation sur les **Principaux catalyseurs de l'adoption de la 5G dans les pays de la région Asie-Pacifique**, dans le cadre de laquelle le rapport d'une analyse économétrique réalisée par le Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique de l'UIT portant sur les enjeux liés au déploiement de la 5G rencontrés par le Ministère a été présenté. La deuxième séance portait sur les **cas d'utilisation de la 5G** et a été organisée conjointement avec l'Académie chinoise des technologies de l'information et de la communication. Des membres experts ont présenté les possibilités d'exploitation intelligente de la 5G dans les usines, le secteur de l'électricité, la santé, la culture, le tourisme et l'éducation, mettant en avant les gains de productivité et l'incidence de l'adoption de la 5G dans les secteurs respectifs. Les activités et les politiques des pouvoirs publics en faveur des applications 5G ont également été présentées. Plus de 80 participants de 18 États Membres et parties prenantes y ont participé.  Dans le cadre du projet conjoint entre l'UIT et le Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni (UIT-FCDO), une formation a été dispensée en présence du personnel de l'Agence indonésienne pour l'accessibilité des télécommunications et de l'information (BAKTI) sur le Kit pratique sur l'efficacité du financement du service universel.  En collaboration avec d'autres organismes et partenaires, le BDT a organisé des manifestations dans le cadre de la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC aux Fidji, en Indonésie, à Kiribati, en Micronésie, à Nauru, au Pakistan, aux Philippines, en Thaïlande, au Timor-Leste, aux Tonga et dans les pays membres de l'ASEAN, avec l'objectif de contribuer à la mise en œuvre de programmes de formation aux compétences numériques et d'autres activités connexes en faveur des filles et des jeunes femmes de la région. Ces manifestations ont attiré plus de 2 200 participants, dont des filles, des jeunes femmes et des enseignants, qui ont pris part à 63 programmes de formation aux compétences numériques et à des activités s'y rapportant dans le cadre de la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC, qui s'est déroulée du 27 avril au 17 novembre 2023. Ces activités ont demandé des échanges avec les responsables des questions de genre et ont été réalisées grâce à la collaboration de plus de 100 partenaires issus des secteurs public et privé, d'organismes des Nations Unies, d'universités et d'organisations de la société civile.  • **Dans la région de la CEI**, le BDT a aidé l'Azerbaïdjan à réaliser une évaluation de la maîtrise des outils numériques sur l'ensemble de son territoire à travers une enquête auprès des ménages, couvrant des catégories bien définies (étudiants et universitaires, secteur privé, secteur public). L'enquête a porté sur près de 35 000 personnes faisant partie d'un échantillon aléatoire de ménages issus de 13 régions économiques de l'Azerbaïdjan. En outre, des enquêtes en ligne distinctes ont été menées auprès de groupes cibles tels que le personnel des entreprises privées (1 116) et des organismes publics (679), ainsi que les étudiants (6 372) et le personnel enseignant (886) des établissements d'enseignement supérieur. Cette évaluation avait pour but d'alimenter la conception d'interventions ciblées et fondées sur des données visant à améliorer les habiletés numériques pour répondre aux besoins des pouvoirs publics. L'enquête peut également servir de modèle pour une évaluation plus fréquente de la culture numérique des citoyens azerbaïdjanais et pourrait être reproduite. Les Recommandations issues de l'**enquête** permettront au Gouvernement azerbaïdjanais de concevoir et de planifier des interventions, des politiques ou des stratégies pertinentes au niveau national ou régional, y compris des activités spécifiques selon les secteurs, des campagnes de sensibilisation et des activités de plaidoyer. Le rapport d'évaluation devant être achevé début mai 2024, l'Azerbaïdjan sera le premier pays de la région à avoir adopté la nouvelle méthodologie de l'UIT sur les compétences numériques.  • **Dans la région Europe**, en Albanie, l'évaluation des compétences numériques axée sur les personnes âgées a fourni des informations précieuses sur le niveau de compétence et les défis de cette population et a permis de définir les formations techniques nécessaires. Cette initiative a mobilisé 467 participants et a permis d'éclairer les décisions politiques et les stratégies d'intervention visant à réduire la fracture numérique, en particulier en ce qui concerne les facteurs liés à l'âge. En outre, il a renforcé l'engagement du Gouvernement à l'égard de l'inclusion en mettant l'accent sur le soutien à tous les segments de la société.  Un recueil de connaissances, d'éducation et de compétences numériques pour l'Europe et l'Asie centrale a été créé avec l'appui et les contributions du Groupe de la transformation numérique pour l'Europe et l'Asie centrale, en coopération avec le BDT à travers le Bureau de l'UIT pour l'Europe, dans le cadre de l'Initiative régionale de l'UIT pour l'Europe intitulée "Accessibilité, y compris financière, et renforcement des capacités pour tous dans l'optique de l'inclusion numérique et du développement durable". | | **Renforcement des capacités:** |
| **Académie de l'UIT:**  – Plus de 7 800 nouveaux utilisateurs.  – Plus de 130 cours dispensés.  – 13 centres de formation de l'Académie de l'UIT offrant des cours de haute qualité dans toutes les régions.  – Tous les États Membres de l'UIT ont bénéficié de cours de formation.  – Très grande satisfaction de la part des participants.  **Centres de formation de l'Académie de l'UIT:**  – 13 entités issues de toutes les régions.  – 45 formations et 2 900 participants sur les thèmes suivants:  • amélioration des compétences numériques dans le domaine de l'élaboration des politiques et de la réglementation;  • réseau et infrastructure;  • gestion du spectre;  • cybersécurité;  • inclusion numérique;  • services numériques.  **Centres de transformation numérique:**  – Plus de 120 cours dispensés dans 14 centres répartis dans toutes les régions.  – 68 836 participants issus de l'ensemble des États Membres, touchant à leur tour les apprenants des communautés rurales et isolées.  **Développement des compétences numériques ayant une incidence sur:**  – les professionnels des TIC;  – les peuples autochtones et les communautés isolées;  – les femmes et les filles;  – les jeunes;  – les personnes handicapées. |
| ***Réalisation****: renforcement de la capacité des États Membres d'améliorer leurs cadres politiques, juridiques et réglementaires en matière de télécommunication/TIC propices au développement durable et à la transformation numérique.* | | |
| **Politique et réglementation**  **Renforcement de la capacité des membres de l'UIT à améliorer les cadres politiques, juridiques et réglementaires**  **Dans le cadre des activités mondiales, les produits suivants ont été livrés en 2023:**  – Cinq nouvelles études de la [série d'analyses collaboratives sur la réglementation nationale en matière de numérique](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regulatory-Market/Pages/collaborative-regulation-country-reviews/default.aspx) ont été publiées au cours de cette période, au Brésil, en Colombie et en Égypte, ainsi qu'au Kenya et au Nigéria dans le cadre du projet conjoint entre l'UIT et le Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni. Toutes les analyses par pays suivent une méthodologie type et regroupent un ensemble de recommandations pratiques.  – Le Colloque mondial des régulateurs de 2023 (GSR-23) a adopté les Lignes directrices relatives aux meilleures pratiques, qui ont été publiées sous le titre "Mesures d'incitation réglementaires et économiques pour un avenir numérique durable et inclusif".  – Sept nouveaux documents et articles visant à améliorer les capacités humaines et institutionnelles des membres de l'UIT ont été publiés sur la plate-forme sur la réglementation du numérique.  • **Dans la région Afrique**, le projet d'analyse comparative des TIC en Afrique centrale, mis en œuvre en collaboration avec la Cellule d'appui à l'ordonnateur national du Fonds européen de Développement et financé par la Commission européenne, a bénéficié à 11 pays. Pour appuyer le projet, un vaste inventaire des politiques mis en place dans le domaine des TIC et du numérique a été effectué afin de servir de base à l'élaboration de feuilles de route en matière de réglementation nationale et d'une feuille de route d'harmonisation au niveau sous-régional visant à accélérer le développement du numérique et des économies numériques dans la région. Dans le cadre du projet conjoint entre l'UIT et le Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni, un appui est fourni à l'Autorité des communications du Kenya concernant l'efficacité du financement du service universel, la connectivité durable et les réseaux d'accès complémentaires. En outre, une séance sur le Renforcement des capacités en matière d'environnement politique et réglementaire capable de doter les communautés de moyens nécessaires pour déployer des réseaux, organisée en collaboration avec APC et CITAD, s'est tenue dans le cadre du Forum sur la gouvernance d'Internet en Afrique 2023.  • **Dans la région Amériques**, le BDT a fourni un appui à la République dominicaine dans le cadre d'un projet d'amélioration de la réglementation. Au Brésil, un appui institutionnel a été fourni à Anatel, notamment pour l'élaboration du Plan tactique pour la période 2023-2024. Dans le cadre du projet conjoint entre l'UIT et le Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni, une assistance technique a été fournie au Gouvernement brésilien pour l'élaboration d'un plan national de connectivité des écoles, sous la direction du Cabinet civil de la présidence. Au cours du second semestre de 2023, le Bureau régional pour les Amériques de l'UIT a dispensé une formation aux États Membres de la Commission interaméricaine des télécommunications (CITEL) dans le cadre du Comité consultatif permanent I de la CITEL (PCC. I) au cours d'un atelier sur la modernisation de la réglementation et les mécanismes réglementaires de substitution. Le BDT continue de fournir une assistance technique au Panama et au Honduras pour la modernisation du cadre juridique des télécommunications. Le Bureau régional pour les Amériques a contribué à l'alliance numérique UE-Amérique latine et Caraïbes, en présentant des exposés techniques sur les différents rapports et outils de l'UIT-D et en faisant connaître les programmes, initiatives et projets de l'UIT. De même, conformément à la stratégie de mobilisation des ressources, un projet d'assistance technique de 3 millions de dollars en matière d'innovation réglementaire pour les pays d'Amérique centrale a été approuvé et soumis à la signature en 2024.  Dans les Caraïbes, une étude de faisabilité de la création d'une autorité de réglementation unique est en cours. Elle vise à faciliter la mise en place d'un cadre régional de réglementation harmonisé pour la région des Caraïbes, qui pourra bénéficier à 12 pays et plus de 2 millions d'abonnés. Parmi les effets à long terme attendus figurent l'élaboration de cadres et le renforcement de la capacité en vue d'améliorer le paysage politique et juridique régional des TIC, la suppression des incohérences et des obstacles à l'entrée sur le marché en vue d'encourager les investisseurs, ainsi que de nouvelles mesures en faveur de l'innovation numérique et de la concurrence équitable.  À Trinité-et-Tobago, l'élaboration d'un cadre politique et législatif pour l'identification électronique a permis de renforcer les compétences en matière d'élaboration de politiques et de la réglementation, ce qui a favorisé l'accès d'un plus grand nombre de personnes aux applications en ligne et aux services numériques et l'établissement d'un sentiment de confiance quant aux compétences qu'elles avaient acquises. À Sainte-Lucie, l'examen de la politique nationale en matière de technologies de l'information et des communications s'appuie sur une sensibilisation plus importante et plus étendue du public ainsi que sur la diffusion de la politique pour faciliter l'adhésion et l'acceptation du public.  • **Dans la région des États arabes**, en juin et juillet 2023, le BDT a entrepris des actions dans le cadre des initiatives spéciales de l'UIT dans l'État de Palestine et, en collaboration avec le Ministère de l'informatique et de la communication, a pris des mesures en faveur de l'élaboration d'un cadre et d'une réglementation de planification en matière de numérotage pour le pays. De même, en Syrie, le BDT a mené des activités en vue d'élaborer un rapport complet d'analyse et d'examen du marché des TIC, en collaboration avec le Ministère des communications et l'Autorité de régulation des postes.  • **Dans la région Asie-Pacifique**, le BDT a créé des supports d'information afin de **mieux faire connaître les lacunes en matière de réglementation et de politiques aux membres de l'ASEAN**. En partenariat avec la Commission malaisienne des communications et du multimédia, l'UIT a mené une étude intitulée ["Domaines d'action en matière de politique numérique pour une ASEAN connectée"](https://www.itu.int/hub/publication/d-pref-asean-01-2023/). Celle-ci a évalué le niveau de préparation des cadres politiques, juridiques et de gouvernance du numérique pour la transformation numérique dans les pays membres de l'ASEAN et a proposé des domaines d'action pour améliorer celui-ci. La collaboration avec l'ASEAN s'est davantage renforcée dans le cadre des domaines de coopération prioritaires, au titre duquel un cadre de référence pour la collaboration avec les membres de l'ASEAN sur les principaux produits et services du BDT a été élaboré. Le BDT a également fourni une **assistance technique pour l'élaboration d'une politique de service universel et d'une politique de partage des infrastructures**: des activités sont en cours aux Tonga et au Vanuatu en vue d'améliorer la connectivité dans les zones rurales et isolées. Afin d'aider davantage les États Membres, un répertoire des politiques et de la réglementation dans la région Asie-Pacifique est en cours d'élaboration. Il permettra à terme aux États Membres de se référer facilement aux pratiques des pays de la région en matière de politiques.  • **Dans la région de la CEI**, le BDT a collaboré étroitement avec l'Ouzbékistan à l'amélioration des données réglementaires, ce qui s'est traduit par un renforcement de la position du pays dans l'Outil de suivi réglementaire de l'UIT et une amélioration de l'environnement réglementaire et des investissements. Dans le cadre du projet Connect2Recover, une évaluation de la résilience a été réalisée au Kirghizistan afin de renforcer l'infrastructure des télécommunications/TIC, l'environnement politique et réglementaire et les données statistiques. Un **forum régional sur la transformation numérique** a été organisé au Kirghizistan et a rassemblé les États Membres de la région qui ont pu approfondir leurs connaissances des moyens politiques et réglementaires proposés par le BDT pour développer le secteur numérique. Une autre évaluation de la résilience a été réalisée au Kirghizistan au titre du projet Connect2Recover afin de renforcer l'infrastructure des télécommunications/TIC, l'environnement politique et réglementaire et les données statistiques.  • **Dans la région Europe**, des profils de pays concernant le développement numérique ont été élaborées pour trois pays de la région Europe, à savoir la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro et la Serbie. Ils viennent s'ajouter à la série de monographies de pays existantes (Albanie, Géorgie, Macédoine du Nord, Moldova, Türkiye). Ces profils servent de base aux analyses comparatives et traitent de l'état de développement numérique des pays en appliquant un cadre modulaire qui étudie la transformation numérique sous divers angles et permet de comprendre comment les diverses dimensions du développement numérique interagissent au niveau national. Ils offrent également une vue d'ensemble des activités et des projets mis en œuvre au niveau national et dans l'ensemble de la région. Les profils de pays reposent sur la collaboration des membres des équipes de pays des Nations Unies ainsi que d'autres organismes des Nations Unies pour fournir une perspective globale de la situation. Ils visent à établir une référence pour les discussions sur le développement numérique au niveau des pays, à servir de guide pour préparer les échanges avec les parties prenantes nationales et à ouvrir la voie à une meilleure collaboration avec les entités des Nations Unies sur le terrain.  **Ces actions ont permis de renforcer les connaissances et l'accessibilité des outils dans le but d'aider les États Membres à comprendre l'évolution rapide du paysage, à relever les nouveaux défis de l'écosystème numérique, à stimuler l'investissement et à permettre une croissance plus forte du marché.**  **Amélioration de la fourniture de données et de statistiques réglementaires et économiques:**  • L'[édition 2023 des critères de référence pour la réglementation de cinquième génération](https://app.gen5.digital/benchmark/metrics) a fourni une évaluation de l'état de préparation des cadres nationaux politiques, juridiques et de gouvernance pour la transformation numérique. Les nouveaux outils de visualisation disponibles sur la [plate-forme G5 Accelerator](https://app.gen5.digital/benchmark/charts) permettent une analyse personnalisée et approfondie des 54 indicateurs retenus par région ou pays.  • Le document technique "Critères de référence pour la réglementation collaborative de cinquième génération 2023: tendances mondiales et régionales", qui accompagne l'ensemble de données des critères de référence, met en évidence les tendances de l'évolution des cadres nationaux juridiques, politiques et de gouvernance pour la transformation numérique dans les régions et les groupes de pays vulnérables (PMA, PDSL et PEID).  • Les analyses économétriques comprennent des études et des recommandations sur l'accessibilité économique de l'adoption des TIC dans le monde entier.  **Les activités présentées plus haut ont permis d'accroître la sensibilisation et l'accès aux données et analyses réglementaires et économiques afin d'appuyer la prise de décisions fondées sur des données factuelles.**  **Renforcement des capacités des personnes et des entités**  • **À l'échelle mondiale**, l'UIT a organisé deux **formations sur la réglementation numérique mondiale** avec l'appui financier de CST Saudi Arabia. Elles ont porté sur les cadres politiques, juridiques et réglementaires efficaces, et ont enregistré la participation de 910 personnes de 134 pays, dont 310 ont reçu un certificat.  La formation des cadres de l'Infocomm Media Development Authority, tenue à Singapour du 19 au 25 septembre 2023, a mis en évidence l'engagement en faveur de la transformation numérique dans les petits États dans le cadre de l'initiative **Coalition pour le numérique Partner2Connect** au profit des membres du monde entier. Cette formation a permis de renforcer les capacités des décideurs et des régulateurs des petits États dans le domaine de la réglementation numérique, et a enregistré la participation de 19 personnes.  • **Dans la région Amériques**, le BDT a dispensé une formation aux États Membres de la CITEL dans le cadre du Comité consultatif permanent I (PCC. I) au cours d'un **atelier sur la modernisation de la réglementation** et les mécanismes réglementaires de substitution. En Haïti, une **évaluation de la résilience des réseaux**, soutenue par le projet Connect2Recover, a renforcé les compétences des participants formés à élaborer de nouvelles politiques et réglementations, à prendre de meilleures décisions en matière de gestion des risques de catastrophe et à mieux utiliser les services numériques.  • **Dans la région des États arabes**, en 2023, avec l'appui généreux du CST Saudi Arabia, une **série de séances de formation à la réglementation numérique** a été organisée avec succès, dont un atelier régional de formation sur la réglementation numérique pour les États arabes et trois formations nationales sur la réglementation numérique adaptées à l'Arabie saoudite. Les formations ont enregistré une large participation, avec plus de 300 participants des États Membres de l'UIT. En 2024, l'UIT a organisé en collaboration avec l'Autorité de régulation des télécommunications d'Oman un atelier national sur la réglementation numérique collaborative afin de renforcer les capacités du personnel sur les outils nécessaires pour une réglementation collaborative.  • **Dans la région de la CEI**, le Bureau régional pour les pays de la CEI a organisé un **forum régional sur la transformation numérique** dans le but de contribuer au renforcement des capacités des administrations des télécommunications et des instituts nationaux de statistique en vue d'une réglementation numérique bien étayée (fondée sur les données). Hors ligne et en ligne, 150 participants, dont 51 femmes, d'Arménie, d'Azerbaïdjan, de Bélarus, de la Russie, du Kazakhstan, du Kirghizistan et d'Ouzbékistan, ainsi que des représentants du Comité inter-États de statistique de la CEI et de la Communauté régionale des communications, ont participé au forum. Les participants au forum ont amélioré leurs connaissances des meilleures pratiques pour l'élaboration de stratégies nationales de transformation numérique, des outils et indicateurs de l'UIT pour évaluer la maturité de la réglementation, ainsi que des questionnaires correspondants de l'UIT. À l'intention des participants chargés de la collecte des indicateurs statistiques sur les TIC, des experts du siège de l'UIT et de la région de la CEI ont dispensé une formation sur l'utilisation des statistiques nationales pour établir des classements internationaux ainsi que sur l'utilisation du portail de la plate-forme de données de l'UIT pour établir des rapports et des plans au niveau des pays. Le forum a contribué à mieux faire connaître dans la région l'importance des données statistiques et des informations collectées sur les politiques réglementaires, ainsi que les modalités d'utilisation, d'analyse et de diffusion de ces dernières.  • **Dans la région Europe**, dans le souci de réduire l'écart réglementaire dans le domaine du numérique, **l'UIT, EMERG et EaPeReg ont organisé une formation sur la réglementation de la transformation numérique** du 10 avril au 30 mai 2024. Celle-ci a permis à plus de 100 professionnels de mieux comprendre les stratégies de réglementation numérique, la prise de décision fondée sur des données factuelles et les dernières évolutions réglementaires en la matière. La formation en ligne était ouverte aux pays européens et du monde entier.  **Les activités présentées plus haut ont permis de renforcer le partage des connaissances ainsi que la capacité à traiter les problèmes et les possibilités que présente la transformation numérique.**  **Fourniture d'une assistance technique**  • **Dans la région Afrique**, une évaluation du marché sur l'accessibilité financière des TIC a été entreprise en Zambie dans l'objectif de permettre un meilleur accès et une plus grande utilisation de ces dernières, à un prix abordable, grâce à des tarifs transparents, fondés sur les coûts et non discriminatoires. Une assistance technique a été fournie pour l'élaboration d'orientations générales concernant la connectivité sur le dernier kilomètre ainsi que les applications et l'utilisation des mégadonnées en vue de créer un environnement réglementaire propice au large bande et à la 5G en Ouganda, dans le cadre du projet de transformation numérique en cours mené conjointement par le Gouvernement ougandais et l'UIT avec l'appui financier du Fonds d'assistance pour la coopération Sud-Sud de la Chine. Une assistance technique a en outre été fournie à la Namibie pour l'élaboration d'une politique nationale en matière de TIC et au Lesotho pour l'élaboration d'une stratégie de transformation numérique (en cours). Une assistance technique est actuellement fournie à la CRASA pour la mise à jour de son kit pratique sur le service universel (en cours, dans le cadre du projet conjoint entre l'UIT et le Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni).  • **Dans la région Amériques**, en Haïti et à la Grenade, dans le cadre de l'initiative Connect2Recover, l'**évaluation de la résilience des réseaux** a contribué à accroître le déploiement et la couverture des réseaux de communication électronique pour répondre à la demande croissante de données et autres services, et à créer des réseaux plus sûrs en cas de catastrophe afin de faciliter la continuité des activités et de sauver davantage de vies.  • **Dans la région Europe**, le personnel de l'autorité nationale de réglementation de Bosnie-Herzégovine a reçu une formation sur les dernières tendances en matière de réglementation, y compris la réglementation de cinquième génération.  **Plates-formes fédératrices**  • **À l'échelle mondiale**, le GSR-23 a réuni plus de 750 participants de plus de 100 pays, parmi lesquels des ministres, des responsables d'autorités chargées de la réglementation et des dirigeants d'entreprises. À cette occasion, le BDT a lancé le Réseau des régulateurs du numérique, une nouvelle initiative visant à définir des approches communes en matière de politique, de réglementation et de gouvernance numériques collaboratives dans tous les secteurs économiques et entre les pays.  • **Dans la région Amériques**, le Colloque de l'UIT sur les politiques générales et l'économie (IPEC-23) a réuni plus de 192 délégués de 16 pays de la région. Au cours de celui-ci, des discussions ont été menées dans le cadre du Dialogue économique régional et ont porté sur les possibilités et les défis de la transformation numérique dans la région. En outre, une formation a été dispensée sur la planification des activités pour le développement des infrastructures visant à permettre une évaluation économique précise des plans d'installation et de déploiement de l'infrastructure large bande dans les zones urbaines et rurales s'appuyant sur des technologies de réseaux 5G.  • **Dans la région Europe**, le Forum régional UIT-EKIP sur la réglementation a été organisé et a permis à plus de 150 parties prenantes de plus de 40 pays de se familiariser avec les dernières tendances mondiales et régionales et d'échanger des données d'expérience nationales.  **Les résultats présentés plus haut ont permis de renforcer les partenariats ainsi que la mobilisation et la collaboration des régulateurs, des associations de régulateurs, du secteur privé et des décideurs de différents secteurs, enrichissant les discussions dans le domaine et mettant en valeur la collaboration entre les secteurs visant à accélérer la transformation numérique.** | | **Amélioration de la politique et de la réglementation nationales**  **Niveau mondial:**  – [Série d'analyses par pays sur la réglementation numérique collaborative](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regulatory-Market/Pages/collaborative-regulation-country-reviews/default.aspx) (Brésil, Colombie, Égypte, Nigéria, Kenya).  – Lignes directrices relatives aux bonnes pratiques du GSR.  – Articles publiés sur la plate-forme sur la réglementation du numérique portant sur des sujets d'actualité.  – Formations mondiales et régionales sur la réglementation numérique.  **Afrique:**  – Projet d'analyse comparative des TIC en Afrique centrale. Angola, Burundi, Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sao Tomé‑et‑Principe, Tchad.  **Amériques:**  – Appui à l'amélioration de la réglementation en République dominicaine, au Panama et au Honduras. Aux Caraïbes, un appui a été fourni à la Grenade, à Haïti, à Sainte‑Lucie et à Trinité‑et‑Tobago.  – Approbation d'un projet de 3 millions USD pour l'innovation réglementaire dans les pays d'Amérique centrale.  **États arabes:**  – Les pays ont bénéficié d'un appui dans le cadre des initiatives spéciales du BDT (Connect2Recover).  **Asie-Pacifique:**  – Étude sur les domaines d'action en matière de politique numérique en Asie du Sud-Est.  **CEI:**  – Arménie  – Azerbaïdjan  – Bélarus  – Kazakhstan  – Kirghizistan  – Ouzbékistan  – Russie  **Europe:**  – Albanie  – Bosnie-Herzégovine  – Géorgie  – Moldova  – Monténégro  – Macédoine du Nord  – Serbie  – Ukraine |
| ***Réalisation****: renforcement de la capacité des États Membres de produire et de recueillir des statistiques de qualité et comparables au niveau international, qui tiennent compte de l'évolution et des tendances dans le secteur des télécommunications/TIC rendues possibles grâce aux technologies et aux services nouveaux et émergents, à partir de normes et de méthodologies convenues.* | | |
| **Statistiques**  Le [service de la statistique](https://www.itu.int/itu-d/sites/statistics/) de l'UIT occupe le rôle de chef de file mondial en matière de statistiques sur les TIC. Il recueille et diffuse des informations cruciales et mène des recherches de niveau international pour soutenir la prise de décisions pour atteindre une connectivité universelle et efficace et réaliser une transformation numérique durable. En 2023, des activités couvrant l'ensemble du cycle de vie des données, dont des manifestations et le lancement de nouveaux produits et de nouveaux outils, ont concouru à la réalisation de cet objectif.  **Élaboration de cadres politiques et de supports de connaissance**  Sensibilisation accrue des États Membres et des décideurs à l'importance de faire de la connectivité universelle et efficace un impératif de l'action des pouvoirs publics. Renforcement de la capacité des décideurs à évaluer le niveau de connectivité ainsi que les progrès réalisés vers une connectivité universelle et efficace et à élaborer des politiques fondées sur des données factuelles.  • L'[édition 2023 du rapport Faits et chiffres](https://www.itu.int/itu-d/reports/statistics/facts-figures-2023/) et l'[édition spéciale de ce même rapport consacrée aux pays les moins avancés](https://www.itu.int/itu-d/reports/statistics/facts-figures-for-ldc/) et publiée à l'occasion de la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés ont fourni une évaluation en temps opportun de l'état de la connectivité dans le monde, dans des régions clés et pour des groupes particuliers.  • Le [rapport de synthèse sur l'accessibilité financière des services TIC en 2022](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/ICTprices/default.aspx) a présenté de façon concise les informations clés sur l'[ensemble de données sur les prix des TIC en 2022](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Dashboards/Pages/IPB.aspx).  • En juillet 2023, le [tableau de bord sur la connectivité universelle et efficace](https://datahub.itu.int/dashboards/umc/?e=CHE) a été lancé afin de mettre en évidence les progrès accomplis dans la réalisation des cibles dans ce domaine.  • Après une interruption de six ans, l'[Indice de développement des TIC](https://www.itu.int/itu-d/reports/statistics/IDI2023/) a de nouveau été publié. Il s'appuie désormais sur une nouvelle méthodologie [élaborée](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/IDI/default.aspx) dans le cadre des travaux du Groupe d'experts sur les indicateurs des télécommunications/TIC (EGTI) et du Groupe d'experts sur les indicateurs relatifs à l'utilisation des TIC par les ménages (EGH), qui accorde une place centrale à la connectivité universelle et efficace.  **Amélioration de l'accès des États Membres et des autres parties prenantes aux données critiques et aux informations réglementaires**  • De nouvelles fonctionnalités ont été ajoutées au [Centre de données de l'UIT](https://datahub.itu.int/), une plate-forme comprenant plus de 200 indicateurs et plus de 200 profils de pays, des tableaux de bord thématiques, des requêtes de données et des téléchargements. Le nombre de visites au Centre de données a augmenté de 500% en glissement annuel (d'octobre 2023 à octobre 2024).  **Amélioration de la capacité des États Membres à soumettre des données de qualité grâce à une nouvelle plate-forme d'enquêtes, comme en témoigne l'augmentation des taux de réponse et de la qualité des données**  • Dans une enquête menée auprès des coordonnateurs de l'UIT chargés des statistiques dans les États Membres, 78% des personnes interrogées se sont déclarées extrêmement satisfaites ou satisfaites de la nouvelle plate-forme.  • Une assistance a été fournie par des experts au Kirghizistan afin de renforcer la capacité des autorités nationales à localiser les lacunes existantes dans la méthodologie et la collecte de données.  **Collecte de données et production de statistiques**  • Engagement accru des États Membres en faveur de la collecte de données: En 2023, les 193 États Membres ont transmis des données à l'UIT au moyen de questionnaires statistiques.  • Sensibilisation accrue à l'importance de la science des données et de l'utilisation des mégadonnées pour établir des statistiques sur la société de l'information grâce aux actions de sensibilisation et à l'assistance technique de l'UIT. La Commission malaisienne des communications et du multimédia a lancé, avec l'aide de l'UIT, un projet pilote sur les mégadonnées par téléphone mobile afin de mieux mesurer la connectivité.  • Amélioration de l'infrastructure nationale de collecte des données et amélioration de la qualité des données. Grâce à l'appui de l'UIT, l'INACOM (Angola) a lancé un nouvel observatoire et amélioré les statistiques concernant l'offre.  • Utilisation accrue des statistiques sur les TIC pour la prise de décisions. Le Ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale du Togo a lancé un appel à la création d'un observatoire national du numérique.  **Développement des capacités et normes statistiques**  **Renforcement de la capacité des États Membres à produire et collecter des statistiques de qualité**  – En 2023, les réunions annuelles des groupes d'experts sur les indicateurs des TIC ([EGTI](https://www.itu.int/itu-d/meetings/statistics/egti2023/) et [EGH](https://www.itu.int/itu-d/meetings/statistics/egh2023/)) ont réuni 347 participants de 105 pays, dont près de la moitié (160) étaient des femmes. Ces derniers ont débattu, défini et adopté de nouveaux indicateurs.  – Davantage de personnes se sont inscrites aux trois cours suivants de l'Académie de l'UIT:  • [Indicateurs des télécommunications/TIC](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/measuring-digital-development-telecommunicationict-indicators-2): 26 personnes diplômées sur 311 personnes inscrites (provenant de 100 pays);  • [Accès aux TIC et utilisation des TIC par les ménages](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/measuring-digital-development-ict-access-and-use-households-and-individuals-2): 43 personnes diplômées sur 322 personnes inscrites (provenant de 67 pays);  • [Données de téléphonie mobile](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/mobile-phone-data) (lancé en 2023): 41 personnes diplômées sur 189 personnes inscrites (provenant de 72 pays).  **Plates-formes fédératrices**  • Plus grande sensibilisation des États Membres aux dernières tendances et évolutions en matière de statistiques sur les TIC et renforcement des partenariats.  • L'édition 2023 du [Colloque sur les indicateurs des télécommunications/TIC](https://www.itu.int/itu-d/meetings/wtis23/) dans le monde a rassemblé quelque 300 participants sur le thème "Promouvoir le programme de mesure des indicateurs pour parvenir à une connectivité efficace et universelle".  • En mai, un [projet](https://www.itu.int/itu-d/sites/projectumc/#/fr) triennal visant à promouvoir une connectivité efficace et universelle et la mesurer, doté d'un budget de 3 millions EUR et financé par l'UE, a été lancé.  • En juillet, l'UIT et la Banque mondiale ont entamé une [nouvelle collaboration](https://www.worldbank.org/en/programs/global-data-facility/brief/international-telecommunication-union-and-the-world-bank-s-development-data-group-announce-collaboration-on-mobile-phone) visant à mettre les mégadonnées de la téléphonie mobile au service des politiques. | | – Lancement de l'**édition 2023** et de l'**édition spéciale consacrée aux pays les moins avancés** du rapport **Faits et chiffres**.  – Rapport de synthèse sur l'**accessibilité financière des services TIC** en 2022.  – Lancement du **Tableau de bord pour une connectivité universelle et efficace**.  – Reprise de la publication de l'**Indice de développement des TIC**.  – Nouvelles fonctionnalités ajoutées au **Centre de données de l'UIT, qui comprend désormais plus de 200 indicateurs et plus de 200 profils de pays**, des tableaux de bord thématiques, des requêtes de données et des téléchargements.  – Le nombre de visites sur le Centre de données de l'UIT a augmenté de 500% en 2023.  **Renforcement de la capacité des États Membres à produire et collecter des statistiques de qualité:**  – Les groupes d'experts sur les indicateurs des TIC (EGTI et EGH) ont réuni 347 participants, dont 46% de femmes, de 105 pays pour discuter, définir et adopter de nouveaux indicateurs.  **Renforcement des capacités (Académie de l'UIT):**  – Indicateurs des télécommunications/TIC: 26 personnes diplômées sur 311 personnes inscrites (provenant de 100 pays).  – Accès aux TIC et utilisation des TIC par les ménages: 43 personnes diplômées sur 322 personnes inscrites (provenant de 67 pays).  – Mégadonnées de téléphonie mobile (lancé en 2023): 41 personnes diplômées sur 189 personnes inscrites (provenant de 72 pays). |
| **Contribution à la réalisation des cibles des ODD** | 1, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 11, 16, 17 | |
| **Grandes orientations du SMSI** | C1, C2, C3, C4, C5, C6, C7, C11 | |
| **Résolutions** | 2, 8, 10, 18, 21, 22, 135, 138, 139, 174, 191, 195, 196, 201 de la PP; 16, 17, 22, 23, 25, 30, 37, 48, 64, 71, 77, 78, 79, 80, 84, 85 de la CMDT; Questions 6/1, 7/1, 5/2, 6/2, 7/2 | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Priorité 4 de l'UIT-D: Télécommunications/TIC inclusives et sûres au service du développement durable  *Promouvoir l'élaboration de stratégies nationales en matière de cybersécurité et renforcer les compétences numériques* | | |
| ***Réalisation****: fourniture aux États Membres d'une aide à l'élaboration de stratégies nationales relatives à la cybersécurité et à la création d'équipes CIRT. Développement de services en ligne sécurisés, notamment les services de protection en ligne des enfants, et mobilisation de ressources en faveur des groupes marginalisés et des personnes ayant des besoins particuliers.* | | |
| Produits | | Points clés |
| **Cybersécurité**  L'[indice mondial de cybersécurité](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/global-cybersecurity-index.aspx) mesure l'engagement en faveur de la cybersécurité. Pour la cinquième édition de l'indice (2023), l'UIT a collecté, vérifié et validé les données en collaboration avec 173 coordonnateurs nommés par les États Membres.  **Renforcement des capacités**  • **À l'échelle mondiale**, dans le cadre de son action dans le domaine des stratégies nationales en matière de cybersécurité, le BDT a amélioré les connaissances des parties prenantes sur l'élaboration et la mise en œuvre de telles stratégies, par l'intermédiaire d'exercices théoriques d'élaboration de stratégies avec des parties prenantes nationales, d'ateliers d'évaluation des besoins, ainsi que le maintien de liens de coopération à travers des échanges et des conseils réguliers en ligne. Dans le cadre d'un programme de formation en ligne à suivre à son rythme sur le cycle de vie des stratégies nationales de cybersécurité, 730 participants provenant de 131 pays ont approfondi leurs connaissances et acquis une meilleure compréhension du sujet. Le programme Cyberexercices (CyberDrills) a eu une incidence significative à l'échelle mondiale, puisque 140 pays ont participé à des cyberexercices et à des formations. Cela a favorisé la coopération interrégionale et a permis d'améliorer les compétences en matière d'intervention en cas d'incident et l'échange d'informations. Le BDT a en outre organisé des formations ciblées sur les compétences techniques en matière d'intervention en cas d'incident à l'intention des parties prenantes nationales de trois États Membres de l'UIT (Bahreïn, Maldives et Émirats arabes unis) afin de renforcer ces acquis.  • **Dans la région Afrique**, le programme "Les femmes dans le secteur de la cybersécurité", ciblant spécifiquement les femmes intéressées par des carrières dans le domaine de la cybersécurité, a permis à 153 femmes d'acquérir les compétences nécessaires pour prétendre à des postes dans le secteur à travers un dispositif de mentorat, des formations et des ateliers stimulants. En outre, plus de 350 participants ont participé à des ateliers techniques dans le cadre du cyberexercice réalisé au Malawi, qui a permis de renforcer les capacités d'intervention en cas d'incident dans plus de 20 États Membres de la région.  Plusieurs ateliers visant à renforcer les compétences en cybersécurité et à autonomiser les femmes sur le terrain ont été organisés dans le cadre du programme. L'initiative "HerCyberTracks", destinée plus particulièrement aux participants des régions **Afrique et Europe**, avait pour objectif de mieux faire connaître la cyberdiplomatie. Cent-un participants de 22 pays de ces régions ont bénéficié de cette initiative.  • **Dans la région Amériques**, le BDT a renforcé les connaissances et la collaboration entre les membres de la région ayant mis en place une équipe nationale d'intervention en cas d'incident informatique (CIRT) grâce à des **cyberexercices régionaux**. Lors du cyberexercice en République dominicaine, plus de 168 participants provenant de plus de 17 pays de la région ont participé à des ateliers techniques, en collaboration avec plus de 8 organisations régionales et internationales. En outre, lors du cyberexercice du Chili, 120 personnes provenant de 11 pays de la région Amériques ont participé à des ateliers techniques animés par 25 intervenants appartenant aux organisations partenaires et au secteur privé. Des femmes de la région ont également pris part à un dispositif de mentorat et participé à des formations et des ateliers stimulants, ce qui leur a permis d'acquérir les compétences nécessaires pour prétendre à des postes dans le secteur de la cybersécurité dans le cadre du programme "**Les femmes dans le secteur de la cybersécurité**".  • **Dans la région des États arabes**, des formations au niveau national ont permis de mieux faire connaître l'Indice mondial de cybersécurité et ont encouragé l'utilisation de ce dernier pour renforcer les engagements pris en matière de cybersécurité ainsi que la coordination interne. Les compétences techniques des participants ayant suivi celles-ci ont été renforcées grâce à des ateliers pratiques qui leur ont permis d'acquérir des connaissances et d'établir des contacts dans le cadre de deux manifestations différentes (**cyberexercice** interrégional pour les régions des États arabes et de la CEI, Sommet régional sur la cybersécurité de 2023, un atelier régional sur la gestion de la cybersécurité et un atelier sur l'Indice mondial de cybersécurité pour Bahreïn). En outre, dans le cadre du programme "Les femmes dans le secteur de la cybersécurité", 106 femmes de la région des États arabes ont pris part à un dispositif de mentorat et participé à des formations et des ateliers stimulants, leur permettant d'acquérir les compétences nécessaires pour prétendre à des postes dans le secteur de la cybersécurité.  • **Dans la région Asie-Pacifique**, dans le cadre du projet "**La cybersécurité au service du bien social**", le BDT a collaboré avec les pays les moins avancés pour renforcer leurs capacités en matière de cybersécurité. Des partenaires (Membres du Secteur de l'UIT-D) ont dispensé une formation à la cybersécurité au Timor-Leste, et fourni un appui technique au Bhoutan et au Timor‑Leste. Dans le cadre du "Programme d'intervention en cas d'incident", le BDT a fourni une assistance technique aux Maldives par l'intermédiaire de formations et d'un rapport sur les lacunes en matière d'évaluation des capacités. Cette initiative a également suscité des partenariats et des discussions poussées sur les perspectives de collaboration pour améliorer les capacités d'intervention en cas d'incident. En outre, dans le cadre du programme "Les femmes dans le secteur de la cybersécurité", 44 femmes de la région Asie-Pacifique ont bénéficié d'un dispositif de mentorat et participé à des formations et des ateliers stimulants, leur permettant d'acquérir les compétences nécessaires pour prétendre à des postes dans le secteur de la cybersécurité.  Par ailleurs, l'UIT a lancé, avec l'appui du Ministère japonais des affaires intérieures et des communications, le projet "**Stratégies pour la cybersécurité dans la région du Pacifique**", dont l'objectif est de développer et de renforcer les capacités en matière de cybersécurité grâce à l'élaboration d'un programme aboutissant à une certification dans le domaine destiné aux professionnels en début de carrière. Le programme porte avant tout sur le renforcement des capacités dans les États Membres insulaires du Pacifique.  • **Dans la région de la CEI**, tout au long de l'année, un appui continu a été fourni, notamment pour la participation à des manifestations spéciales dans la région, dans le but d'améliorer la communication et la mise en commun des connaissances et des meilleures pratiques entre les pays. Les PosiHackDays se sont appuyés sur l'expérience des CIRT nationaux de l'UIT pour renforcer la cyberrésilience des pays et protéger les infrastructures essentielles de l'information. Les participants ont également étudié le rôle des stratégies et politiques nationales en matière de cybersécurité, de renforcement des capacités, de planification des interventions en cas d'incident et de coopération internationale dans le renforcement de la cyberrésilience.  Dans le cadre du Forum international sur le numérique "Digital Almaty", qui s'est tenu au Kazakhstan les 2 et 3 février 2023, une table ronde a été organisée sur la sécurité internationale de l'information et comprenait des interventions sur la stratégie sectorielle, la réglementation, les technologies d'intelligence artificielle et le travail des organisations régionales en matière de prévention des conflits dans le cyberespace grâce à la diplomatie multilatérale.  Le 17 mai 2023, le BDT a contribué à un sommet sur la cybersécurité organisé dans le cadre de la manifestation M360 Eurasia organisée par GSMA.  Plus de 20 représentants de la région de la CEI ont participé au cyberexercice interrégional pour les États arabes et la CEI qui s'est tenu à Abu Dhabi (Émirats arabes unis) les 9 et 10 octobre 2023. Les représentants des CIRT nationaux ont simulé des interventions pour faire face à des cyberattaques sur la base de six scénarios réalistes et ont participé à des formations dispensées par des experts de premier plan du Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme et de Positive Technologies, une société spécialisée dans les solutions personnalisées en matière de sécurité de l'information. Les participants du cyberexercice comprenaient des représentants de l'Azerbaïdjan, de l'Arménie, du Bélarus, du Kazakhstan, du Kirghizistan, de l'Ouzbékistan, de la Russie, du Tadjikistan et du Turkménistan.  • **Dans la région Europe**, le BDT a mené des activités de renforcement des capacités à Malte en collaboration avec la Fondation de Malte pour le Bien-être de la Société. Dans le cadre de celles-ci, 80 professionnels ont été formés et certifiés par l'UIT dans le domaine de la protection en ligne des enfants. Ils peuvent désormais diffuser leurs connaissances et leurs compétences au niveau national. En outre, l'UIT a signé une déclaration commune avec la Fondation de Malte pour le Bien-être de la Société en vue de poursuivre leur collaboration sur les questions de protection en ligne des enfants. Le BDT a également contribué à la traduction et à la diffusion en Serbie de ses lignes directrices sur la protection en ligne des enfants, en coopération avec le Ministère de l'information et des télécommunications. En Albanie, le BDT a contribué à la fin du déploiement du "Projet mondial sur la protection en ligne des enfants". La réunion de clôture réunissant les parties prenantes a eu lieu en décembre 2023. Les lignes directrices ont également été traduites dans d'autres langues dont: l'albanais, l'amazigh, l'amharique, l'arménien, l'aymara, le bosniaque, le bulgare, le croate, le néerlandais, le hongrois, le bahasa indonesia, le kirghize, le lituanien, le maltais, le mongol (y compris la langue des signes), le nigérian, le quechua, le portugais du Brésil, le roumain, le serbe, le kiswahili, le thaï, le turc, l'ukrainien et l'ouzbek.  Plus de 200 parties prenantes provenant de 40 pays des régions Europe et Asie-Pacifique ont participé au cyberexercice de l'UIT organisé du 28 novembre au 1er décembre 2023 à Chypre sous l'égide de l'Autorité chypriote de la sécurité numérique dans le cadre de l'initiative régionale de l'UIT-D pour l'Europe sur la confiance dans l'utilisation des télécommunications/TIC. Cet exercice a également permis à Chypre de réaffirmer sa volonté de contribuer à l'amélioration de l'environnement de la cybersécurité dans la région, conformément à la lettre d'accord signée avec l'UIT, qui a jeté les bases de futures activités de collaboration.  **Fourniture d'une assistance technique**  • **À l'échelle mondiale**, le BDT a aidé sept pays à élaborer leurs **stratégies et plans d'action nationaux en matière de cybersécurité**. Lors de deux ateliers, le BDT a fourni le savoir-faire technique nécessaire pour définir les objectifs de cybersécurité pour les nouvelles stratégies, et formé 65 participants de deux États Membres à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies nationales en matière de cybersécurité. En outre, le BDT a contribué à évaluer l'état d'avancement et les mesures prises dans le domaine de la cybersécurité en Mauritanie, en Tanzanie, à Djibouti et au Burkina Faso, en analysant leurs plans d'action nationaux pour la cybersécurité. Le projet ["**La cybersécurité au service du bien social**"](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/Cyber4Good/Cyber4Good.aspx), qui comprenait des évaluations de la situation en matière de cybersécurité, une formation et l'accès à des outils pour 23 pays les moins avancés, a abouti à des résultats significatifs. Les évaluations ont fourni des orientations claires pour ces pays et ont amélioré leurs stratégies de cybersécurité, en particulier en ce qui concerne la mise en œuvre de ces stratégies et la gestion des vulnérabilités. Dans l'ensemble, le BDT a renforcé la capacité des États Membres à faire face aux cybermenaces. Des formations et des cyberexercices ont permis d'améliorer les compétences en matière de cybersécurité de plus de 2 500 professionnels provenant de plus de 140 pays. En outre, le programme a stimulé la coopération interrégionale, ce qui a permis d'améliorer les compétences en matière d'intervention en cas d'incident et le partage d'informations entre les pays participants.  • **Dans la région Afrique**, le projet "La cybersécurité au service du bien social" a considérablement amélioré les capacités de cybersécurité de 17 PMA. **La Gambie, le Lesotho, le Mozambique et la Sierra Leone** ont bénéficié d'activités de renforcement des capacités grâce à l'assistance technique fournie par le BDT. En outre, dans le cadre du projet "La cybersécurité au service du bien social", une formation a été dispensée à 280 participants sur différents sujets liés à la cybersécurité, dont les stratégies nationales en matière de cybersécurité, la protection des données et de la vie privée, la protection en ligne des enfants, la gestion des incidents et les interventions en cas d'incident, ainsi que la gestion et l'organisation des opérations CIRT. Trois PMA africains ont bénéficié d'évaluations approfondies de leurs stratégies nationales en matière de cybersécurité dans le cadre du projet. En outre, le BDT a procédé à des analyses des lacunes et produit des rapports d'évaluation personnalisés, à savoir un rapport sur l'état de préparation des équipes CIRT pour le **Lesotho** et un rapport sur la maturité des équipes CIRT pour le **Zimbabwe**. Ces rapports comprenaient des plans d'action clairs pour orienter les mesures d'amélioration. En comblant ces lacunes, les deux pays peuvent renforcer leurs capacités d'intervention en cas d'incident, ce qui conduira à terme à un environnement plus sûr pour le développement numérique. En outre, le BDT a achevé la mise en œuvre de **projets CIRT au Burundi, au Kenya et au Malawi**. Le BDT a également fourni une assistance technique au Rwanda pour élaborer une stratégie et un plan d'action nationaux complets en matière de cybersécurité, et aidé ce pays à renforcer son dispositif de cybersécurité et à prendre des décisions stratégiques concernant l'affectation de ressources à de futures initiatives en matière de cybersécurité.  **Les pays suivants bénéficient d'une assistance dans différents domaines de la cybersécurité**: Burkina Faso, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Lesotho, Libéria, Malawi, Mali, Mozambique, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Tchad, Tanzanie, Togo, Zambie.  • **Dans la région Amériques**, le BDT a entrepris et appuyé d'importants projets CIRT dans toute la région, en particulier aux Bahamas et à la Barbade, et a contribué à l'élaboration de propositions de projets CIRT pour les Bermudes, Haïti, le Honduras et le Suriname, afin de renforcer l'infrastructure de la cybersécurité et les capacités d'intervention.  • **Dans la région des États arabes**, le BDT a renforcé la cyberrésilience et les investissements intelligents dans la cybersécurité au Maroc en appuyant l'élaboration d'un projet final de **stratégie et de plan d'action nationaux en matière de cybersécurité**. Le cyberexercice interrégional organisé par l'UIT aux Émirats arabes unis a favorisé la coopération entre les pays participants des régions des États arabes et de la CEI, ce qui a permis à ces derniers d'améliorer leurs compétences en matière d'intervention en cas d'incident et d'échange d'informations, et de former plus de 500 participants provenant de plus de 60 pays. Deux PMA, Djibouti et la Mauritanie, ont bénéficié d'évaluations approfondies de leurs stratégies nationales en matière de cybersécurité dans le cadre du projet "La cybersécurité au service du bien social". Le BDT a également contribué à la traduction et à la diffusion des Lignes directrices relatives à la protection en ligne des enfants au Maroc, en coopération avec l'Agence pour le développement numérique, qui a par ailleurs également organisé en partenariat avec le BDT-UIT des ateliers de formation et de sensibilisation sur les aspects liés à la protection en ligne des enfants du 18 au 20 décembre 2023 à Rabat.  • **Dans la région Asie-Pacifique**, une assistance technique a été proposée et des capacités ont été renforcées grâce à des évaluations de maturité des équipes CIRT au Bhoutan et au Timor-Leste. Au Bhoutan, l'évaluation a permis de fournir à l'équipe CIRT du Bhoutan des informations sur la façon d'améliorer son niveau de maturité en matière de cybersécurité. Cette évaluation s'est appuyée sur l'évaluation initiale de l'UIT réalisée en 2013 et qui a conduit à la création de l'équipe CIRT du Bhoutan. Au Timor-Leste, une évaluation a été menée pour l'équipe d'intervention en cas d'incident de sécurité informatique (CSIRT) du Timor-Leste, en collaboration avec l'Autoridade Nacional de Comunicações. Elle fournira des recommandations pour que l'équipe CSIRT puisse améliorer son niveau de maturité en matière de cybersécurité.  Les capacités des pouvoirs publics en matière d'intervention technique et de gestion de la cybersécurité ont été renforcées pour les 14 pays de la région Asie-Pacifique qui ont participé au **cyberexercice interrégional de quatre jours pour l'Europe et l'Asie-Pacifique qui s'est tenu en 2023 à Chypre**.  L'échange de connaissances en matière de cybersécurité entre les régions Europe et Asie-Pacifique a également été renforcé dans le cadre de cet exercice qui a rassemblé plus de 200 participants de 40 pays, dont 20 de la région Europe, autour de discussions, une formation et un exercice de simulation sur la cybersécurité.  • **Dans la région de la CEI**, le BDT a procédé à une évaluation de l'état de préparation de l'équipe CIRT de l'Azerbaïdjan. Le principal objectif de cet exercice était d'évaluer la maturité de l'équipe, et d'apporter un appui à l'Azerbaïdjan en vue d'améliorer l'intégration, le fonctionnement et l'efficacité de ce dernier, de renforcer les capacités et les compétences en matière de cybersécurité grâce à une coordination nationale, permettant ainsi de mieux faire connaître et de contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies de lutte contre les cybermenaces. Ces activités permettront à terme d'élargir les possibilités dont dispose l'Azerbaïdjan pour intervenir en cas d'incidents et aideront le pays à élaborer et à mettre en œuvre des procédures opérationnelles pour intervenir plus efficacement face à divers cyberincidents. L'évaluation visait à recenser les forces et les faiblesses de l'équipe CIRT de l'Azerbaïdjan et à recommander des moyens d'améliorer ses capacités. Elle a porté sur les politiques et la stratégie, la structure organisationnelle, les procédures et les opérations, les technologies et les outils, les ressources humaines, la coopération entre les secteurs et le partage d'informations. Toutes ces informations permettront à l'Azerbaïdjan de renforcer ses capacités en matière de cybersécurité et, à terme, de se protéger contre les cybermenaces et les cyberincidents.  Au Kirghizistan, la mise en place d'une équipe CIRT est en cours, grâce à l'appui de l'UIT et de la Banque mondiale. | | **Édition 2023 de l'Indice mondial de cybersécurité**  **Stratégies nationales en matière de cybersécurité:**  – 130 pays ont bénéficié des cyberexercices organisés dans toutes les régions.  – 3 pays ont bénéficié d'un exercice d'intervention en cas d'incident (Maldives, Bahreïn et Émirats arabes unis).  – Projet HerCyberTracks mis en œuvre en Afrique et en Europe.  – Programme "Les femmes dans le secteur de la cybersécurité" mis en œuvre dans les régions Afrique, Asie, Amériques et Europe.  – Plusieurs PMA ont bénéficié des activités du projet "La cybersécurité au service du bien social". |
| **Contribution à la réalisation des cibles des ODD** | 1, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 11, 16, 17 | |
| **Grandes orientations du SMSI** | C1, C2, C3, C4, C5, C6, C7, C11 | |
| **Résolutions** | 130, 174, 179 de la PP; 45 et 69 de la CMDT; 52 et 58 de l'AMNT; Question 3/2 | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Priorité 5 de l'UIT-D et catalyseurs 6 et 7 de l'UIT-D: Mobilisation de ressources, partenariats et coopération internationale  *Renforcer la stratégie de mobilisation des ressources grâce à la coopération internationale* | | |
| ***Réalisation****: renforcement de la coopération et de la coordination avec l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées, d'autres organisations internationales, les organisations régionales de télécommunication et les institutions régionales et mondiales de développement, pour la mise en œuvre des priorités de l'UIT-D.* | | |
| Produits | | Points clés |
| **Mobilisation des ressources et partenariat**  **Nouveaux partenariats**: entre juin 2023 et avril 2024, l'UIT a signé 73 accords avec un large éventail de partenaires.  **Nouveaux projets signés**: en 2023, le BDT a signé 23 nouveaux projets au total, d'un montant de 20,9 millions de CHF. Ces chiffres confirment la tendance à la hausse, observée depuis 2017, des fonds mobilisés par le BDT pour appuyer les projets, ce qui témoigne de la **plus grande confiance accordée à l'UIT en tant que partenaire de premier plan pour la mise en œuvre d'initiatives dans le domaine des TIC**. On trouvera d'autres précisions sur la [mise en œuvre des projets par le BDT](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Projects/) dans le document TDAG/23/7, ainsi que sur le portail des projets de développement de l'UIT, qui présente un tableau de bord interactif à l'intention des membres du GCDT.  Les projets, partenariats et activités de coopération existants ont également pris de l'ampleur: en 2023, le BDT a entrepris des activités dans le cadre de 87 projets, pour un montant de 106,4 millions CHF. Ces nouveaux projets sont de nature multirégionale, régionale ou nationale. La plupart d'entre eux (93%) ont été financés par les fonds extrabudgétaires mobilisés auprès de tiers, tandis que les 7% restants ont été financés par des fonds d'amorçage provenant de l'UIT, le Fonds pour le développement des TIC, ainsi que par des fonds alloués par le Conseil de l'UIT pour appuyer les initiatives régionales de l'UIT-D.  On trouvera de plus amples informations sur les efforts déployés par le BDT dans le domaine de la mobilisation de ressources et des partenariats dans les documents 4, 7 et INF/1 du GCDT-23. | | – **En 2023**: 87 nouveaux accords ont été signés.  – Entre juin 2023 et mars 2024, 73 nouveaux accords ont été signés.  – **23 nouveaux projets** = 20,9 millions CHF. |
| **Contribution à la réalisation des cibles des ODD** | 1, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 11, 16, 17 | |
| **Grandes orientations du SMSI** | C1, C2, C3, C4, C5, C6, C7, C11 | |
| **Résolutions** | 1, 2, 24, 25, 52, 58 de la CMDT | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Catalyseur 1 de l'UIT-D: Travaux reposant sur les contributions des membres  *Renforcer la mise en œuvre des décisions de la CMDT et le dialogue entre les membres de l'UIT* | | |
| ***Réalisation****: renforcement de la mise en œuvre des Résolutions de la CMDT Renforcement de l'échange de connaissances, de la recherche-développement, du dialogue et des partenariats entre les membres de l'UIT concernant les questions de télécommunication/TIC.* | | |
| Produits | | Points clés |
| En 2023, l'UIT-D a accueilli un nombre important de nouveaux membres, grâce à des stratégies de sensibilisation renforcées, concertées et ciblées couvrant divers segments de l'écosystème des TIC. Des visites ciblées, des manifestations et l'élaboration de notes d'information ont permis de renforcer le dialogue stratégique avec les membres de l'UIT-D, y compris les États Membres.  • **Vingt-sept nouveaux membres** ont rejoint l'UIT-D en 2023, contre 18 en 2022, soit une augmentation de 50% du nombre de nouveaux membres.  • La **croissance nette globale du nombre de membres en 2023** (différence entre les gains et les pertes) a été **quatre fois plus élevée qu'en 2022**.  • Nombre record de **149 participants** à la réunion du Groupe consultatif de professionnels chargé des questions de développement et des Directeurs de la réglementation du secteur privé (IAGDI-CRO) tenue en marge du GSR-23 à Charm el‑Cheikh (Égypte).  • Meilleure connaissance des produits et services de l'UIT grâce à plus de **150 échanges** avec les membres dans le cadre de missions de sensibilisation, de réunions et de visites de haut niveau.  **1) Académie de l'UIT**  • En 2023, l'UIT a attiré 17 établissements universitaires et en a perdu 18. Malgré les efforts concertés déployés par les trois Secteurs de l'UIT pour attirer et fidéliser les établissements universitaires, il s'est avéré difficile de maintenir la croissance des adhésions, les établissements universitaires ayant à plusieurs reprises signalé des difficultés à conserver leur adhésion pendant une longue période en raison de contraintes budgétaires.  • L'ensemble des Secteurs de l'UIT ne ménagent aucun effort pour revoir et mieux promouvoir la proposition de valeur de l'affiliation à l'Académie de l'UIT dans l'ensemble de l'UIT. S'agissant de la participation spécifique aux activités de l'UIT-D, les principaux domaines de collaboration envisagés comprennent les travaux menés par l'Académie de l'UIT en faveur de l'inclusion numérique, ceux entrepris par l'Alliance de l'innovation et de l'entrepreneuriat au service du développement du numérique, ainsi que ceux des commissions d'études de l'UIT-D.  **2) Commissions d'études de l'UIT-D**  La [deuxième réunion annuelle de la Commission d'études 1 (CE 1) de l'UIT-D](https://www.itu.int/net4/ITU-D/CDS/sg/blkmeetings.asp?lg=1&sp=2022&blk=28245) s'est tenue du 23 au 27 octobre 2023, en présence de 224 délégués (dont 100 femmes) de 59 États Membres. Des bourses ont été accordées à 13 délégués afin de leur permettre de participer en personne à la réunion.  Pour continuer d'innover et maintenir l'intérêt des participants, une séance spéciale sur le [Réseau de régulation numérique](https://www.itu.int/itu-d/sites/ra-network/) a été organisée lors de la séance plénière d'ouverture et un déjeuner informel du Réseau des femmes a été organisé au cours de la semaine. Deux réunions de l'équipe de direction de la CE 1 de l'UIT-D, une réunion conjointe des équipes de direction des CE 1 et CE 2 de l'UIT-D et plusieurs réunions des équipes de direction responsables de l'étude des Questions ont eu lieu à Genève du 22 au 28 octobre 2023, afin d'exploiter au mieux la présence des membres à Genève. Les [membres de l'équipe de direction de la CE 1](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2022-2025/Pages/reference/Management.aspx) ont préparé la réunion de la CE 1 et avancé sur la préparation des rapports finals sur les Questions et sur les produits intérimaires grâce à des réunions électroniques au titre des Questions à l'étude régulièrement organisées depuis la fin des réunions des Groupes du Rapporteur de mai 2023.  Au total, 155 documents, dont les 5 premiers projets de rapport final sur les Questions à l'étude, ont été examinés à la réunion de 2023 de la CE 1 de l'UIT-D pour faire avancer les travaux, ce qui a abouti à: 1) la publication de 8 notes de liaison à l'intention de nos collaborateurs extérieurs; 2) la nomination d'un Vice-Président et de deux Vice-Rapporteurs; 3) l'approbation du premier produit intermédiaire de la CE 1 de l'UIT-D relatif aux travaux sur la Question 6/1, intitulé "Bonnes pratiques en cours d'adoption relatives aux outils de réglementation numériques adaptés à la protection des consommateurs"; 4) cinq propositions d'ateliers publics qui se tiendraient en association avec les réunions du Groupe du Rapporteur en avril 2024, et une proposition d'atelier qui serait accueilli à Brasilia par le Bureau régional pour les Amériques de l'UIT et Anatel en juin 2024.  Ces ateliers sont en cours de mise en œuvre, comme l'indique la [page Web](https://www.itu.int/net4/ITU-D/CDS/sg/blkmeetings.asp?lg=1&stg=&sp=2022&blk=28776) des réunions du Groupe du Rapporteur d'avril 2024. Le produit intérimaire pour la Question 6/1 de la CE 1 de l'UIT-D est [disponible gratuitement dans toutes les langues officielles de l'ONU](https://www.itu.int/hub/publication/d-stg-sg01-06-3-2023/) et est accompagné d'un [entretien vidéo](https://youtu.be/wx0ep9bT-Ys) des auteurs. [Les résultats des réunions du Groupe du Rapporteur d'avril 2024 seront communiqués après le 26 avril 2024.]  La [deuxième réunion annuelle de la Commission d'études 2 (CE 2) de l'UIT-D](https://www.itu.int/net4/ITU-D/CDS/sg/blkmeetings.asp?lg=1&sp=2022&blk=28246) s'est tenue du 30 octobre 2023 au 3 novembre 2023, en présence de 195 participants de 54 États Membres. Des bourses ont été accordées à 13 délégués afin de leur permettre de participer en personne à la réunion. Les [membres de l'équipe de direction de la CE 2](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2022-2025/Pages/reference/Management.aspx) ont préparé cette réunion et avancé sur la préparation des rapports finals sur les Questions et sur les produits intérimaires grâce à des réunions électroniques au titre des Questions à l'étude régulièrement organisées depuis la fin des réunions des Groupes du Rapporteur de mai-juin 2023.  Lors de la réunion de la CE 2 de l'UIT-D en 2023, 120 documents ont été examinés pour faire avancer les travaux, ce qui a abouti à: 1) la publication de trois notes de liaison à l'intention de nos collaborateurs extérieurs; 2) la nomination d'un Vice-Président, de trois corapporteurs et d'un Vice-Rapporteur; 3) l'approbation du premier produit intermédiaire de la CE 2 de l'UIT-D relatif aux travaux de la CE 2 de l'UIT-D sur la Question 3/2 "Pratiques en matière d'assurance de la cybersécurité".  Des propositions de collaboration ont été examinés, notamment la participation des jeunes et des femmes, les statistiques et les indicateurs connexes, les synergies avec les projets de développement de l'UIT et le SMSI. Deux séances d'information ont été organisées; lors de la première, le nouveau produit intérimaire sur les pratiques en matière d'assurance de la cybersécurité a été présenté et, lors de la seconde, une sélection de projets de l'UIT relatifs à la transformation numérique et leur incidence ont été présentés. Les deux événements ont connu un franc succès et ont suscité une large participation.  Le produit intérimaire pour la Question 3 de la CE 3/2 de l'UIT-D est [disponible gratuitement dans toutes les langues officielles de l'ONU](https://www.itu.int/hub/publication/d-stg-sg02-03-2-2023/#/fr) et est accompagné d'un [entretien vidéo](https://youtu.be/-O7K7DbZaHk) des auteurs.  **3) Mise en œuvre et suivi des résultats du SMSI**  Conformément aux résultats de la CMDT-22, en particulier à la Résolution 30, toutes les activités du BDT contribuent à la mise en œuvre des résultats du SMSI et du Programme de développement durable à l'horizon 2030, notamment les activités courantes prévues dans le **Plan opérationnel, mais aussi les projets, les initiatives régionales, les initiatives spéciales ainsi que les commissions d'études de l'UIT-D**.  Au niveau de la coordination, l'UIT a continué de jouer le rôle de coordonnateur principal pour les grandes orientations C2 (Infrastructure des TIC), C6 (Créer un environnement propice) et C4 (Renforcement des capacités) du SMSI, tout en contribuant de manière significative à la grande orientation C5 du SMSI (Confiance dans l'utilisation des TIC). Une série de réunions de coordination sont organisées à l'occasion de la manifestation de haut niveau du SMSI+20, qui se tiendra du 27 au 31 mai 2024 à Genève (Suisse). Le BDT continue également de coordonner les grandes orientations C1, C3, C7, C9 et C11 du SMSI, en contribuant régulièrement à toutes les réunions pertinentes et à l'établissement de rapports.  En outre, l'UIT a continué d'être un membre actif du Partenariat sur la mesure des TIC au service du développement et de son Comité directeur, aux côtés de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et du Département des affaires économiques et sociales (DESA) du Secrétariat de l'ONU. Le nombre de membres du Partenariat s'est élargi et compte désormais 14 organisations. Le Partenariat suit l'évolution des TIC dans le monde, notamment les progrès accomplis dans la réalisation des cibles du SMSI, et sensibilise à l'importance des TIC pour le développement. Le Partenariat participe activement au suivi de la réalisation des ODD, plusieurs cibles faisant référence aux TIC et aux technologies. Sur les 231 indicateurs du cadre mondial d'indicateurs relatifs aux ODD, sept portent sur les TIC. Ils relèvent de six cibles se rattachant aux objectifs 4, 5, 9 et 17. L'UIT est responsable de cinq des sept indicateurs. (Pour de plus amples informations sur la contribution de l'UIT au Partenariat, veuillez consulter la partie "Mesure".)  **Entre 2023 et 2024, six Forums régionaux sur le développement ont réuni plus de 1 500 parties prenantes du monde entier**, offrant à ces dernières un cadre propice pour discuter de la mise en œuvre des initiatives régionales de l'UIT qui contribuent à la mise en œuvre des grandes orientations du SMSI. Les représentants du système des Nations Unies, y compris des commissions régionales de l'ONU, ont également participé à ces réunions afin de donner les suites appropriées à la mise en œuvre des résultats du SMSI au niveau régional.  En outre, les bureaux régionaux de l'UIT ont poursuivi leur appui à une série de forums régionaux des Nations Unies sur le développement durable, en attirant l'attention sur le rôle catalyseur du numérique pour le développement et en plaidant en faveur de l'alignement du processus du SMSI et celui des ODD. En outre, l'UIT a continué de jouer un rôle actif dans le système des Nations Unies pour le développement. Au niveau régional, l'UIT a contribué aux plates-formes de coordination du système des Nations Unies pour le numérique (coalitions thématiques), tout en plaidant en faveur de l'alignement du processus du SMSI et celui des ODD et en élaborant différents produits et services pour appuyer les activités des équipes de pays des Nations Unies.  Au niveau national, l'UIT est devenue membre non résident des équipes de pays des Nations Unies et contribue activement au processus d'élaboration des analyses par pays et à la conception conjointe de cadres de développement durable des Nations Unies. L'UIT a également piloté la mise en œuvre de premiers projets dans le cadre de l'enveloppe du Fonds commun pour les ODD dédiée aux projets numériques.  **4) Coalition Partner2Connect de l'UIT**  La Coalition pour le numérique Partner2Connect a été lancée à l'initiative de l'UIT en 2021, en étroite collaboration avec le Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général pour les technologies et le Bureau du Haut-Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement. La CMDT-22, qui s'est tenue à Kigali (Rwanda), a adopté la [Résolution 88](https://www.itu.int/fr/publications/ITU-D/Pages/publications.aspx?parent=D-TDC-WTDC-2022&media=electronic) et a chargé le Directeur du BDT de continuer à travailler sur le programme Partner2Connect, en mettant l'accent sur l'établissement de partenariats pour la mise en œuvre des projets et l'adaptation des engagements.  **Activités, résultats et réalisations du Partner2Connect de juillet 2023 à février 2024**  • **Vingt-cinq tables rondes de mise en relation ont été organisées au cours des six** [**Forums régionaux sur le développement de l'UIT‑D**](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Pages/regional-development-forums.aspx), pour veiller à ce que les besoins ou les priorités des différents pays et régions correspondent aux engagements pris par les partenaires, afin de contribuer à concrétiser les engagements annoncés. Le BDT s'attache à traduire les engagements pris en faveur de l'initiative Partner2Connect en mesures concrètes qui auront des retombées significatives sur le terrain, profiteront directement aux citoyens et aux populations locales et se traduiront par une transformation numérique générale dans les pays bénéficiaires.  • Au 28 février 2024, l'initiative Partner2Connect a recueilli **873 engagements, d'un montant de plus de 46,07 milliards USD, soumis par 426 entités**, notamment des gouvernements, des entreprises du secteur privé, des institutions du système des Nations Unies et d'autres organisations internationales ou régionales (banques multilatérales de développement comprises), des représentants de la société civile, des établissements universitaires et des groupes de jeunes. Les entités à l'origine de ces engagements sont originaires de **141 pays**. Lors du Mobile World Congress (MWC) tenu entre le 26 et le 29 février 2024 à Barcelone, des engagements pour les infrastructures d'un montant de 9 milliards USD ont été annoncés au titre du Programme ministériel.  **5) Manifestations de l'UIT-D**  En 2023, l'UIT-D a organisé 118 manifestations non statutaires, notamment des ateliers, des séances d'information, des colloques, des séminaires et des forums, à l'intention de publics divers, à l'échelle mondiale ou régionale. Poursuivant sur la lancée de 2022, le nombre de manifestations physiques et d'événements hybrides a considérablement augmenté, tandis que certaines manifestations sont restées entièrement virtuelles. Sur les 118 manifestations, 46 étaient entièrement physiques, 45 étaient hybrides et 27 étaient virtuels. Ces manifestations ont porté sur toutes les priorités de l'UIT-D, conformément au Plan d'action de Kigali approuvé par la CMDT-22, et ont favorisé la collaboration et l'innovation. | | – UIT-D: 27 nouveaux membres.  – Toutes les activités du BDT ont contribué à la mise en œuvre des résultats du SMSI et du Programme de développement durable à l'horizon 2030.  – Six Forums régionaux sur le développement de l'UIT organisés en 2023 et 2024 (plus de de 1 500 parties prenantes).  **Partner2Connect:**  – L'initiative Partner2Connect a recueilli 873 engagements (141 pays), d'une valeur de plus de 46,07 milliards USD, soumis par 426 entités.  **Commissions d'études:**  – 2 produits (documents) intérimaires publiés, 155 documents examinés à la réunion de 2023 de la CE 1 de l'UIT-D.  – 120 documents examinés à la réunion de 2023 de la CE 2 de l'UIT-D. |
| **Contribution à la réalisation des cibles des ODD** | 1, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 11, 16, 17  **Commissions d'études**: Contribution à la réalisation des cibles des ODD et des grandes orientations du SMSI: voir le tableau [ici](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Study-Groups/2022-2025/Pages/reference/Questions-under-study.aspx)  Résolutions: principalement 1 et 2 de la CMDT; 208, 21, 70, 71, 77, 102, 123, 130, 131, 136, 139, 154, 167, 175, 177, 179, 180, 182, 188, 196, 197, 203, 204, 205 et 209 de la PP. | |
| **Grandes orientations du SMSI** | C1, C2, C3, C4, C5, C6, C7, C11 | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Catalyseur 2 de l'UIT-D: Présence régionale  *Renforcer l'efficacité et l'incidence globales de l'UIT à l'échelle mondiale* | | |
| ***Réalisation:*** *renforcement de la collaboration et de la coopération entre les bureaux régionaux et avec l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées, les organisations de télécommunication régionales ainsi que les organismes de financement et de développement pour atteindre les ODD à l'horizon 2030 se rapportant aux questions de développement de l'économie numérique.* | | |
| **Produits** | | **Points clés** |
| Au niveau régional, les bureaux régionaux de l'UIT ont continué de jouer un rôle important en matière de mise en œuvre et de suivi. Entre 2023 et 2024, **six Forums régionaux sur le développement de l'UIT ont réuni plus de 1 500 parties prenantes du monde entier**, offrant à ces dernières un cadre propice pour discuter de la mise en œuvre des initiatives régionales de l'UIT-D adoptées par la CMDT-22 et de toutes les réalisations du Plan d'Action de Kigali. Des représentants du système des Nations Unies, notamment des commissions régionales, des banques de développement, le secteur privé, des États Membres et des établissements universitaires ont participé à ces réunions. Au cours des Forums régionaux sur le développement, des tables rondes de mise en relation ont été organisées. Ces dernières visaient à apparier les engagements avec les priorités des pays et des régions, et sécuriser des contributions qui sont aujourd'hui en cours de mise en œuvre. Sur la base de ces contributions, les bureaux régionaux assurent le suivi de l'appui pendant la mise en œuvre.  **Bureau régional de l'UIT pour l'Afrique**  **Le Bureau régional pour l'Afrique a œuvré à la mise en œuvre de diverses initiatives et de divers projets dans la région en fournissant un appui aux États Membres dans le cadre de plusieurs activités visant à favoriser la transformation numérique, accélérer le passage à l'économie numérique, améliorer les interventions en cas d'incidents relatifs à la cybersécurité et promouvoir l'inclusion numérique et une connectivité efficace, conformément aux quatre initiatives régionales énoncées dans le Plan d'action de Kigali. Les principales activités et réalisations selon chaque initiative régionale sont les suivantes:**  • **La mobilisation des États Membres, du secteur privé, des établissements universitaires, des organisations régionales et des partenaires en faveur de la mise en œuvre du Plan d'action de Kigali a été renforcée, les progrès accomplis et les réussites nationales ont été présentés au cours des échanges: le Forum régional sur le développement pour l'Afrique (RDF-AFR)** de 2023 s'est tenu à Addis-Abeba (Éthiopie) du 3 au 5 octobre 2023 sur le thème "La transformation numérique au service d'un avenir numérique durable et équitable: accélérer la réalisation des ODD en Afrique grâce à la transformation numérique". Le Forum a réuni près de 300 participants, attiré 27 contributions et abouti à 20 nouveaux engagements en faveur de l'initiative Partner2Connect pour l'Afrique, qui a ainsi atteint le jalon du 800ème engagement.  • **La collaboration stratégique avec les organismes des Nations Unies a été renforcée**: en tant que signataires du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, un nombre croissant de pays du Bureau régional de l'UIT pour l'Afrique ont contribué à renforcer la collaboration au sein des équipes de pays des Nations Unies, dans le cadre de l'initiative Unité d'action des Nations Unies. L'UIT est par ailleurs signataire des nouveaux plans-cadres de coopération au Cabo Verde, au Malawi, à Maurice et aux Seychelles, et a pris des mesures pour le devenir également dans d'autres pays. En janvier 2024, l'UIT et le Bureau de la coordination des activités de développement ont diffusé un aperçu des défis et des perspectives que représente la transformation numérique dans la région Afrique afin d'aider les coordonnateurs résidents des Nations Unies du continent à acquérir une bonne compréhension de la transformation numérique dans le cadre de leurs pays.  • **Les priorités régionales ont été ciblées**: le BDT a fourni une assistance technique et mené des activités de renforcement des capacités pour favoriser le processus de transformation numérique et une connectivité efficace, tant au niveau national que régional, conformément aux initiatives régionales pour la région Afrique.  **AFR 1: Appuyer la transformation numérique pour permettre une transition rapide vers une économie numérique tout en accélérant l'innovation en Afrique**  • En collaboration avec les bureaux du Coordonnateur résident des Nations Unies, le BDT a fourni une assistance technique au Libéria et à Cabo Verde dans le cadre de l'initiative Villages intelligents et îles intelligentes afin de faire progresser l'objectif de transformation numérique pour tous.  • Pour soutenir la transformation numérique dans la région, dans le cadre de l'initiative GovStack, des formations approfondies ont été organisées avec des pays, notamment en Gambie et au Lesotho, afin de fournir des informations sur l'approche faisant intervenir toutes les entités publiques pour une fourniture efficace des services publics numériques.  • Dans le cadre de l'économie circulaire et de la réduction de l'empreinte environnementale de la transformation numérique en matière de déchets d'équipements électriques et électroniques, le BDT a apporté en collaboration avec différents partenaires un appui à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies de gestion des déchets électroniques en faveur de l'économie circulaire dans des États Membres, dont le Botswana, le Malawi, le Niger, l'Ouganda, le Rwanda et la Zambie.  **AFR2: Mise en œuvre et expansion des infrastructures à large bande, de la connectivité et des technologies émergentes**  • Dans le cadre du projet PRIDA, 42 pays ont bénéficié d'un renforcement des capacités et d'une assistance technique dans le domaine de la gestion du spectre et des technologies émergentes. Des données ont été collectées dans les 11 pays bénéficiaires du projet "Analyse comparative des TIC en Afrique centrale", à savoir l'Angola, le Burundi, le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, le Rwanda, Sao Tomé‑et‑Principe et le Tchad. Ces données permettront d'éclairer les recommandations et d'adapter les programmes de renforcement des capacités aux besoins et aux priorités des pays.  • Une évaluation du marché sur l'accessibilité financière des TIC a été entreprise en Zambie dans l'objectif de garantir une concurrence efficace et des tarifs transparents, fondés sur les coûts et non discriminatoires.  • Dans le cadre du projet conjoint de transformation numérique entre le Gouvernement ougandais et l'UIT financé par le Fonds d'assistance pour la coopération Sud-Sud, le BDT a fourni des directives de politique générale sur la connectivité du dernier kilomètre, les applications des mégadonnées et la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques. Ces actions contribuent en outre à l'élaboration d'un environnement réglementaire favorable au large bande et à l'élaboration d'une stratégie 5G, entre autres sujets d'étude. Des activités de renforcement des capacités et des formations aboutissant à une certification sont mises en œuvre dans les domaines couverts par les directives.  **AFR3: Renforcer la confiance, la sûreté et la sécurité dans l'utilisation des télécommunications/technologies de l'information et de la communication et la protection des données personnelles**  • La cybersécurité étant une responsabilité partagée, le BDT a aidé le Tchad et le Rwanda à élaborer une stratégie nationale globale de cybersécurité fonctionnelle garantissant un monde numérique sûr, sécurisé et résilient. Cette stratégie sera mise en œuvre et exécutée dans une approche multi-parties prenantes.  • Afin d'améliorer les interventions en cas d'incidents de cybersécurité et de cyberattaques aux niveaux national et régional, l'UIT a procédé, en plus du cyberexercice régional pour la région Afrique, à une évaluation de la maturité de l'équipe CIRT du Zimbabwe et à une évaluation de l'état de préparation de l'équipe CIRT du Lesotho.  • Des activités de renforcement des compétences et des formations sur les technologies numériques émergentes et les lois sur le cyberespace ont été organisées à l'intention de la communauté juridique et judiciaire du Malawi.  **AFR4: Promouvoir les technologies émergentes et les écosystèmes d'innovation**  • Un profil d'innovation numérique a été réalisé pour le Zimbabwe. Les résultats contribueront au renforcement de l'écosystème de l'innovation numérique dans le pays. D'autres profils d'innovation sont en cours ou seront entrepris dans la région en 2024.  • Le Réseau des centres d'accélération, mis en place pour libérer le potentiel d'innovation en faveur d'une transformation numérique durable, vise à stimuler la transformation numérique grâce à une approche écosystémique originale et à renforcer les compétences pour stimuler l'innovation, l'entrepreneuriat et le passage au numérique. Sur les 17 centres mis en place, 6 sont situés en Afrique: Gabon, Kenya, Malawi, Sénégal, Tanzanie et Zimbabwe.  • Le nouveau projet "Construire les bases de VaMoz Digital!" au Mozambique a été lancé fin 2023 avec le soutien de la délégation de l'UE du pays. D'une durée de 3,5 ans, le projet vise à contribuer à la réalisation d'une transformation numérique centrée sur l'humain en faveur du développement durable et de la croissance inclusive grâce à des interventions stratégiques et réglementaires, des écosystèmes renforcés favorisant l'innovation numérique, l'inclusion numérique et le renforcement des capacités.  • Le nouveau projet "Des compétences numériques pour l'inclusion numérique des jeunes filles et des jeunes en Afrique", soutenu par Qualcomm, développe de nouveaux contenus techniques qui alimenteront diverses plates-formes de formation, dont la section de l'Académie de l'UIT consacrée aux interventions du programme "Girls Can Code" pour les jeunes et la région Afrique.  – Le BDT a par ailleurs poursuivi sa collaboration étroite avec les organisations régionales, notamment l'Union africaine des télécommunications, la Commission de l'Union africaine, le Secrétariat de Smart Africa, les communautés économiques régionales et les associations régionales de régulateurs, dans le cadre de diverses initiatives, dont la collaboration avec la Commission de l'Union africaine et les organismes des Nations Unies pour élaborer le Plan d'action pour l'Afrique de l'initiative "Alertes précoces pour tous" afin d'orienter la mise en œuvre de l'initiative au niveau national, et l'élaboration du modèle de plan national pour les télécommunications d'urgence pour la région de la SADC en vue de mettre en place des liaisons de télécommunication efficaces pour les interventions et la coordination en cas de catastrophe qui puissent être adaptées et adoptées par d'autres régions.  • La Coalition d'opportunités et de thèmes sur le continent dédiée à l'innovation, à la transformation numérique, à la jeunesse et à la transformation de l'éducation, a été redynamisée afin de mieux répondre aux besoins des États Membres grâce à des actions conjointes qui rassemblent les compétences des organismes de manière coordonnée.  • Le BDT a participé à la préparation de la Conférence mondiale des radiocommunications (CMR-23), aux réunions préparatoires de l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications (AMNT-24) et à la première réunion préparatoire de la CMDT-25, en coordination avec l'Union africaine des télécommunications et les États Membres de l'UIT.  **Bureau régional de l'UIT pour les Amériques**  **Le Bureau régional pour les Amériques a activement soutenu les États Membres en mettant en œuvre divers projets et initiatives dans toute la région en vue de déployer l'infrastructure des TIC, renforcer l'inclusion numérique et l'innovation, accélérer la transformation numérique et élaborer une réglementation dans le domaine du numérique, conformément aux quatre initiatives régionales énoncées dans le Plan d'action de Kigali. Les principales activités et réalisations selon chaque initiative régionale sont les suivantes:**  **AMS1: Déploiement d'infrastructures de télécommunication/technologies de l'information et de la communication modernes, résilientes, sécurisées et durables**  • Le Bureau de la normalisation a participé au séminaire sur les réseaux ouverts organisé par Anatel et l'ambassade du Japon au Brésil le 9 août 2023 Le Directeur a participé à la séance intitulée "Réseaux ouverts: désagrégation et virtualisation des réseaux" et fait une intervention sur l'approche de l'UIT et l'expérience des opérateurs de réseau mobile. Plusieurs réunions bilatérales ont eu lieu.  • Le Bureau des radiocommunications a activement participé à la Conférence sur la gestion du spectre en Amérique latine, qui s'est tenue à Brasilia (Brésil) les 20 et 21 février 2024. Cette conférence, accueillie par Anatel, a permis aux principales parties prenantes de débattre des résultats de la CMR-23.  • L'UIT, l'UNICEF et l'Organisation des États des Caraïbes orientales ont collaboré dans des domaines d'intérêt commun, y compris la connectivité des écoles et l'initiative Giga dans la région des Caraïbes orientales, à travers l'élaboration d'une politique et d'un cadre stratégique pour la protection en ligne des enfants, une étude pilote dans des communautés rurales de la Barbade (qui comprenait la fourniture d'équipements informatiques et une formation) et la présentation aux États membres de l'OECO de l'appui de Giga à la mise à niveau du large bande. À la Barbade, le large bande a été amélioré dans 27 écoles pilotes, et plus de 18 057 élèves et 1 382 enseignants dans tout le pays en ont bénéficié. Le BDT et le BR ont organisé conjointement le Séminaire sur les radiocommunications pour la région Amériques qui s'est tenu en mai 2023 à La Havane (Cuba). Ce séminaire a réuni de manière hybride près de 100 personnes, dont des délégués des 13 États Membres de l'UIT de la région et de représentants du secteur privé et des organisations internationales.  • Des ateliers sur les télécommunications d'urgence ont été organisés à la Barbade, à Antigua-et-Barbuda et au Guatemala. Le BDT travaille actuellement à l'élaboration d'un plan national pour les télécommunications d'urgence pour le Paraguay.  **AMS2: Amélioration et intensification des programmes de maîtrise des outils et compétences numériques et d'inclusion numérique, en particulier pour les populations vulnérables**  • Des projets portant sur le développement des compétences numériques des personnes vulnérables ont été mis en œuvre. En partenariat avec META, le projet "Americas Girls Can Code" a renforcé les compétences de plus de 2 300 filles et fourni un appui stratégique en matière d'élaboration de politiques d'égalité hommes-femmes à l'Argentine, au Brésil, à l'Équateur et au Mexique.  • En partenariat avec la Fondation Gran Chaco, plus de 340 jeunes et femmes issus de communautés autochtones en Argentine, en Bolivie et au Paraguay ont bénéficié d'activités de formation aux compétences numériques dans le cadre du projet "Inclusion numérique des jeunes").  • Le BDT-UIT a signé un accord avec Huawei pour appuyer la mise en œuvre des initiatives régionales de la région Amériques grâce à un financement de 150 000 USD pour la mise en œuvre de projets.  • Un projet de renforcement des capacités a été signé avec ICE, le fournisseur public d'électricité et de services de télécommunication du Costa Rica.  • Des pays de la région ont appuyé les célébrations de la "Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC". En 2023, l'initiative a connu une augmentation significative de la participation des jeunes filles issues de milieux divers, reflétant l'intérêt croissant et la sensibilisation des jeunes femmes pour les carrières liées aux TIC. L'initiative a permis aux jeunes filles de s'inscrire dans un programme de mentorat avec des femmes influentes dans le secteur des TIC.  **AMS3: Appui efficace à la transformation numérique et aux écosystèmes de l'innovation dans le cadre de projets de connectivité modulables, financés et durables**  • Le programme "Responsables des réseaux TIC dans les communautés autochtones et rurales" d'Amérique latine pour la période 2023-2024 a été élaboré.  • Le BDT-UIT a activement participé au Congrès latino-américain sur la transformation numérique organisé par ASIET et GSMA, qui s'est tenu du 31 mai au 1er juin 2023, en présentant ses connaissances et l'expérience qu'elle a acquise dans les domaines de l'accessibilité des TIC, l'inclusion numérique et la mise en place d'environnements réglementaires favorables dans la région.  • Le Plan-cadre de coopération du Brésil a été signé.  • En collaboration avec d'autres institutions, fonds et programmes des Nations Unies, le BDT a présenté des projets en Colombie et en El Salvador pour financement dans le cadre de l'enveloppe du Fonds commun pour les ODD dédiée aux projets numériques. En Colombie, la proposition conjointe entre l'OIT, l'UIT, le PNUD et le FNUAP a reçu la totalité des fonds demandés, et en El Salvador, la proposition conjointe entre l'UIT, le FNUAP, l'UNICEF et l'OMS a reçu un financement initial de 250 000 USD. L'UIT, la FAO et l'UE ont signé le projet "Merian" sur l'agriculture 5.0 pour El Salvador. Le budget total du projet s'élève à 5,2 millions EUR et l'UIT mettra en œuvre des activités à hauteur de 1,09 million EUR.  **AMS4: Mise en place d'environnements politiques et réglementaires propices pour connecter les personnes qui ne le sont pas encore grâce à des télécommunications/technologies de l'information et de la communication accessibles et abordables qui favorisent la réalisation des Objectifs de développement durable et le passage à une économie numérique**  • Une formation sur l'inclusion financière numérique et les services financiers numériques a été dispensée en République dominicaine.  • Le **Forum régional sur le développement pour les Amériques (RDF-AMS)** a été organisé par le BDT-UIT et accueilli par le Gouvernement d'El Salvador. Le Forum s'est tenu du 16 au 18 août 2023 à San Salvador en parallèle au colloque conjoint de l'ITEC et de l'UIT sur les nouvelles technologies et l'Internet. 27 contributions ont été reçues et ont alimenté la plate-forme de soumission des engagements au titre de l'initiative Partner2Connect. Lors du RDF, 147 contributions au titre de l'initiative, d'une valeur de 9,86 milliards USD, ont été annoncées sur la base des engagements pris par 91 entités de 39 pays, dont certains sont déjà mis en œuvre dans la région Amériques en vue d'une connectivité efficace et de la transformation numérique. Le Forum a accueilli 268 participants provenant de 22 États Membres.  • Au cours de la réunion du Comité consultatif permanent I de la CITEL (PCC. I), le BDT-UIT a fourni un appui régional sur l'approche novatrice du bac à sable réglementaire et a organisé un atelier à l'intention des pays participants.  **Bureau régional de l'UIT pour les États arabes**  Le Bureau régional pour les États arabes a été l'initiateur de divers projets et initiatives dans toute la région, visant à accélérer la transformation numérique et à promouvoir une économie numérique durable. Les actions menées s'inscrivent dans le droit fil des cinq initiatives régionales définies dans le Plan d'action de Kigali, axées sur le renforcement des économies numériques, la cybersécurité, le développement des villes intelligentes, la promotion de l'innovation et la formulation de cadres réglementaires pour le numérique. Les principales activités et réalisations au titre des initiatives régionales, qui témoignent de la volonté de l'UIT de faire progresser les télécommunications et la technologie dans la région des États arabes, sont les suivantes.  **ARB1: Initiative régionale 1: Parvenir à une économie numérique durable grâce à la transformation numérique**  • Le BDT a organisé le GSR-23 qui portait cette année sur le thème "La réglementation au service d'un avenir numérique durable". Accueilli par l'Égypte, le colloque a démontré la volonté du pays de stimuler les échanges sur les télécommunications internationales.  • Oman a achevé son profil d'innovation numérique, une étape importante vers la compréhension et l'amélioration de son environnement numérique.  • La Tunisie a soutenu l'innovation et l'esprit d'entreprise au moyen de missions "d'atterrissage en douceur", qui ont mis en avant le potentiel des startups émergentes et favorisé la collaboration transfrontière dans la région des États arabes.  • Le BDT a renforcé les capacités de la Jordanie pour accélérer la transformation numérique et le développement socio‑économique durable dans le secteur de la santé en élaborant, en collaboration avec l'OMS, une stratégie nationale de santé numérique.  • Une étude d'évaluation sur l'environnement favorable à l'écosystème des technologies immersives en Jordanie, élaboré en partenariat avec la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), a également visé à renforcer les capacités du pays pour la transformation numérique et le développement socio-économique.  • La collaboration et les partenariats dans le domaine des solutions innovantes en matière de cyberagriculture ont par ailleurs été renforcés lors du forum conjoint entre l'UIT et la FAO sur les solutions de cyberagriculture qui s'est tenu à Amman (Jordanie) du 10 au 12 juillet 2023.  • Le Réseau des femmes a lancé sa stratégie et son plan d'action 2024. Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action, trois ateliers ont été organisés en collaboration avec Ogéro-Liban avec pour objectif de renforcer l'esprit d'initiative des femmes et les compétences de ces dernières en matière de communication et d'exercice de l'autorité dans la région des États arabes.  • Une formation à suivre à son rythme intitulée "Au-delà des villes intelligentes" est désormais disponible en arabe sur la plate‑forme de l'Académie de l'UIT. Elle vise à promouvoir l'accessibilité numérique pour les personnes ayant des besoins particuliers.  • La troisième édition du rapport "États arabes accessibles", qui a été publiée en novembre 2023, a permis de sensibiliser les membres à l'accessibilité des TIC. Ce nouveau rapport a également renforcé la volonté politique en faveur des politiques nationales dans des pays comme le Maroc et la Palestine, tout en renforçant les partenariats avec la CESAO.  • L'organisation de la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC a permis de renforcer les partenariats avec des États Membres tels que l'Égypte, la Mauritanie, la Somalie et l'État de Palestine. Ces efforts ont également favorisé la collaboration entre les parties prenantes, y compris le Réseau des femmes, afin de renforcer le nombre de femmes à des postes clés dans le secteur des TIC.  • La participation des jeunes aux activités de l'UIT-D et aux mécanismes d'élaboration des politiques a enregistré une augmentation grâce aux possibilités offertes aux 25 représentants des groupes pour la jeunesse de l'initiative Generation Connect dans 8 pays. Ces jeunes représentants contribuent activement à façonner le paysage numérique de demain dans la région.  • L'appel à candidatures pour la fonction de représentant de groupe pour la jeunesse de l'initiative Génération Connect a recueilli 52 candidatures de 11 états arabes. Ces dernières ont été examinées et 36 nouveaux représentants ont été sélectionnés dans 10 États arabes.  **ARB2: Renforcer la confiance, la sécurité et la confidentialité dans les télécommunications/TIC**  • En collaboration avec le Conseil des Émirats arabes unis sur la cybersécurité, le BDT a appuyé l'organisation du cyberexercice mondial de l'UIT à Dubaï du 23 au 25 avril.  • Pour encourager la mise en œuvre efficace des priorités du BDT-UIT en matière de cybersécurité et des initiatives régionales pour les États arabes, l'UIT a collaboré avec le Conseil des Émirats arabes unis sur la cybersécurité à la réalisation d'un exercice de simulation d'incident de cybersécurité. Ces séances de renforcement des capacités ont eu lieu à Dubaï (Émirats arabes unis), le 18 janvier 2024, avec la participation active de 25 experts.  • En collaboration avec le Conseil des Émirats arabes unis sur la cybersécurité et le Centre régional arabe pour la cybersécurité à Oman, la Semaine régionale de la cybersécurité 2023 a été organisée du 9 au 12 octobre 2023. Elle était axée cette année sur l'innovation en matière de cybersécurité et de développement industriel. La manifestation a rassemblé plus de 100 experts et intervenants de 70 pays et de 10 organisations internationales.  • En collaboration avec le Centre national pour la cybersécurité du Royaume de Bahreïn, un atelier régional sur la gestion de la cybersécurité a été organisé. L'objectif principal de cet atelier était de présenter les différents rôles et responsabilités impliqués dans la gestion des crises en cas de cyberattaque.  • En outre, un appui technique a été fourni au Centre national pour la cybersécurité du Royaume de Bahreïn dans le cadre d'un atelier sur l'Indice mondial de cybersécurité.  • En collaboration avec la CESAO, l'[Organisation arabe des technologies de l'information et de la communication](http://www.aicto.org/) et l'[Internet Society](https://www.internetsociety.org/regions/middle-east/), un atelier sur l'instauration de la confiance dans les services publics numériques a été organisé afin de présenter des stratégies concrètes pour améliorer la cybersécurité.  • Des cyberexercices et des formations techniques ont été organisés afin de renforcer la culture de la cybersécurité dans les États arabes.  • Des ateliers et des formations sur la réglementation numérique et la cybersécurité ont été organisés dans le cadre de la collaboration active entre le Royaume d'Arabie saoudite et le BDT-UIT en matière de cybersécurité, renforçant le rôle du pays dans le paysage mondial des télécommunications.  • Le Maroc a bénéficié d'un appui dans le cadre du programme mondial de protection en ligne des enfants. Des ateliers de renforcement des capacités et de sensibilisation ont été organisés à Rabat du 18 au 20 décembre 2023 afin de mieux faire connaître la protection en ligne des enfants à un public composé de fonctionnaires, de professionnels des TIC et de membres de la société civile. Ils ont été l'occasion d'échanges interactifs sur les défis et les bonnes pratiques dans le domaine et ont démontré la mobilisation collective sur cette question importante.  • Parallèlement, des discussions sont en cours pour aider le Liban à élaborer sa stratégie nationale de protection en ligne des enfants.  • En 2023, le BDT a organisé et tenu, conjointement avec le Conseil de la cybersécurité des Émirats arabes unis, des cyberexercices de renforcement des capacités auxquels ont participé un nombre record de pays. Cinq certificats du livre Guinness des records ont été décernés. En 2024, le premier cyberexercice mondial, qui s'est tenu à Dubaï, a enregistré une participation record de plus de 104 pays avec des représentants de ministères et du secteur privé, des régulateurs et d'autres parties prenantes. Les exercices ont eu un grand succès. Un nouveau record du monde a été enregistré dans le livre Guinness des records.  **ARB3: Développer l'infrastructure numérique au service des villes et des communautés intelligentes**  • En janvier 2024, la collaboration entre le BDT et NTRA Egypt a abouti à la signature d'un projet axé sur les villes et les communautés intelligentes et durables. L'objectif de cette initiative est de faire progresser le développement de l'infrastructure de télécommunication pour les villes et les communautés intelligentes et durables, parallèlement à l'élaboration d'un cadre réglementaire et d'octroi de licences adapté aux villes et aux communautés intelligentes en Égypte.  • Une collaboration avec l'OMS a permis d'élaborer une stratégie nationale de santé numérique pour la Jordanie et de mettre en avant l'engagement du pays à intégrer les technologies numériques dans les systèmes de soins de santé.  • Les actions prises par Oman en faveur de la collaboration avec le BDT dans le domaine des villes intelligentes démontrent l'accent mis par le Sultanat sur l'exploitation de la technologie pour favoriser le développement urbain durable.  • En collaboration avec la Commission jordanienne de régulation des télécommunications, une formation mixte des formateurs sur le programme de formation à la qualité de service et le programme de formation à la gestion du spectre a eu lieu du 22 au 26 octobre, en ligne sur la plate-forme de l'Académie de l'UIT, et en présence à Amman (Jordanie).  **ARB4: Renforcer les capacités et encourager l'innovation, l'entrepreneuriat et l'anticipation dans le domaine du numérique**  • Oman a achevé son profil d'innovation numérique, ce qui constitue une étape importante vers la compréhension et l'amélioration de son environnement numérique. Le BDT a fourni un appui au pays.  • En Tunisie, nous avons soutenu l'innovation et l'esprit d'entreprise au moyen de missions "d'atterrissage en douceur", qui ont mis en avant le potentiel des startups émergentes et favorisé la collaboration transfrontière dans la région des États arabes.  • Le Réseau arabe de l'innovation et de l'entrepreneuriat a mis en place des programmes d'"atterrissage en douceur" en Algérie, en Égypte et en Tunisie, favorisant ainsi la connaissance du marché et la mise en relation des startups prometteuses.  • Renforcement du partenariat et de la collaboration entre l'ONU et le Gouvernement égyptien grâce à la conceptualisation de quatre idées de projets innovants sur l'énergie, l'alimentation, l'eau et les transports utilisant les technologies numériques dans le cadre de l'atelier national d'idéation qui s'est tenu les 26 et 27 novembre 2023 au Caire (Égypte).  • En Tunisie, quelque 200 employés du secteur public ont reçu une formation sur un éventail de compétences numériques à travers l'Académie de l'UIT dans le cadre d'un projet conjoint avec GIZ.  • Au Liban, avec l'appui considérable et la participation active d'OGERO, l'accent a été mis sur la protection en ligne des enfants, témoignant ainsi de la volonté de créer un environnement en ligne plus sûr pour la jeune génération.  **ARB5: Élaborer des moyens pour réglementer le numérique**  • En collaboration avec l'Arabie saoudite, l'appui pour les projets de télécommunication/TIC a mis l'accent sur la formation et la transformation numérique et a contribué aux efforts de renforcement des capacités de la région en marge du **Forum régional sur le développement**.  • Bahreïn a accueilli le **Forum régional sur le développement pour les États arabes (RDF-ARB)** sur le thème de l'accélération du développement numérique. La manifestation a démontré le rôle de chef de file du pays dans la transformation numérique.  • L'UIT a organisé des ateliers et des séances de formation sur la réglementation numérique dans plusieurs pays, notamment des débats sur l'outil de suivi réglementaire et les critères de références pour la réglementation de cinquième génération, afin de mieux faire connaître l'importance de la réglementation numérique et d'encourager la mise en place de cette dernière.  • Le projet de services consultatifs de l'Arabie saoudite, que nous gérons, était axé sur les services de radiocommunication spatiale et les stratégies de transformation numérique, marquant ainsi des progrès importants dans la mise en place de moyens de réglementation numérique dans la région des États arabes.  • Avec l'appui du Bureau régional, le Qatar a poursuivi ses travaux sur la réglementation numérique et accueillera la PP-26, témoignant ainsi de son attachement au dialogue mondial et à l'innovation.  **Bureau régional de l'UIT pour l'Asie et le Pacifique**  **Le Bureau régional pour l'Asie-Pacifique a collaboré activement à la mise en œuvre de plusieurs projets et activités dans l'ensemble de la région, principalement en fournissant un appui aux États Membres dans le cadre de partenariats multipartites visant à accélérer la transformation numérique et le passage à l'économie numérique, à renforcer les compétences numériques et à favoriser la coopération en vue d'améliorer la connectivité conformément aux initiatives régionales énoncées dans le Plan d'action de Kigali. Les principales activités et réalisations sont les suivantes:**  • En 2023, le BDT a continué de travailler étroitement avec les équipes de pays des Nations Unies de la région Asie-Pacifique ainsi que le Bureau de la coordination des activités de développement (BCAD), et de prendre part à des initiatives en faveur du passage au numérique. Cela a permis de renforcer les volets consacrés à la transformation numérique au sein des [plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable dans le Pacifique](https://pacific.un.org/sites/default/files/2023-06/9669_UNSDF_pacific_A4_01.05.23_WEB_version_LR_3.pdf), dont l'UIT est signataire. L'UIT continue de mettre en œuvre les programmes conjoints suivants dans le Pacifique: "Accélérer la réalisation des ODD grâce à la transformation numérique afin de renforcer la résilience des communautés en Micronésie" et "Promouvoir la réalisation des ODD en améliorant les moyens d'existence et la résilience, grâce à la diversification économique et à la transformation numérique". Ces initiatives conjointes ont contribué à l'octroi de financement dans le cadre de l'enveloppe du Fonds commun pour les ODD dédiée aux projets numériques. Les volets de la transformation numérique ont été renforcés dans le [Plan-cadre de coopération de la Thaïlande pour la période 2022-2026](https://thailand.un.org/en/166885-united-nations-sustainable-development-cooperation-framework-unsdcf-2022%E2%80%932026), dont l'UIT est signataire. L'UIT continue de contribuer à la mise en œuvre de la réalisation 2 qui porte sur le capital humain, le renforcement des institutions, les partenariats et l'autonomisation de la population. Dans ce cadre, des actions telles que la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC, l'évaluation des compétences numériques des migrants en Thaïlande et une collaboration stratégique pour la mise en œuvre d'un programme de santé sur mobile sur le vieillissement ont été menées conjointement avec des organismes des Nations Unies.  • L'UIT fait partie du nouveau partenariat multi-parties prenantes visant à promouvoir les compétences numériques, la sécurité numérique, la culture numérique et l'éthique numérique en Indonésie. Le partenariat comprend l'UNESCO, la FAO, ITC, le PNUD, l'UNICEF, l'ONUDI, l'OMS, RCO, le Gouvernement de l'Indonésie, le Réseau universitaire national d'Indonésie et l'APDI et vise à créer des synergies en faveur de résultats concrets.  • Lors du **Forum régional sur le développement pour l'Asie-Pacifique (RDF-ASP)**, qui s'est tenu en Thaïlande en septembre 2023, vingt pays et organisations partenaires de toute la région se sont réunis pour discuter des initiatives régionales pour la région Asie-Pacifique, du Plan d'action de Kigali, ainsi que des besoins de la région et des pays candidats en matière de projets à mettre en œuvre. Le forum a permis de sensibiliser davantage les États Membres de la région Asie-Pacifique et de renforcer la coopération et la collaboration avec le BCAD, l'équipe de pays des Nations Unies et des organismes comme le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) et l'OMM. Davantage de fonds ont été mobilisés, notamment dans le cadre des tables rondes de mise en relation au titre de l'initiative Partner2Connect: 11 nouveaux engagements Partner2Connect ont été annoncés, et plusieurs déclarations communes ont été signées, notamment avec Huawei, Indosat et IICF, permettant de mobiliser davantage de ressources et de compétences pour la mise en œuvre des initiatives régionales.  • Le BDT a mené des actions de sensibilisation et obtenu des engagements formels en faveur de l'accélération de la transformation numérique lors du premier Dialogue ministériel sur le numérique dans le secteur des TIC pour le Pacifique qui s'est tenu le 28 août 2023 en Papouasie-Nouvelle-Guinée. La [Déclaration de Lagatoi](https://wanpasifik.org/lagatoi-declaration/), adoptée au cours de la réunion, appelle l'UIT et les autres partenaires de développement à renforcer leur présence régionale dans le Pacifique. À la suite de la réunion ministérielle, un projet de deux ans, financé par le Ministère australien de l'infrastructure, des transports, du développement régional, des communications et des arts et par l'UIT, a été lancé par l'UIT en 2024. Il vise à réaliser une étude de faisabilité pour à répondre aux besoins particuliers en matière de développement des télécommunications/TIC dans les petits États insulaires en développement du Pacifique.  • Le BDT a également continué à collaborer étroitement avec la Télécommunauté de l'Asie et du Pacifique (TAP) afin de renforcer les capacités et la mise en cohérence stratégique des activités. Le BDT a contribué à l'organisation des manifestations de premier plan de la TAP et de l'UIT, dont le Colloque de la TAP sur la connectivité inclusive et le **RDF-ASP**, et a renforcé la participation des États Membres à ces dernières, en coordonnant les experts et en octroyant des bourses aux participants.  • La présence régionale de l'UIT a par ailleurs été consolidée avec l'inauguration du Bureau de zone et du Centre d'innovation de l'UIT pour l'Asie du Sud à New Delhi (Inde) en mars 2023. Le nouveau bureau de zone a déjà commencé à produire des résultats tangibles, dont l'amélioration des compétences techniques d'experts provenant de 10 pays dans le cadre d'une formation sur la mise en œuvre de l'outil GovStack et sur l'approche faisant intervenir toutes les entités publiques. En outre, le Bureau a renforcé les capacités de 20 experts du Ministère indien des communications dans le cadre d'une formation sur SMS4DC, axée sur la gestion du spectre et l'utilisation efficace des outils.  • Dans le domaine de l'innovation, les activités menées par le BDT ont permis de renforcer les capacités des États Membres. Le succès du Forum régional de l'innovation, de l'Atelier sur la santé numérique et de la manifestation intitulée "Innovation et esprit d'entreprise au service des ODD" en est la preuve. Ces activités sont destinées aux pouvoirs publics, aux acteurs du secteur, aux établissements universitaires et aux entrepreneurs, et visent à les faire avancer de façon significative dans leur parcours d'innovation.  • Au cours de la période considérée, le BDT a signé huit accords d'un montant de plus de 3,1 millions USD pour de nouveaux projets extrabudgétaires et des contributions volontaires pour la région Asie-Pacifique. Ils constituent un résultat concret de l'assistance technique, de l'analyse et du renforcement des capacités du BDT.  • L'UIT a poursuivi son partenariat de longue date avec le Ministère chinois de l'industrie et des technologies de l'information en organisant avec ce dernier une manifestation annuelle de haut niveau. En 2023, la manifestation avait pour thème "**Bâtir un avenir numérique pour tous**".  • Le BDT a mis en place une coopération avec le [Centre d'étude et d'analyse sur les pays en développement sans littoral](https://land-locked.org/) et organisé avec ce dernier une manifestation axée sur les défis communs auxquels sont confrontés les pays en développement sans littoral d'Asie-Pacifique et de la région de la CEI pour élaborer des politiques efficaces dans un secteur numérique en constante expansion. Le Centre a demandé à devenir membre de Secteur de l'UIT-D en 2024.  • En collaboration avec d'autres organismes et partenaires, le BDT a organisé huit manifestations dans le cadre de la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC dans de nombreux pays, dont les Fidji, l'Indonésie, Kiribati, Micronésie, Nauru, le Pakistan, les Philippines, la Thaïlande, le Timor-Leste, les Tonga, et dans les pays membres de l'ASEAN, avec l'objectif de contribuer à la mise en œuvre de programmes de formation aux compétences numériques et d'autres activités connexes en faveur des filles et des jeunes femmes de la région. Ces manifestations ont attiré plus de 2 200 participants, dont des filles, des jeunes femmes et des enseignants, qui ont pris part à 63 programmes de formation aux compétences numériques et à des activités s'y rapportant dans le cadre de la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC, qui s'est déroulée du 27 avril au 17 novembre 2023. Ces activités ont demandé des échanges avec les responsables des questions de genre dans les 11 pays de la région susmentionnés et ont été réalisées grâce à la collaboration de plus de 100 partenaires issus des secteurs public et privé, d'organismes des Nations Unies, d'universités et d'organisations de la société civile.  **Bureau régional de l'UIT pour la Communauté des États indépendants**  **Le Bureau régional pour la Communauté des États indépendants a participé activement à la mise en œuvre de projets et d'initiatives dans toute la région, principalement en aidant les États Membres à mieux faire connaître les technologies 5G et leur déploiement, à améliorer la réglementation numérique et les données relatives aux TIC, à réagir aux incidents de cybersécurité et à accélérer le processus de transformation numérique conformément aux initiatives régionales énoncées dans le Plan d'action de Kigali.**  Les priorités régionales sont prises en compte dans le cadre de l'assistance technique, du renforcement des capacités et de l'échange des connaissances dans la région, de concert avec les initiatives régionales CIS 1 sur les réseaux et l'infrastructure, CIS 2 sur la cybersécurité, CIS 3 sur les mesures politiques et réglementaires propres à soutenir la transformation numérique, CIS 4 sur les compétences numériques pour tous, y compris les personnes handicapées, et CIS 5 sur les villes intelligentes. À ces initiatives s'ajoutent les programmes et initiatives mondiaux tels que la protection en ligne des enfants, GovStack, Connect2Recover, l'Alliance pour l'innovation et l'entrepreneuriat au service du développement du numérique et Generation Connect. Les principales activités sont les suivantes:  • Concernant l'infrastructure numérique, plus de 700 représentants du secteur public de l'Arménie, du Tadjikistan et du Turkménistan ont été formés aux technologies de la 5G et au déploiement de ces dernières. Au Tadjikistan ainsi que dans quinze autres pays, le BDT a lancé l'initiative "Alertes précoces pour tous". Un nouveau projet sur les réseaux communautaires, lancé conjointement avec l'Union des opérateurs d'Arménie et d'autres partenaires, vise à connecter cinq communautés montagneuses et isolées comptant plus de 1 500 ménages.  • Concernant les compétences numériques et l'accessibilité, plus de 120 étudiants d'université ont été formés à la création et à l'accélération de startups en Arménie, au Kazakhstan et en Russie. Une étude sur les compétences numériques des personnes handicapées a été menée et a permis d'évaluer la situation actuelle et les besoins de formation pour permettre aux personnes handicapées d'utiliser les technologies numériques dans leur vie quotidienne. Les résultats ont été présentés lors de la table ronde régionale tenue en décembre 2023. Une assistance technique a été fournie à trois centres de formation en Arménie, au Bélarus et au Kirghizistan afin d'améliorer les équipements et logiciels utilisés pour la formation des personnes handicapées aux TIC.  • Afin d'appuyer la transformation numérique des États Membres dans le domaine de la réglementation numérique et des données relatives aux TIC, le BDT a aidé l'Azerbaïdjan à rendre ses statistiques nationales et systèmes de données sur les TIC conformes aux normes de l'UIT. Une évaluation des compétences numériques a ensuite été réalisée, au moyen d'une enquête auprès de 34 500 personnes sur l'ensemble du territoire, dont des étudiants et enseignants d'université, des membres du secteur privé et du secteur public. La diffusion du rapport final en 2024 contribuera à l'élaboration d'une approche stratégique globale pour faire progresser la maîtrise des outils et compétences numériques dans l'ensemble du pays.  • Après l'Arménie et le Kazakhstan, une évaluation de la résilience numérique a été menée au Kirghizistan dans le cadre de l'initiative Connect2Recover, en réalisant une analyse des systèmes de données sur les TIC. Le rapport de l'évaluation contenait en outre des recommandations politiques à l'intention des autorités.  • Concernant l'administration publique et les services publics numériques, plus de 60 professionnels se sont réunis dans le cadre du [forum régional sur les services publics numériques](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/CIS/Pages/EVENTS/2024/GovStack.aspx) afin d'examiner les outils et services de l'initiative GovStack et de discuter de la mise en œuvre des services de cybergouvernement, des problèmes rencontrés et des moyens de les résoudre grâce à la collaboration dans le cadre de l'initiative. Il s'agissait du premier grand événement réunissant les membres du mécanisme de coopération régionale de l'initiative GovStack lancé en octobre 2023 conjointement avec le Kazakhstan pour l'Asie centrale et les pays du Caucase.  • Concernant la cybersécurité, une évaluation de l'état de préparation de l'équipe CIRT a été réalisée en Azerbaïdjan. Un projet de création d'une équipe CIRT est en cours au Kirghizistan. Des actions régulières sont entreprises pour renforcer les capacités humaines, grâce à des formations, des cyberexercices et des discussions stratégiques lors de manifestations nationales et régionales.  • La protection en ligne des enfants est un domaine prioritaire. En Arménie, le BDT a financé la formation de plus de 340 enseignants, parents et écoliers, et une campagne de promotion a permis de toucher plus de 23 000 téléspectateurs. Une vaste enquête a été menée auprès de 7 805 écoliers répartis dans l'ensemble du pays pour analyser l'utilisation de l'Internet chez les enfants, recenser les problèmes et évaluer le niveau de connaissance des menaces liées à l'utilisation de l'Internet. Un important débat sur la politique à mener, réunissant une quinzaine d'autorités et d'organismes publics, a abouti à l'élaboration d'un plan national visant à renforcer les politiques existantes relatives à la protection en ligne des enfants.  • En Ouzbékistan, un cours sur la sécurité de l'information a été organisé à l'intention des formateurs. Des formations sur les mesures et les risques en matière de sécurité, ainsi que sur les moyens d'aborder ces aspects en personne avec les enfants ont été organisées à l'intention de 305 formateurs provenant de 14 régions d'Ouzbékistan. De même, au Kirghizistan, le BDT a appuyé la création de cours en langues locales, et mis en place des programmes de formation à l'intention de 86 enseignants en technologie de l'information travaillant dans des écoles et établissement d'enseignement de sept régions et de la capitale du Kirghizistan, ainsi que de 516 enseignants de zones rurales. L'Organisation a en outre lancé une campagne d'information sur les lignes directrices relatives à la protection en ligne des enfants à l'intention de plus de 2 500 parents et enseignants.  • Concernant l'initiative des villes intelligentes, plus de 550 représentants de collectivités locales et régionales au Bélarus ont eu l'occasion d'approfondir leurs connaissances en matière de mise en œuvre de solutions intelligentes, de renforcement des compétences numériques et de facilitation des interactions entre les citoyens, les entreprises et les pouvoirs publics grâce à la technologie.  • La collaboration avec les équipes de pays des Nations Unies, les organismes des Nations Unies et les commissions économiques s'est poursuivie tant au niveau régional qu'au niveau national. L'UIT est membre des équipes de pays des Nations Unies au Bélarus, au Kazakhstan, au Kirghizistan, en Russie et en Ouzbékistan, et appuie le dialogue avec les coordonnateurs résidents des Nations Unies dans d'autres pays de la région. Les projets d'assistance technique et les activités de renforcement des capacités du BDT sont enregistrés sur le portail de données des Nations Unies sur les ODD. L'UIT participe aux exercices de planification et d'établissement de rapports des équipes de pays, et les produits statistiques de l'UIT et les études par pays sont incorporés dans leurs rapports analytiques.  • En collaboration avec le Bureau régional de l'UIT pour l'Europe et la Commission économique pour l'Europe (CEE), le Bureau régional de l'UIT pour les pays de la région de la CEI coordonne les travaux du Groupe sur la transformation numérique pour l'Europe et l'Asie centrale. Au cours des forums régionaux de la CEE sur le développement durable, le groupe a organisé des tables rondes relatives aux ODD 9 et 17.  • Le **Forum régional sur le développement pour la région de la CEI** [(RDF-CIS)](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Regional-Presence/CIS/Pages/EVENTS/2024/RDF.aspx), qui s'est tenu en mars 2024, a permis aux États Membres, aux Membres de Secteur, aux partenaires et aux autres parties prenantes de l'UIT d'échanger sur les priorités des Membres. Le BDT a rendu compte des progrès accomplis à ce jour dans la mise en œuvre des résultats de la [Conférence mondiale de développement des télécommunications de 2022 (CMDT-22)](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Conferences/WTDC/WTDC21/Pages/default.aspx), dont les [initiatives régionales pour la région de la CEI](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/CIS/Pages/WTDC22RIs.aspx). Une partie du Forum a été consacrée aux tables rondes de mise en relation de la [Coalition pour le numérique Partner2Connect](https://www.itu.int/itu-d/sites/partner2connect/fr/), où les membres et les parties prenantes ont exprimé leurs engagements sur la base de contributions ou d'engagements visant à répondre aux besoins prioritaires des pays de la région de la CEI, dans le but de faire progresser le développement numérique et la mise en œuvre des initiatives régionales.  **Bureau de l'UIT pour l'Europe**  **Le Bureau pour la région Europe a participé à diverses activités de coordination régionale en fournissant un appui aux États Membres, essentiellement pour faciliter le développement numérique et renforcer les possibilités de coopération dans les domaines de la cybersécurité, de l'inclusion numérique, de la réglementation et du développement des compétences numériques conformément aux initiatives régionales énoncées dans le Plan d'action de Kigali.**  • La collaboration avec plusieurs institutions européennes, dont la CE, l'Organe des régulateurs européens des communications électroniques (ORECE), EaPeReg et EMERG, a été renforcée. Un mémorandum d'accord a été signé avec EMERG, en vue de la réalisation d'une série d'actions concrètes. Des possibilités de financement ont été recensées, ce qui a permis de faciliter la co‑création de nouveaux projets mondiaux et régionaux. Ces derniers sont financés par la CE à hauteur de 25 millions d'euros.  • Le **RDF-EUR**, qui s'est tenu les 22 et 23 mai 2023 en Roumanie, parallèlement à la réunion du Comité des politiques de l'UIT (Com-UIT) de la Conférence européenne des administrations des postes et des télécommunications (CEPT), a réuni plus de 200 participants (dont 95 personnes sur place), représentant 40 États Membres, 5 organisations régionales et 7 institutions spécialisées des Nations Unies. À l'issue de la réunion, un plan de mise en œuvre des initiatives régionales pour l'Europe pour la période 2023-2024 a été adopté et 109 contributions, converties en engagements au titre de l'initiative Partner2Connect, ont été annoncées. En outre, la réunion a également abouti à une déclaration sur le renforcement des capacités et l'intégration des femmes dans le secteur de la cybersécurité dans les Balkans occidentaux, signée avec le Gouvernement de la Slovénie, représentant également la France et le Monténégro, un partenariat avec 5G Techritory pour faire progresser les technologies 5G en Europe et dans le monde, et le lancement régional du nouveau projet financé par l'UE sur la connectivité universelle efficace pour l'Europe.  • **En réponse aux engagements pris lors du RDF-EUR**, le BDT facilite la mise en œuvre des contributions annoncées dans les pays bénéficiaires.  • Les priorités régionales ont été prises en compte à travers la mise en œuvre de plusieurs mesures au titre d'initiatives régionales de l'UIT-D. Une assistance technique a été fournie à 9 pays dans les domaines de la connectivité, de la résilience numérique, des compétences numériques, de l'inclusion numérique et de la protection en ligne des enfants, entre autres.  • Une assistance spéciale a également été fournie à l'Ukraine en application de la Résolution 1408 du Conseil de l'UIT. L'assistance technique à l'Ukraine a porté sur la remise en état de 40 stations de radiodiffusion touchées par la guerre. Dix premières stations ont en cours d'évaluation. Elles pourront à terme desservir plus de 10 millions de personnes.  • D'importantes plates-formes régionales et interrégionales d'échange de connaissances et de bonnes pratiques ont été mises en place, axées sur des thèmes prioritaires tels que "Europe accessible – Les TIC pour TOUS", auxquelles ont participé plus de 400 parties prenantes de 50 pays. En outre, un cyberexercice interrégional a vu la participation de plus de 200 personnes provenant de 40 pays des régions Europe et Asie-Pacifique.  • Le BDT a collaboré avec plusieurs nouvelles parties prenantes européennes qui sont devenues membres de Secteur de l'UIT.  • Le BDT a également continué à travailler en étroite collaboration avec la CEPT, en assurant régulièrement la coordination, l'établissement de rapports et l'assistance ou en élaborant conjointement certaines actions régionales.  • La collaboration stratégique avec les organismes des Nations Unies a été davantage renforcée, en plaçant l'UIT au centre de tous les mécanismes de coordination en matière de développement numérique. Ainsi, l'UIT a assuré la coprésidence régionale du Groupe des Nations Unies sur la transformation numérique pour l'Europe et l'Asie centrale, la coprésidence du Groupe spécial des Nations Unies sur le passage au numérique au service du développement durable à Bruxelles et, au niveau national, la coprésidence des équipes spéciales sur le passage au numérique relevant des équipes de pays des Nations Unies.  • Une table ronde sur l'ODD 17 "Établir des partenariats efficaces pour la transformation numérique" a été organisée dans le cadre du [Forum régional sur le développement durable pour la région de la CEE](https://regionalforum.unece.org/events/regional-forum-2024), avec deux autres manifestations parallèles "Approche de la transformation numérique centrée sur l'humain" et le lancement de la publication conjointe de l'UIT et de la FAO sur "Les exigences de l'UE en matière d'agriculture numérique: Un recueil pour les pays en phase de préadhésion", qui a servi de fil conducteur à la table ronde sur l'ODD 17.  • Plusieurs publications interinstitutions ont été élaborées, notamment la Boîte à outils des Nations Unies pour le développement numérique, neuf profils de pays sur le développement numérique, le Recueil conjoint de l'UIT et de la FAO sur l'agriculture numérique pour les pays en phase de préadhésion à l'UE, et le Rapport régional sur les déchets d'équipements électriques et électroniques pour les Balkans occidentaux élaboré conjointement par l'UIT, le PNUE et l'UNITAR.  • Trois projets conçus conjointement ont été acceptés dans le cadre de l'enveloppe du Fonds commun pour les ODD dédiée aux projets numériques, à savoir le projet UIT-UNOPS (sur les villes intelligentes) au Monténégro, le projet UIT-FAO-OIT (sur l'agriculture numérique) en Albanie et le projet UIT-PNUD-FAO (sur les services publics numériques) en Serbie. Des fonds ont été mobilisés dans le cadre de nouveaux mécanismes de financement, notamment l'enveloppe du Fonds commun pour les ODD dédiée aux projets numériques (Monténégro et Serbie) et le Fonds d'accélération commun au Monténégro. | | **Afrique:**  – [**RDF-AFR**](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Africa/Documents/2023/RDF/meeting-report/RDF-AFR-2023-Report.pdf): accélérer la réalisation des ODD. vingt nouveaux engagements et 800 annonces de contribution au titre de l'initiative Partner2Connect.  – Collaboration stratégique au sein des plans-cadres de coopération de Cabo Verde, du Malawi, de Maurice et des Seychelles.  – Collecte de données dans les 11 pays bénéficiaires du projet "Analyse comparative des TIC en Afrique centrale" en vue de formuler des recommandations et les programmes de renforcement des capacités.  – Sur les 17 centres d'accélération de l'UIT mis en place, 6 sont situés en Afrique: Gabon, Kenya, Malawi, Sénégal, Tanzanie, Zimbabwe.  – L'UIT a aidé le Tchad et le Rwanda à élaborer leur stratégie nationale globale en matière de cybersécurité.  **Amériques:**  – [**RDF-AMS**](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Americas/Documents/EVENTS/2023/RDF-2023/Outcome-EN.pdf): 147 engagements au titre de l'initiative Partner2Connect, d'une valeur de 9,86 milliards USD, pris par 91 entités de 39 pays.  – Collaboration étroite avec le Secteur des radiocommunications de l'UIT: séminaire sur les radiocommunications pour la région Amériques et conférence sur la gestion du spectre en Amérique latine. Collaboration étroite avec le Secteur de la normalisation de l'UIT: séminaire sur les réseaux ouverts au Brésil.  – Collaboration stratégique au sein du Plan-cadre du Brésil. L'UIT et la FAO ont signé un projet conjoint "Merian" sur l'agriculture 5.0 avec l'UE pour El Salvador pour un budget total de 5,2 millions d'euros.  – Plus de 2 300 filles et femmes ont bénéficié d'activités relatives aux compétences numériques dans le cadre du projet "Girls Can Code" pour la région Amériques.  – Plus de 340 jeunes et femmes de populations isolées ont renforcé leurs compétences numériques grâce au projet "Inclusion numérique des jeunes".  – GIGA-OECO: Mise à niveau du large bande dans 27 écoles pilotes à la Barbade, bénéficiant à plus de 18 057 élèves et 1 382 enseignants.  **Région de la CEI:**  – [**RDF-CEI**](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Regional-Presence/CIS/Pages/Events/2024/RDF.aspx): avancées obtenues en matière de développement numérique et mise en œuvre des initiatives régionales.  – Plus de 700 représentants du secteur public d'Arménie, du Tadjikistan et du Turkménistan ont reçu une formation sur les technologies 5G et leur déploiement.  **États arabes:**  – [**RDF-ARB**](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/ArabStates/Documents/events/2023/RDF-23/ARB-RDF-2023-Outcome-report%20-%20vFinal.pdf): Participation active de représentants de 19 États Membres et de l'État de Palestine pour examiner la mise en œuvre des cinq initiatives régionales pour la région des États arabes ainsi que d'autres activités relevant des cinq domaines thématiques prioritaires adoptés à la CMDT-22. Vingt-huit contributions écrites ont été soumises, dont de nouveaux engagements au titre de l'initiative Partner2Connect, pour parvenir à une connectivité efficace et à une transformation numérique durable dans la région.  – Collaboration avec la CESAO et la Ligue des États arabes pour élaborer la stratégie régionale en matière de TIC.  – Collaboration stratégique pour appuyer le développement de plusieurs plans-cadres de coopération dans la région.  **Asie-Pacifique:**  – [**RDF-ASP**](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/AsiaPacific/Documents/Events/2023/RDF-2023/report/RDF-ASP-2023-Report.pdf): 11 nouveaux engagements au titre de l'initiative Partner2Connect ont été annoncés, et plusieurs déclarations communes ont été signées lors du Forum.  – Signature de 8 accords d'une valeur de plus de 3,1 millions USD pour l'assistance technique, l'analyse et le renforcement des capacités.  – Amélioration de l'expertise technique de 10 pays grâce à une formation au projet GovStack et à l'approche faisant intervenir toutes les entités publiques.  – L'UIT a obtenu des engagements formels en faveur de l'accélération de la transformation numérique lors du premier Dialogue ministériel sur le numérique dans le secteur des TIC pour le Pacifique (la Déclaration de Lagatoi).  – Partenariat multi-parties prenantes visant à promouvoir les compétences numériques, la sécurité numérique, la culture numérique et l'éthique numérique en Indonésie.  – L'UIT continue de mettre en œuvre des programmes communs dans la région: "Accélérer la réalisation des ODD grâce à la transformation numérique afin de renforcer la résilience des communautés en Micronésie" et "Promouvoir la réalisation des ODD en améliorant les moyens d'existence et la résilience, grâce à la diversification économique et à la transformation numérique".  **Région de la CEI:**  – Plus de 120 étudiants d'université ont été formés à la création et à l'accélération de startups en Arménie, au Kazakhstan et en Russie.  – Protection en ligne des enfants en Arménie: appui à la formation de plus de 340 enseignants, parents et écoliers, campagne touchant plus de 23 000 téléspectateurs, enquête auprès de 7 805 écoliers, débat sur la politique aboutissant à l'élaboration d'un plan national.  – L'UIT est membre des équipes de pays des Nations Unies au Bélarus, au Kazakhstan, au Kirghizistan, en Ouzbékistan et en Russie. Les projets d'assistance technique et les activités de renforcement des capacités de l'UIT sont enregistrés sur le portail de données des Nations Unies sur les ODD.  – 550 représentants de collectivités locales et régionales du Bélarus ont renforcé leurs compétences dans la mise en œuvre de solutions intelligentes pour les villes intelligentes.  **Europe:**  – [**RDF-EUR**](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Europe/Documents/Events/2023/0522-23%20-%20RDF/reports/EUR-RDF-2023-Outcome-report.pdf): annonce de 109 contributions converties en engagements au titre de l'initiative Partner2Connect.  – Renforcement de la collaboration avec la CE, l'ORECE, EaPeReg et EMERG.  – Fourniture d'une assistance technique à 9 pays.  – Fourniture d'une assistance spéciale à l'Ukraine en application de la Résolution 1408 du Conseil de l'UIT.  – Coprésidence du Groupe des Nations Unies sur la transformation numérique pour l'Europe et l'Asie centrale, coprésidence du Groupe spécial des Nations Unies sur le passage au numérique au service du développement durable à Bruxelles et coprésidence des équipes spéciales sur le passage au numérique relevant des équipes de pays des Nations Unies.  – "Europe accessible – Les TIC pour TOUS": 400 parties prenantes de 50 pays. |
| **Contribution à la réalisation des cibles des ODD** | 1, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 11, 16, 17 | |
| **Grandes orientations du SMSI** | C1, C2, C3, C4, C5, C6, C7, C11 | |
| **Résolutions** | 16 de la CMDT | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Catalyseur 3 de l'UIT-D: Diversité et inclusion  *Élaborer des stratégies et des solutions en matière d'inclusion numérique.* | | |
| ***Réalisation****: renforcement de la capacité des membres de l'UIT d'élaborer des stratégies, des politiques et des pratiques en faveur de l'inclusion et de l'équité numériques, en particulier pour l'autonomisation des femmes et des jeunes filles, des personnes handicapées, des personnes ayant des besoins particuliers ainsi que des ménages à faible revenu.* | | |
| **Produits** | | **Points clés** |
| Sur le plan stratégique, la **capacité des États Membres et des décideurs à concevoir et à mettre en œuvre des politiques et des stratégies d'inclusion numérique a été renforcée**. Des ateliers sur l'intégration du principe de l'égalité hommes-femmes dans les politiques numériques ont été organisés, au profit de 28 pays et 370 décideurs. En avril 2024, une formation à suivre à son rythme a été lancée sur l'Académie de l'UIT, ainsi qu'un microsite.  La **Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC** a été célébrée dans le monde entier jusqu'en novembre 2023 dans les îles du Pacifique. Cette année, les Philippines ont accueilli la célébration internationale du 25 avril sur le thème du "Leadership", et un atelier sur les jeunes filles dans le secteur des TIC a été organisé à Genève pendant les réunions des Groupes du Rapporteur de la Commission d'études 1 de l'UIT-D du 15 au 26 avril 2024. Des manifestations régionales et nationales ont également été organisées à travers le monde. En 2024, le Réseau des femmes à l'UIT-D continuera de se réunir et de débattre sur les questions de genre afin de réduire la fracture numérique entre les hommes et les femmes, principalement lors du GCDT-24 et du GSR-24.  Le BDT a contribué à **renforcer les capacités des utilisateurs finals et des particuliers en organisant des séances de formation sur l'inclusion numérique dans les domaines de l'égalité hommes-femmes, de la protection en ligne des enfants, de l'accessibilité des TIC/du numérique, des personnes âgées, des communautés isolées et autochtones**. Au total, 13 formations ont été élaborées à travers l'Académie de l'UIT, et 11 ateliers et séances de mentorat ont été organisés dans le cadre de l'initiative EQUALS HerDigitalSkills et ont bénéficié à 664 filles et jeunes femmes. Publié en mars 2024, le Cadre d'éducation aux compétences numériques d'EQUALS vise à faire évoluer les relations hommes-femmes en luttant contre les normes et stéréotypes de genre dans la formation aux compétences numériques. En outre, une formation à suivre à son rythme a été élaborée dans le cadre de l'initiative "African Girls Can Code". Mise à disposition sur la plate-forme de l'Académie de l'UIT, elle comprend 14 modules sur les compétences générales et les compétences techniques. En outre, des formations ont été dispensées à des formateurs dans 11 pays (**Afrique du Sud, Burundi, Kenya, Mali, Mozambique, Niger, Ouganda, Rwanda, Sénégal, République démocratique du Congo et Tanzanie**) afin de sensibiliser ces deniers au contenu de la formation disponible et de les doter des compétences nécessaires pour animer les camps de codage nationaux.  Deux groupes de travail du Conseil sur la protection en ligne des enfants ont été convoqués et ont réuni plus de 300 participants. Dans le cadre du Programme mondial pour la protection en ligne des enfants, les pays ont bénéficié d'un renforcement des capacités sous la forme de formations à suivre en personne et en ligne à son rythme. Ces formations sont disponibles sur le site Web de l'UIT consacré à la protection en ligne des enfants et sur la plate-forme de l'Académie de l'UIT. En outre, dans le cadre de l'initiative pour la protection en ligne des enfants, le BDT a lancé un jeu et une application pour les enfants.  Une réunion mondiale des partenaires de la collaboration de recherche sur la protection par la participation en ligne (POP) s'est tenue à Madrid (Espagne). Codirigée par le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence contre les enfants, la réunion a réuni des parties prenantes de divers secteurs, y compris des acteurs clés du secteur des TIC. Les premiers résultats de la recherche devraient être publiés cette année. Comme déjà indiqué, en 2024, la célébration de la "Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC" a été organisée par les Philippines sur le thème du "Leadership". L'événement a été très suivi.  **Dans la région Asie-Pacifique**, la "Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC" a été célébrée dans l'ensemble de la région tout au long de l'année 2023. Des manifestations ont été organisées à cette occasion aux Fidji, en Indonésie, à Kiribati, en Micronésie, à Nauru, au Pakistan, aux Philippines, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, au Samoa, en Thaïlande, au Timor-Leste, aux Tonga et dans les pays membres de l'ASEAN. Ces manifestations ont favorisé la création d'un solide réseau qui a permis de donner plus de moyens d'action aux femmes grâce à l'échange de connaissances et à la promotion des TIC. Cela s'est traduit par un intérêt accru pour l'initiative de la part d'autres pays et parties prenantes, démontrant ainsi son envergure croissante et le potentiel de futurs partenariats. Des concertations avec des partenaires clés, dont le Bureau de la Commission nationale de la radiodiffusion et des télécommunications de Thaïlande et le Ministère australien de l'infrastructure, des transports, du développement régional, des communications et des arts, ont également ouvert de nouvelles pistes de financement, assurant ainsi à l'initiative des effets durables et l'extension de cette dernière en 2024 et au-delà. Cette collaboration a non seulement envoyé **un signal fort auprès des personnes travaillant activement à l'intégration des jeunes filles dans le secteur des TIC dans la région, mais a également jeté des bases solides pour accroître l'engagement et l'appui dans le domaine dans les années à venir**.  Grâce à des partenariats établis avec des autorités, des organismes des Nations Unies, l'Association des télécommunications des îles du Pacifique et le Conseil des télécommunications du Pacifique, plus de 1 000 filles et jeunes femmes de Fidji, de Kiribati, de Micronésie, de Nauru et des Tonga ont renforcé leurs connaissances et leurs compétences par l'intermédiaire de diverses formations à la cybersécurité (sécurité en ligne et escroquerie en ligne), au codage, aux technologies émergentes, aux télécommunications, au l'exercice de l'autorité, au développement de carrière et aux outils financiers numériques. Ces programmes ont **renforcé les partenariats et la collaboration pour l'inclusion numérique entre les principales parties prenantes et partenaires, notamment les gouvernements, les équipes de pays des Nations Unies, les organisations régionales, la société civile et les milieux universitaires**. | | – Autonomisation des groupes vulnérables et des populations marginalisées.  – Renforcement des capacités des décideurs.  – Amélioration de l'accès aux outils et ressources en matière d'inclusion numérique.  – Renforcement des partenariats en faveur de l'inclusion numérique.  – Extension de l'initiative "Les jeunes filles dans le secteur des TIC" à toutes les régions.  – **Afrique**: Afrique du Sud, Burundi, Kenya, Mali, Mozambique, Niger, Ouganda, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Tanzanie.  – **Asie-Pacifique**: Bhoutan, Fidji, Indonésie, Kiribati, Micronésie, Nauru, Pakistan, Papouasie‑Nouvelle-Guinée, Philippines, Samoa, Thaïlande, Timor‑Leste, Tonga, États membres de l'ASEAN. |
| **Au niveau des activités et projets relatifs aux TIC/à l'accessibilité numérique, aux personnes âgées, aux populations isolées, aux peuples autochtones et aux jeunes**  **Approfondissement des connaissances des décideurs: compétences de plus de 4 100 décideurs améliorées dans la formulation et la mise en œuvre de politiques et de stratégies d'inclusion numérique** ainsi que dans le renforcement de la participation de tous dans la société et l'économie numériques grâce à des ateliers de renforcement des capacités dans le domaine de l'accessibilité des TIC et de l'intégration des mesures d'inclusion numérique pour tous. Cette réalisation a été possible grâce à **des interventions et des sessions de formation, organisées dans le cadre de 46 manifestations (dont 34 en ligne et 12 en personne) à travers le monde**, notamment: la Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, l'Initiative mondiale des Nations Unies sur l'intégration des connaissances sur le vieillissement, les sessions du SMSI, les dialogues de haut niveau menés par les Membres de l'UIT (Question 7/1 de la CE 1), le Sommet mondial sur le vieillissement indépendant IANGE 2023, les colloques internationaux sur l'inclusion numérique en Thaïlande (Commission nationale de la radiodiffusion et des télécommunications) **et dans les régions** (notamment les manifestations sur les "TIC pour tous" dans les régions Amériques, États arabes et Europe), et la séance d'information sur le vieillissement en bonne santé en Thaïlande grâce aux TIC (en partenariat avec le Ministère de l'économie et de la société numériques et l'OMS). En outre, **plus de 1 200 participants de 98 pays** se sont inscrits à des **cours en ligne à suivre à son rythme, ou dispensés par des formateurs, sur les sujets tels que l'accessibilité des TIC, les personnes âgées et les peuples autochtones**, à travers la plate-forme de l'Académie de l'UIT.  **Ressources: augmentation du nombre de ressources et d'outils existants (plus de 70) pour appuyer les mesures prises par les Membres de l'UIT en faveur de l'inclusion numérique grâce à six supports d'information supplémentaires**, dont la nouvelle formation en ligne du BDT-UIT intitulé "Responsables des réseaux TIC dans les communautés autochtones et rurales d'Amérique latine", la formation en ligne à suivre à son rythme "Au-delà des villes intelligentes" en arabe et en russe, le guide pratique sur l'accessibilité des TIC/du numérique à l'intention des spécialistes ou des organismes chargés de la conception et de la mise en œuvre du programme "Îles et villages intelligents" pour la région Asie-Pacifique, et les lignes directrices et le tutoriel vidéo sur l'"Intégration de l'accessibilité numérique pour une transformation numérique inclusive". Un programme de formation des responsables des réseaux TIC dans les communautés rurales et isolées d'Afrique subsaharienne est en cours d'élaboration.  **Participation des jeunes: le BDT a encouragé la participation et les présentations des représentants des groupes pour la jeunesse de l'initiative Generation Connect à diverses activités du BDT, dont plus de 20 réunions et manifestations.** En outre, l'UIT a financé la participation de cinq représentants des groupes pour la jeunesse au SDG Summer School de l'Université de Genève et de deux jeunes femmes au programme des Prix "EQUALS in Tech", et a nommé six représentants des groupes pour la jeunesse au programme mondial de jeunes leaders du WIC en Chine, fournissant ainsi aux jeunes **des occasions concrètes d'agir en tant qu'acteurs du changement numérique**. Un nouveau groupe pour la jeunesse a été sélectionné sur la base des candidatures reçues de plus de 60 États Membres dans le cadre de l'initiative Generation Connect. Ces personnes bénéficieront d'un programme de tutorat et d'activités de renforcement des compétences afin de contribuer aux actions mises en œuvre par le BDT pour donner aux jeunes plus de moyens d'agir grâce aux TIC. L'organisation du Sommet mondial sur la jeunesse suit son cours.  **Projets: l'UIT-D a élaboré des projets sur mesure dans la région du Gran Chaco (Amériques)** pour les jeunes issus de communautés isolées et autochtones. **En Afrique,** dans le cadre de l'"Initiative mondiale en faveur de la création d'emplois décents pour les jeunes", et au niveau mondial, **un programme triennal pour la formation des jeunes à la direction de projets de l'initiative Generation Connect a été lancé en 2024 en collaboration avec Huawei**.  **Avis de spécialistes: l'UIT-D s'est employé à appuyer, par des conseils d'experts et des informations sur les questions d'inclusion numérique** (accessibilité des TIC, inclusion numérique des personnes âgées, questions de genre et autonomisation des jeunes pour la transformation numérique), les travaux des commissions d'études de l'UIT, les réunions et manifestations thématiques aux niveaux régional et mondial, ainsi que les rapports dans l'ensemble du système des Nations Unies dans le cadre de travaux intersectoriels.  Dans le cadre du programme sur l'**accessibilité numérique**, le BDT a contribué à **mieux faire connaître l'accessibilité numérique et les compétences numériques dans la région Asie-Pacifique** grâce à une collaboration et une intervention lors du Colloque international sur l'inclusion numérique organisé par la Commission nationale de la radiodiffusion et des télécommunications de Thaïlande. Le BDT a présenté des publications et des outils en matière d'accessibilité numériques, ainsi que des initiatives en matière de compétences numériques pour les personnes handicapées. Ces actions ont permis de renforcer le partenariat entre l'UIT et la Commission nationale de la radiodiffusion et des télécommunications et la sensibilisation des organisations du secteur des TIC, de la société civile et les associations de personnes handicapées en Thaïlande. Cela a jeté les bases pour de futures initiatives en matière d'accessibilité numérique. En outre, un guide visant à améliorer l'accessibilité numérique et présentant, entre autres, les principes de conception universelle pour la fourniture de services et d'applications numériques, notamment au moyen de dispositifs mobiles, a été élaboré dans le cadre de l'initiative "Îles intelligentes et villages intelligents" à l'intention des décideurs, des acteurs du secteur, des agences de développement et des organisations de la société civile.  En collaboration avec le Ministère thaïlandais de l'économie et de la société numériques et l'OMS, l'UIT a organisé une séance d'information sur le vieillissement en bonne santé en Thaïlande grâce aux TIC. Cette séance a permis de mieux faire connaître les défis et les possibilités liés à l'inclusion numérique et au vieillissement en bonne santé, et a encouragé la collaboration entre les parties prenantes. En réunissant les parties prenantes nationales, notamment les ministères, les universités et les organismes des Nations Unies, l'initiative visait à soutenir la population âgée de Thaïlande à l'ère numérique, en mettant en avant l'importance d'une approche collaborative et fondée sur des données factuelles pour élaborer des stratégies.  **Dans la région Amériques**, à l'occasion de l'initiative "Amériques accessibles" qui s'est tenue en novembre 2023, le BDT a dispensé une formation à l'intention des dirigeants, contribuant à **sensibiliser davantage les États Membres à l'inclusion numérique et à l'accessibilité des TIC, comme en témoigne leur volonté d'adopter des politiques et des stratégies en matière d'accessibilité des TIC au niveau national**. L'initiative "Amériques accessibles" a donné aux États Membres l'occasion d'échanger les bonnes pratiques en matière de politiques numériques dans le domaine des TIC et de promouvoir l'inclusion numérique. En outre, une formation sur les compétences en gestion de projets et la maintenance des réseaux TIC a été organisée à l'intention des communautés autochtones et isolées d'Amérique latine. Suivie par 37 participants de 10 pays, la formation a mis l'accent sur l'application pratique des connaissances pour conférer aux individus des communautés autochtones et rurales une autonomie accrue.  **Dans la région Europe**, le Forum régional pour l'Europe **"Europe accessible: les TIC pour TOUS"** a été organisé en partenariat avec la CE et le Centre européen de ressources en matière d'accessibilité. Il a rassemblé plus de 400 parties prenantes de 50 pays, et a permis à toutes les parties concernées de renforcer leurs connaissances, de recenser les possibilités de partenariat, d'unir leurs forces, d'échanger les bonnes pratiques et d'établir des bases solides pour la coopération future en faveur de l'accessibilité numérique. | |  |
| **Contribution à la réalisation des cibles des ODD** | 1, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 11, 16, 17 | |
| **Grandes orientations du SMSI** | C1, C2, C3, C4, C5, C6, C7, C11 | |
| **Résolutions** | 70, 175, 179, 184 et 198 de la PP; 46, 55, 58, 67, 76 de la CMDT; Question 7/1 | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Catalyseur 4 de l'UIT-D: Engagement en faveur de la durabilité environnementale  *Élaboration des stratégies et des solutions sur l'adaptation au changement climatique* | | |
| ***Réalisation****: renforcement de la capacité des membres de l'UIT de concevoir des stratégies et des solutions de télécommunication/TIC relatives à l'adaptation aux effets des changements climatiques et à l'atténuation de ces effets ainsi qu'à l'utilisation d'énergies vertes/renouvelables.* | | |
| Produits | | Points clés |
| **Des produits de l'UIT-D ont été mis à disposition pour aider les États Membres à élaborer des stratégies et des solutions en matière d'adaptation aux changements climatiques.**  Le BDT a aidé le Gouvernement du **Rwanda** et les producteurs d'équipements électroniques du pays à renforcer le cadre réglementaire concernant les déchets d'équipements électriques et électroniques et à mettre en place un système de responsabilité des producteurs. Ce soutien a abouti à un atelier sur le ["Plan directeur du Rwanda sur la responsabilité élargie des producteurs d'équipements électroniques"](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Africa/Pages/EVENTS/2023/Rwanda-EPR-Blueprint-for-Electronics-Event.aspx) qui s'est tenu les 7 et 8 novembre 2023. Une assistance a également été fournie au Gouvernement de la **République dominicaine**, conduisant au lancement, en octobre 2023, d'un règlement sur la [gestion intégrale des déchets d'équipements électriques et électroniques](https://dr1.com/news/2023/07/27/executive-branch-issues-decree-to-regulate-electrical-waste-management/), qui pourrait permettre d'atteindre un marché annuel estimé à 71 millions USD de déchets électroniques dans le pays. Des initiatives lancées avec les Gouvernements de **l'Ouganda et de la Zambie** en 2023 ont par ailleurs permis de mobiliser les producteurs d'équipements électroniques dans ces pays. Un [atelier de consultation publique sur une feuille de route pour la mise en œuvre de la responsabilité élargie des producteurs d'équipements électroniques concernant la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques en Zambie](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Africa/Pages/Government-Consultation-Workshop.aspx) a eu lieu en octobre 2023. L'objectif de cet atelier était de présenter aux participants les notions de base concernant l'économie circulaire et la gestion des déchets électroniques, d'examiner les cadres réglementaires, de convenir des termes et des définitions, et d'établir une feuille de route pour la mise en œuvre d'un système de responsabilité élargie. En Ouganda, un [atelier de consultation des parties prenantes sur la réglementation en matière de gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques et la responsabilité élargie des producteurs d'équipements électroniques](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Africa/Pages/EVENTS/2023/uganda-e-waste-workshop.aspx) a eu lieu en novembre 2023. Il a permis aux parties prenantes de **mieux comprendre les enjeux de la gestion des déchets électroniques grâce au principe de responsabilité élargie des producteurs et d'envisager les possibilités du pays en matière de réglementation**.  Au **Malawi**, le BDT a apporté un appui pour renforcer le [cadre d'action pour une gestion écologiquement rationnelle des déchets d'équipements électriques et électroniques](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Pages/Spotlight/WEEE-Policy-Support-Malawi.aspx). Il s'agissait notamment de mener des consultations et de préparer la politique nationale de gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques. Cette dernière a été soumise au Bureau du Président et au Cabinet et a été approuvée en 2023. Elle est désormais en attente de l'approbation finale de la Présidence. De même, le BDT a mené des [activités de renforcement des capacités et fourni une assistance technique analogue à des parties prenantes des secteurs public et privé au Burundi](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Pages/Spotlight/WEEE-Policy-in-Burundi.aspx) où la politique nationale de gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques a été soumise au Cabinet en 2023. Il a été décidé de transformer le cadre d'action en une réglementation afin que les mesures soient accompagnées de moyens de contraintes.  En 2023, le BDT a aidé les Gouvernements du [Botswana](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Pages/Spotlight/WEEE-Policy-in-Botswana.aspx) et du [Niger](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Pages/Spotlight/WEEE-Policy-Niger.aspx) à élaborer leurs stratégies de gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques. Les deux stratégies sont en attente d'approbation par les autorités compétentes. L'assistance fournie par le BDT pour l'élaboration de ces stratégies a permis au Botswana et au Niger de disposer d'une orientation et d'une vision claires en la matière, et a ouvert la voie à la mise en place de systèmes de gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques au niveau national.  En juillet 2023, le BDT a publié le [Guide de passation des marchés publics circulaires et durables pour les TIC](https://www.itu.int/hub/publication/d-hdb-guidelines-04-2023/) dans le cadre de l'initiative Green GovStack. Celui-ci reflète l'engagement de l'UIT à traiter l'ensemble du cycle de vie des TIC, non seulement du point de vue des déchets, mais aussi du point de vue de l'amont. Ce guide servira de base au BDT pour former les responsables des achats, influer sur les décisions d'achat de ces derniers et leur permettre d'adopter des pratiques d'achats circulaires. En outre, un cours d'apprentissage en ligne intitulé ["Marchés publics circulaires et durables pour les TIC"](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/circular-and-sustainable-public-procurement-icts-0) accompagne ce guide.  Le **Rapport mondial sur les déchets d'équipements électriques et électroniques 2024** a été publié en mars 2024. Cette publication, fruit de la collaboration entre l'UIT, l'UNITAR et la Fondation Carmignac, présente les tendances et les défis actuels à l'échelle mondiale en matière de gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques dans le cadre de l'économie circulaire. Il met l'accent sur la disparité croissante entre les taux de production et de recyclage des déchets d'équipements électriques et électroniques, et traite des sujets tels que les mouvements transfrontaliers, la législation, la récupération des matériaux, les technologies de traitement, l'évaluation de l'impact sur l'environnement et les perspectives régionales jusqu'en 2023.  Le BDT a **renforcé les capacités des bureaux nationaux de statistique, des régulateurs et ministères chargés des TIC et des ministères chargés de l'environnement** dans les six États Membres de l'Organisation des communications de l'Afrique de l'Est en organisant une formation à l'intention de ces structures dans le but de favoriser la production et l'analyse de statistiques sur les déchets d'équipements électriques et électroniques et l'harmonisation régionale dans ce domaine.  **Dans la région Europe**, le BDT et ses partenaires ont lancé en décembre 2023 le [Rapport régional sur les déchets d'équipements électriques et électroniques pour les Balkans occidentaux](https://www.itu.int/pub/D-HDB-E%20WASTE-2023-WB/fr). Le rapport, qui contient six recommandations pour une gestion holistique des déchets d'équipements électriques et électroniques dans la région, préconise des mesures préventives, la sensibilisation, l'amélioration de la collecte et du traitement, des protocoles de sécurité, une indemnisation équitable et une formation renforcée. Il vise à orienter les décideurs et à guider les secteurs productifs de l'économie et les populations locales vers des pratiques durables.  **Dans la région de la CEI**, le BDT a appuyé la publication du [Rapport national sur les déchets électroniques pour le Kazakhstan](https://ewastemonitor.info/the-national-e-waste-monitor-kazakhstan/), qui contient des recommandations et une feuille de route pour la mise en place d'une stratégie nationale de gestion durable des déchets d'équipements électriques et électroniques, ainsi que des statistiques essentielles. Cette initiative contribue au renforcement des capacités mondiales en matière de données et de statistiques sur les déchets d'équipements électriques et électroniques. De même, des rapports nationaux sur les déchets électroniques pour la Namibie et le Botswana ont été publiés en mars 2024.  **Dans la région Asie-Pacifique**, avec le soutien du Département australien des infrastructures, des transports, du développement régional, des communications et des arts, un document de projet intitulé "Créer une économie circulaire pour le secteur de l'électronique et de l'électricité en Thaïlande et en Mongolie" a été signé en janvier 2024 en vue de formuler des recommandations pertinentes pour la mise en place d'un cadre réglementaire pour la gouvernance de la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques dans le cadre d'un système de responsabilité élargie des producteurs en Mongolie et en Thaïlande. À terme, les deux pays bénéficiaires devraient disposer des capacités nécessaires pour mieux réglementer la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques, ainsi que des outils leur permettant de mettre en œuvre une réglementation sur la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques financée de manière durable et dans laquelle le secteur privé jouera un rôle important.  Le BDT a publié en septembre 2023 deux nouveaux cours d'apprentissage en ligne sur les données et statistiques relatives aux déchets d'équipements électriques et électroniques: ["Relever le défi des déchets électroniques grâce aux données et aux statistiques"](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/addressing-e-waste-challenge-through-data-and-statistics-0) et ["Introduction au défi des déchets d'équipements électriques et électroniques"](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/introduction-e-waste-challenge-0). Ces deux parties d'une même formation visent à donner une vue d'ensemble du problème mondial des déchets d'équipements électriques et électroniques, y compris les statistiques et lois les plus récentes tirées du Rapport mondial sur les déchets d'équipements électriques et électroniques et obtenues dans le cadre du Partenariat mondial pour les statistiques relatives aux DEEE. Ces cours permettent aux participants de mettre en pratique les méthodologies et principes clés utilisés lors de la collecte des statistiques et des données sur les déchets d'équipements électriques et électroniques et l'amélioration de ces derniers.  En juin 2023, le BDT a élargi ses initiatives environnementales en accueillant des manifestations telles que la [Transformation numérique écologique et l'économie circulaire dans le secteur de l'électronique](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/AsiaPacific/Pages/Events/2023/South-Asia-Information-Session-Green-Digital-Transformation-and-a-Circular-Economy-for-Electronics.aspx). Ces manifestations avaient pour but de donner un aperçu du rôle des TIC dans les défis liés aux changements climatiques et aux déchets d'équipements électriques et électroniques pour une transformation numérique durable. Lors du GSR organisé le 8 juin 2023 à Charm el-Cheikh (Égypte), la manifestation intitulée ["Une transformation numérique plus écologique"](https://www.itu.int/itu-d/meetings/gsr-23/programme-overview/session-details?sessionid=16) a abordé la responsabilité des régulateurs dans l'amélioration de la déclaration des émissions de gaz à effet de serre et de la réglementation relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques provenant du secteur des TIC.  En juillet 2023, le BDT, en partenariat avec le mécanisme Africa RISE, financé par l'UE, et le Gouvernement du Botswana, a organisé la manifestation ["Se transformer grâce à l'économie circulaire et à la REP"](https://africarisevent.eu/transform). Cette manifestation visait à renforcer la collaboration régionale entre les États membres de la SADC et a présenté les progrès accomplis dans la gestion des déchets électroniques en Afrique orientale et australe. Le Botswana a également affiché son engagement dans le domaine en présentant son projet de stratégie nationale de gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques élaboré en collaboration avec le BDT. | | – Élaboration de lignes directrices et de systèmes de **gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques**.  – Publication du **Rapport mondial sur les déchets d'équipements électriques et électroniques** 2024.  – Renforcement des politiques et des stratégies.  – Renforcement de la capacité de **suivre les émissions du secteur des TIC** et d'élaborer des stratégies en faveur de TIC vertes.  – Renforcement de partenariats et de collaborations.  – **Afrique**: Botswana, Burundi, Kenya, Niger, Ouganda, Rwanda, Zambie.  – **Amériques**: République dominicaine.  – **Asie et Pacifique**: Mongolie, Thaïlande  – **Région de la CEI**: Kazakhstan |
| Le BDT a par ailleurs travaillé avec des partenaires pour surveiller les émissions du secteur des TIC, aider les pays à suivre les émissions du secteur et élaborer des stratégies en matière de TIC vertes. Il s'agissait notamment de la publication de rapports et de guides tels que le [Guide sur les centres de données respectueux de l'environnement](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Pages/Toolbox/Green-data-center-guide.aspx) et le [Cours d'apprentissage en ligne sur l'entrepreneuriat écologique et numérique pour les femmes](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/green-and-digital-entrepreneurship). L'UIT a également activement pris part aux conférences internationales sur le climat telles que la COP28 et la 18ème Conférence de la jeunesse (COY18), dans le cadre desquelles elle a plaidé en faveur de l'action climatique axée sur les technologies numériques et encouragé des partenariats pour le développement durable. | |  |
| **Contribution à la réalisation des cibles des ODD** | 1, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 11, 16, 17 | |
| **Grandes orientations du SMSI** | C1, C2, C3, C4, C5, C6, C7, C11 | |
| **Résolutions** | 66 de la CMDT | |

|  |  |
| --- | --- |
| Catalyseur 5 de l'UIT-D: Excellence en matière de ressources humaines et innovation organisationnelle | |
| Produits | Points clés |
| Le Directeur du BDT a lancé une série de nouvelles initiatives visant à atteindre l'excellence organisationnelle et à renforcer les capacités internes d'innovation en vue d'améliorer les activités du BDT, notamment:  • La **retraite de la haute direction du BDT**, qui s'est tenue en février 2024, a été l'occasion de débattre de manière constructive et d'échanger des idées sur les moyens d'accroître les résultats du BDT sur le terrain dans le cadre de l'approche "BDT4Impact" basée sur les résultats, et d'améliorer l'efficacité et le respect des délais dans la mise en œuvre des activités du Plan opérationnel et des projets.  • La retraite a servi de cadre pour harmoniser les **stratégies opérationnelles de l'UIT-D** avec les initiatives régionales, le Plan stratégique de l'Union adopté à la PP-22 et le Plan d'action adopté par la CMDT-22.  • Le Directeur du BDT a encouragé la diffusion régulière de messages au personnel sur l'importance de l'**équilibre entre vie professionnelle et vie privée** en vue de favoriser l'adoption d'un rythme de travail permettant de concilier vie professionnelle et vie privée, et a incité le personnel à suivre des formations de perfectionnement dans le cadre d'une approche d'apprentissage continu.  • Il a été rappelé au BDT la nécessité de veiller au respect des principes de transparence et de responsabilité dans la gestion et la mise en œuvre d'activités à l'intention des États Membres.  • Des **réunions d'échanges avec le personnel** sont organisées régulièrement. Elles sont ouvertes à tous, quel que soit le statut contractuel, et offrent un espace où chacun peut s'exprimer en toute sécurité et faire part de ses idées sur les enjeux et les perspectives liés à l'ambition du BDT de produire des résultats concrets.  • Le Directeur du BDT a par ailleurs encouragé l'apport volontaire d'idées nouvelles. Une plate-forme a ainsi été créée pour permettre au personnel de proposer de nouvelles idées que le BDT pourrait envisager pour réaliser et pérenniser le programme BDT4Impact.  • Il a été indiqué que la présentation régulière de rapports aux donateurs était hautement prioritaire et qu'il fallait toujours accorder la priorité à cette tâche, afin que les partenaires et les donateurs soient informés des activités du BDT et des retombées sur le terrain. | – Retraite de la haute direction 2024.  – Équilibre entre vie professionnelle et vie privée.  – Réunions d'échanges avec le personnel. |

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. Indicateurs de produit pour:

   – **Priorité pour l'UIT-D**: mobilisation des ressources et coopération internationale.

   – **Catalyseurs de l'UIT-D**: partenariats et coopération internationale, mobilisation des ressources. [↑](#footnote-ref-1)
2. Documents produits par les commissions d'études. [↑](#footnote-ref-2)